Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest



OCDE

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest

Sous la direction de Marie Trémolières,
Olivier J. Walther et Steven M. Radil

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES POUR UNE VIE MEILLEURE

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE/CSAO (2023), *Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4044c408-fr.

ISBN 978-92-64-61357-7 (imprimé)
ISBN 978-92-64-41841-7 (pdf)
ISBN 978-92-64-76670-9 (HTML)
ISBN 978-92-64-47511-3 (epub)

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest
ISSN 2074-3564 (imprimé)
ISSN 2074-3556 (en ligne)

Version révisée, novembre 2023
Les détails des révisions sont disponibles à l'adresse : https://www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/Corrigendum_Urbanisation-et-conflits-en-Afrique-du-Nord-et-Ouest.pdf

Crédits photo : Couverture © Delphine Chedru

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : www.oecd.org/fr/apropos/editionsocde/corrigendadepublicationsdelocde.htm.

© OCDE/CSAO 2023

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : https://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Sa mission est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Le CSAO produit et cartographie des données, fournit des analyses informées et facilite le dialogue stratégique, afin d'aider les politiques à mieux anticiper les transformations dans la région et leur effet sur les territoires. Il promeut la coopération régionale et des politiques plus contextualisées comme levier de développement durable et de stabilité. Ses domaines de travail portent sur dynamiques alimentaires, villes, environnement et sécurité.

Ses Membres et partenaires sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, le CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel), la Commission de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), la Commission de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), la Commission européenne, l'Espagne, les États-Unis, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse. Le CSAO a conclu un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding* [MOU]) avec le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride.

Pour en savoir plus :
www.oecd.org/csao, www.africapolis.org, www.mapping-africa-transformations.org

Avant-propos

En 2020, le Secrétariat du CSAO/OCDE propose une nouvelle lecture de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, fondée sur un indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi). Aujourd'hui disponible sur la plateforme CARTA (https://mapping-africa-transformations.org/fr), il permet d'appréhender l'intensité et la concentration des violences à toutes les échelles, et d'en cartographier l'évolution depuis un quart de siècle.

En 2021, ce sont les réseaux de conflits qui sont au cœur de l'analyse. Les centaines de groupes armés sont-ils aussi imprévisibles dans leurs alliances et leurs oppositions qu'ils le sont dans leurs déplacements à travers l'espace régional ? La réponse (positive) à cette question explique en partie les difficultés rencontrées par les forces armées nationales et internationales à les combattre.

En 2022, la nécessité de mieux comprendre les liens entre frontières et violences s'impose. De fait, notre indicateur confirme que les zones frontalières et leurs habitants sont proportionnellement beaucoup plus touchés que les autres parties du territoire régional. Pour les groupes armés la frontière est une opportunité ou une ressource ; pour les gouvernements et leurs alliés elle est encore trop souvent une limite, et parfois une contrainte.

En 2023, le présent rapport interroge le caractère urbain ou rural des conflits qui continuent de submerger une partie de la région. Si, comme les travaux du CSAO/OCDE le démontrent par ailleurs, l'Afrique se couvre de villes à un rythme sans équivalent dans l'histoire, assistons-nous alors à une « urbanisation » des conflits ?

Il n'existe pas *une*, mais *des* réponses à cette question ; selon qu'on l'appréhende d'un point de vue régional, zonal (le Sahel par exemple), national ou local. Selon également la période d'analyse.

L'indicateur des dynamiques spatiales des conflits nous donne les moyens d'appréhender cette pluralité. Il invite à nuancer les options politiques à l'aune des réalités et des dynamiques complexes de la géographie des conflits.

Laurent Bossard
Directeur
Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE)

Équipe et remerciements

Pour le CSAO/OCDE :

Direction éditoriale et rédaction :
Marie Trémolières

Édition :
Vicky Elliott, Lia Beyeler, Jennifer Sheahan et Poeli Bojorquez

Mise en page :
Luminess

Ce travail a été réalisé dans le cadre du protocole d'accord entre le CSAO/OCDE et le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride.

Dr Olivier J. Walther a assuré la direction scientifique et la coordination de la cartographie, des travaux d'analyse et de la rédaction de ce rapport. Il est professeur assistant de géographie à l'Université de Floride et consultant auprès du CSAO/OCDE. Ses recherches actuelles portent sur le commerce transfrontalier et la violence politique transnationale en Afrique de l'Ouest. Il est rédacteur du journal *Political Geography* et membre du comité exécutif de l'African Borderlands Research Network. Il dirige en outre le Laboratoire des réseaux africains de l'Université de Floride et est membre du Groupe de recherche sur le Sahel de cette même université. Au cours des dix dernières années, il a contribué en qualité de chercheur principal ou de partenaire à différents projets de recherche à financement externe auprès de l'OCDE, de la National Science Foundation, de la NASA et des Nations Unies. Courriel : owalther@ufl.edu

Dr Steven M. Radil est professeur assistant de géosciences à l'United States Air Force Academy. Il est spécialisé en géographie politique et étudie principalement les dimensions spatiales de la violence politique dans le système international, notamment les questions de guerres civiles, d'insurrections et de terrorisme. Sur l'Afrique, il a publié des travaux sur la diffusion de la guerre civile internationalisée en République démocratique du Congo et sur les ambitions territoriales des insurrections d'inspiration islamiste. Son expertise méthodologique inclut l'analyse spatiale, l'analyse des réseaux sociaux et les systèmes d'information géographiques, outils qu'il utilise régulièrement dans le cadre de ses travaux. Courriel : steven.radil@afacademy.af.edu

Note : Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas la politique ou la position officielle de l'United States Air Force, du Département de la Défense ou du gouvernement américain.

Autres contributeurs

David G. Russell est doctorant au Département de géographie de l'université de Floride. Avant cela, il était chercheur principal dans le cadre de l'initiative *Bridging Divides* de l'université de Princeton. Il est titulaire d'un MSc en géographie de l'université de l'Idaho et d'un BA en histoire du Middlebury College. Ses travaux de recherche portent sur la quantification des dynamiques spatiotemporelles de la violence politique et l'incidence du discours géopolitique sur la façon dont les gens perçoivent le monde et son histoire. Il a mené des travaux de recherche au Middle East Institute à Washington, DC. Courriel : david.russell@ufl.edu

Matthew Pflaum est doctorant au Département de géographie de l'université de Floride. Il est titulaire d'un MSc en études africaines et développement international de l'université d'Édimbourg, et d'un MPH en santé mondiale et maladies infectieuses de l'université Emory. Il s'intéresse de façon générale à la mobilité et à la violence en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, ainsi qu'aux facteurs contribuant à l'enrôlement dans les milices et les organisations extrémistes. Ses travaux portent sur les groupes pastoraux et les tensions pouvant survenir autour des ressources, des terres, de la gouvernance, de la mobilité et du pouvoir. Courriel : mpflaum@ufl.edu

Dr Alexander Thurston est professeur assistant de sciences politiques à l'université de Cincinnati. Ses travaux de recherche portent sur l'islam et la politique en Afrique du Nord et de l'Ouest, en particulier au Mali, en Mauritanie et au Nigéria. Il a bénéficié de bourses de recherche auprès du Council on Foreign Relations, du Wilson Center et de l'American Council of Learned Societies. Son dernier ouvrage, *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*, est publié par les Presses universitaires de Cambridge. Courriel : thurstar@ucmail.uc.edu

Remerciements

L'équipe souhaite dédier ce rapport à M. Laurent Bossard, Directeur du Secrétariat du CSAO/OCDE, et le remercier pour ses contributions, toujours aussi précieuses et pertinentes au fil des ans, à la série de rapports du CSAO/OCDE sur la sécurité. Fervent défenseur de l'importance des questions de sécurité pour la région de l'Afrique de l'Ouest, Laurent quittera ses fonctions en mai 2023. Son équipe lui est profondément reconnaissante pour sa supervision et son soutien avisés tout au long de ces années.

L'équipe tient également à remercier le Dr Ibrahim Mayaki, Président honoraire du CSAO, pour son appui sans faille et son engagement dévoué durant son mandat en faveur d'une prise de conscience politique autour des questions de sécurité. Le Dr Mayaki s'est retiré de ses fonctions en décembre 2022.

L'équipe souhaite enfin exprimer sa gratitude aux personnes suivantes pour leur contribution à la rédaction de ce rapport : Professeur Leonardo A. Villalón, de l'université de Floride ; Dr Nicholas Dorward, de l'université de Bristol ; Professeur Clionadh Raleigh, de l'université du Sussex ; Dr Roudabeh Kishi et Mme Juliet Delate Iler, d'ACLED ; Dr Jean-Hervé Jézéquel et Dr Ibrahim Yahiya Ibrahim, de l'International Crisis Group ; et enfin, les cadets de première classe Daniel Heidenreich, Ryan Leach, Michael Neacsu et Tristan Trager, de l'U.S. Air Force Academy.

Table des matières

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES 11

RÉSUMÉ 13

CHAPITRE 1

LE RÔLE DES VILLES DANS LES CONFLITS D'AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 15

URBANISATION OU RURALISATION DES CONFLITS ? 17

Les violences tendent à se concentrer à proximité des zones urbaines 18

Les conflits se ruralisent en Afrique du Nord et de l'Ouest 18

Les violences touchent principalement les petites villes 20

Les violences rurales prédominent dans le Sahel 21

UNE APPROCHE SPATIALE DES CONFLITS ET DES VILLES 23

PERSPECTIVES 24

RÉFÉRENCES 26

CHAPITRE 2

VILLES, URBANISATION ET VIOLENCES POLITIQUES 27

DYNAMIQUES D'URBANISATION EN AFRIQUE 29

De fortes croissances urbaines 30

Primauté des capitales 31

Évolution historique des villes 33

Transformations urbaines récentes 36

URBANISATION DES CONFLITS ? 37

Des conflits plus urbains ? 37

Plus de conflits ruraux ? 41

CYCLE DE VIE DES CONFLITS 43

NOTE 45

RÉFÉRENCES 45

CHAPITRE 3
CARTOGRAPHIER LES VIOLENCES URBAINES ET RURALES EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 49

COMMENT ÉVALUER L'URBANITÉ DE LA VIOLENCE ? 50
Une approche régionale et locale des villes et des conflits 51

CARTOGRAPHIER L'ÉVOLUTION DES DYNAMIQUES DE CONFLIT 61
Mesurer l'intensité de la violence 61
Mesurer la concentration des violences 61
Typologie et cycle de vie des conflits 62

NOTES 64

RÉFÉRENCES 64

CHAPITRE 4
ÉVOLUTION DE LA GÉOGRAPHIE DES CONFLITS EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 67

LA VIOLENCE ATTEINT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT EN AFRIQUE DE L'OUEST 68

TROIS FOYERS PRINCIPAUX DE VIOLENCE 70

LES VIOLENCES S'INTENSIFIENT ET SE DIFFUSENT 77

UNE GÉOGRAPHIE UNIQUE DE LA VIOLENCE 79

RÉFÉRENCES 85

CHAPITRE 5
LA VIOLENCE DEVIENT-ELLE PLUS URBAINE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST ? 87

LES VIOLENCES DIMINUENT AVEC LA DISTANCE AUX ZONES URBAINES 89

LES VIOLENCES SE RURALISENT 91

LA VIOLENCE URBAINE VARIE SELON LES ÉTATS ET LES SOUS-RÉGIONS 94

LES CONFLITS SE RURALISENT DANS LE SAHEL CENTRAL 94
Kidal : la centralité politique de la marge 97
Gao : épicentre et cible des violences djihadistes 98
Djibo : point de départ d'une insurrection plus vaste 100

LES VIOLENCES S'INTENSIFIENT DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD 102
Maiduguri : la ville la plus violente d'Afrique de l'Ouest 102
Gwoza : point névralgique de l'insurrection de Boko Haram 104
La forêt de Sambisa : un sanctuaire tenace 106

LES VIOLENCES URBAINES DIMINUENT EN LIBYE 107
Tripoli : lieu de contestation locale et nationale 108
Benghazi : épicentre initial de la révolution de 2011 109
Syrte : plus ancien bastion urbain de l'État islamique 111

LES INSURRECTIONS DJIHADISTES ET LES VILLES 112

PERSPECTIVES **114**

NOTE **115**

RÉFÉRENCES **115**

Cartes

Carte 1.1 Population urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015 17
Carte 1.2 Pays et études de cas 18
Carte 2.1 Émergence de nouvelles agglomérations en Afrique depuis 1950 29
Carte 2.2 Noyaux sédentaires et territoires nomades en Afrique du Nord et de l'Ouest 35
Carte 2.3 Routes, oasis et villes précoloniales en Afrique du Nord et de l'Ouest 36
Carte 2.4 Population urbaine d'Afrique de l'Ouest dans un rayon de 100 km d'une frontière, 2015 38
Carte 2.5 Agglomérations urbaines entre Accra et Ibadan, 2015 38
Carte 3.1 Régions, pays et villes étudiées 52
Carte 3.2 Densités de population en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020 57
Carte 4.1 Événements violents et victimes en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021-22 72
Carte 4.2 Décès dus à des événements violents au Burkina Faso et dans les pays voisins, 2021 73
Carte 4.3 Décès dus à des événements violents au Niger et dans les pays voisins, 2021 75
Carte 4.4 Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020-22 76
Carte 4.5 Concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020-22 78
Carte 4.6 Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020 81
Carte 4.7 Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021 82
Carte 4.8 Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) au Mali et dans le Sahel central, 2021 82
Carte 4.9 Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) au Nigéria et dans la région du lac Tchad, 2021 83
Carte 5.1 Événements violents et zones urbaines dans le Sahel central, 2020-22 97
Carte 5.2 État initial du conflit malien, 2012 98
Carte 5.3 Victimes à Djibo et dans le nord du Burkina Faso, 2021 101
Carte 5.4 Événements violents et zones urbaines dans la région du lac Tchad, 2020-22 103
Carte 5.5 Événements violents et zones urbaines en Libye, 2020-22 108

Encadrés

Encadré 2.1 Impact du conflit malien sur la ville de Gao 39
Encadré 2.2 Mao et le modèle de guérilla chinois 44
Encadré 3.1 Comparaison de *WorldPop, Africapolis,* GHSL et *LandScan* *55*
Encadré 3.2 Conflits interreligieux à Kaduna, Nigéria 59
Encadré 4.1 Violences politiques à Bamako, Mali 74
Encadré 5.1 Luttes internes au sein de l'insurrection de Boko Haram 107

Graphiques

Graphique 1.1 Événements violents selon la distance aux zones urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22 19
Graphique 1.2 Événements violents dans les zones urbaines par région en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22 20
Graphique 1.3 Événements violents et victimes par catégories urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015 20
Graphique 1.4 Événements violents selon la distance aux zones urbaines dans une sélection de pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22 21
Graphique 1.5 Événements violents impliquant certaines organisations djihadistes en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2007-21 22
Graphique 1.6 L'indicateur des dynamiques spatiales des conflits 23
Graphique 2.1 Taux d'urbanisation par pays en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021 31
Graphique 2.2 Dynamiques de peuplement en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1961-2021 32

Graphique 2.3 Croissance de la population urbaine par région, 1961-2021 33
Graphique 2.4 Croissance de la population rurale par région, 1961-2021 34
Graphique 2.5 Changements démographiques au Niger, au Mali et au Sénégal, 1910-2015 37
Graphique 2.6 Cycle de vie des conflits 45
Graphique 3.1 Nombre de décès par agglomération urbaine, 1997-2021 53
Graphique 3.2 Population par agglomération urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015 54
Graphique 3.3 Mesurer la distance entre événements violents et zones urbaines 60
Graphique 3.4 Densité des événements violents 62
Graphique 3.5 Événements violents avec une densité identique, mais des distributions spatiales différentes 62
Graphique 3.6 Distribution spatiale des événements violents, mesurée par le ratio de la distance moyenne au plus proche voisin 63
Graphique 3.7 Combinaison des mesures d'intensité et de distribution spatiale des événements violents pour l'identification des types de conflits 63
Graphique 4.1 Événements violents par type et région en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2022 69
Graphique 4.2 Décès dus à des événements violents par type et région en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2022 69
Graphique 4.3 Proportion des cellules en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest où les événements violents sont concentrés, 1997-2022 80
Graphique 4.4 Nombre de cellules d'Afrique du Nord et de l'Ouest en conflit par type, 1997-2021 84
Graphique 4.5 Proportion des cellules d'Afrique du Nord et de l'Ouest en conflit, par type, 1997-2022 84
Graphique 5.1 Événements violents et victimes par catégories démographiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22 89
Graphique 5.2 Événements violents selon la distance à une zone urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22 90
Graphique 5.3 Événements violents par catégories urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015 91
Graphique 5.4 Événements violents par catégories démographiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22 92
Graphique 5.5 Événements violents par catégories démographiques au Nigéria, 2000-22 92
Graphique 5.6 Événements violents par catégories démographiques au Mali, 2000-22 93
Graphique 5.7 Événements violents dans les zones urbaines par sous-région, 2000-22 95
Graphique 5.8 Événements violents selon la distance aux zones urbaines par État, 2000-22 96
Graphique 5.9 Victimes dans le Sahel central par ville, 2000-22 99
Graphique 5.10 Victimes lors d'événements impliquant Boko Haram et l'ISWAP, 2001-22 104
Graphique 5.11 Victimes dans la région du lac Tchad, 2000-22 105
Graphique 5.12 Victimes en Libye par zone urbaine, 2000-22 111

Tableaux

Tableau 2.1 Raisons pouvant expliquer la concentration des conflits dans les zones urbaines 41
Tableau 2.2 Raisons pouvant expliquer la concentration des conflits dans les zones rurales 42
Tableau 3.1 Questions, approches et outils pour l'étude des violences urbaines 51
Tableau 3.2 Comparaison de quatre bases de données démographiques pour les zones urbaines en Afrique 55
Tableau 3.3 Densités de population et catégories démographiques 56
Tableau 3.4 Acteurs impliqués dans des violences en Afrique du Nord et de l'Ouest par catégorie, 1997-2022 58
Tableau 3.5 Nombre d'incidents et de décès par type d'événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2022 60
Tableau 4.1 Événements violents et victimes par pays en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021-22 71
Tableau 4.2 Événements violents et victimes par région au Burkina Faso, 2021-22 73
Tableau 4.3 Événements violents et victimes par région au Mali, 2021-22 74

Abréviations et acronymes

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BAD	Banque africaine de développement
CARTA	Plateforme « Cartographier les transformations territoriales en Afrique »
CC	Concentration des conflits
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CJTF	Civilian Joint Task Force
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CNT	Conseil national de transition (Libye)
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
EEI	Engins explosifs improvises
ESRI	Environmental Systems Research Institute
FAAL	Forces armées arabes libyennes
FEWS NET	Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine
FLN	Front de libération nationale (Algérie)
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
GHSL	Global Human Settlement Layer
GNA	Gouvernement d'accord national
GNU	Gouvernement d'unité nationale
HCUA	Haut conseil pour l'unité de l'Azawad
IC	Intensité des conflits
IS-L	Branche libyenne de l'État islamique
ISWAP	État islamique en Afrique de l'Ouest
JAS	Jama'at Ahl al-Sunna li-l-Da'wa wa-l-Jihad
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wa-l-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)
LGA	Zone de gouvernement local
LNA	Armée nationale libyenne
LURD	Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MUA	Zone urbaine morphologique
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
SCBR	Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi
SCDi	Indicateur des dynamiques spatiales des conflits
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

Résumé

Comprendre les liens entre villes et violences

Ce rapport poursuit les travaux déjà entrepris par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) pour documenter la géographie des violences en Afrique du Nord et de l'Ouest. À l'aide d'un outil novateur, l'indicateur des dynamiques spatiales des conflits (*Spatial Conflict Dynamics indicator* [SCDi]), il examine les liens entre villes et violences, et cartographie les principaux foyers de conflit de la région. Dans un contexte marqué par une urbanisation rapide et des niveaux de violence sans précédent, les questions traitées dans ces travaux sont plus que d'actualité. Le rapport aborde la question controversée de la nature plutôt urbaine ou rurale des conflits et apportent de nouveaux éclairages aux décideurs. Comprendre *où* les violences émergent, se propagent et prennent fin est en effet essentiel pour appréhender leurs causes profondes. Une analyse qualitative de dix villes et sous-régions complète les données quantitatives et permet de saisir la dimension locale des conflits.

Malgré la croissance urbaine, les violences se déplacent vers les zones rurales

Les villes ont de tout temps été le théâtre de guerres, d'insurrections et de violences. Ces dernières années, leur rôle crucial dans les conflits attire de plus en plus l'attention dans un contexte d'urbanisation rapide. L'Afrique connaît une croissance urbaine sans précédent, sous l'effet conjugué de taux de fécondité élevés, de l'émergence de nouvelles villes et des migrations. La population du continent devrait doubler à l'horizon 2050, les deux tiers de cette croissance relevant des villes. En Afrique du Nord, cela fait déjà 35 ans que les villes sont plus peuplées que les zones rurales, et en Afrique de l'Ouest, la population urbaine atteindra bientôt 50 %.

En dépit de ces tendances, ce rapport montre que les violences restent essentiellement rurales, en particulier en Afrique de l'Ouest. Plus de 40 % des événements violents et victimes recensés depuis 2000 s'observent dans des zones comptant moins de 300 habitants/km². Les violences dans les zones urbaines sont alors plus fréquentes dans les petites agglomérations de moins de 100 000 habitants que dans celles intermédiaires ou grandes. Les groupes armés prospèrent ainsi dans les zones rurales, surtout lorsqu'ils parviennent à en contrôler la population et en exploiter les ressources naturelles. Dans le Sahel central, les conflits sont plus susceptibles de se produire dans les zones rurales, qui constituent des lieux idéaux pour les belligérants cherchant à défier les forces de l'État. Les groupes djihadistes, en particulier, contribuent à la ruralisation des conflits dans le Sahel.

Les foyers de conflit transcendent les frontières nationales

Les violences atteignent des niveaux sans précédent en Afrique de l'Ouest, mais ont considérablement diminué en Afrique du Nord depuis la fin de la deuxième guerre civile libyenne. Cinq pays concentrent 93 % des événements violents et 94 % des victimes recensés entre janvier 2021 et juin 2022 : le Nigéria, le Burkina Faso, le Mali, le Cameroun et le Niger, tous en Afrique de l'Ouest. En outre, plusieurs zones de violence ont fusionné au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Nigéria, pour

désormais former de vastes foyers transcendant les frontières nationales. Il s'agit d'une situation unique: nulle part ailleurs une région multiétatique n'a été le théâtre d'autant de formes différentes de violences qui, malgré leurs racines locales propres, se rapprochent inexorablement.

Le Nigéria en est l'épicentre, totalisant 40 % des événements violents et plus de la moitié des victimes en Afrique du Nord et de l'Ouest sur la période 2021-22. Le Sahel central constitue le deuxième grand foyer de violence, et le Burkina Faso s'avère le deuxième pays le plus touché de la région après le Nigéria, les violences ayant gagné une grande partie de ses régions frontalières. Outre ces foyers, les conflits continuent de se propager à des territoires auparavant épargnés. Dans les années à venir, deux nouveaux noyaux pourraient ainsi se distinguer : le premier entre le Burkina Faso et ses voisins du sud ; et le second dans le nord-ouest du Nigéria.

Les dynamiques de violence sont en constante évolution

Cette étude souligne l'évolution rapide des dynamiques de conflit à travers la région. Les violences ont diminué dans le Golfe de Guinée et en Afrique du Nord, mais se sont développées dans le Sahel central, encore largement rural, entraînant un déplacement global des conflits des zones urbaines vers celles rurales. Ces dynamiques dépendent en partie de la capacité des États à gérer leur souveraineté au sein de leurs frontières, mais aussi des actions des différents groupes violents cherchant à défier ou reconfigurer le pouvoir étatique. Étant donné l'importance des villes dans ce processus, les zones urbaines resteront un élément clé pour la conception de politiques territorialisées à même de s'attaquer aux causes profondes des violences politiques, aujourd'hui comme demain.

Chapitre 1

Le rôle des villes dans les conflits d'Afrique du Nord et de l'Ouest

Ce chapitre examine le rôle des villes et des zones urbaines dans l'évolution de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 2000. À partir de données désagrégées sur les populations et les conflits, il met en évidence le caractère principalement rural des violences dans la région. Cependant, si la plupart des événements violents se produisent en zone rurale, leur nombre diminue à mesure que l'on s'éloigne des villes. Ce constat souligne l'importance de la proximité des villes pour les groupes armés et leurs adversaires. En effet, près de la moitié des événements violents recensés depuis 2000 ont eu lieu dans un rayon de 10 km d'une zone urbaine. Ce chapitre illustre également les fluctuations de violences entre zones urbaines et rurales, notamment au gré des variations d'intensité des conflits. Il souligne enfin le rôle central des organisations djihadistes dans la ruralisation actuelle de la violence, notamment dans le Sahel, où les groupes extrémistes exploitent les ressources des territoires ruraux.

MESSAGES CLÉS

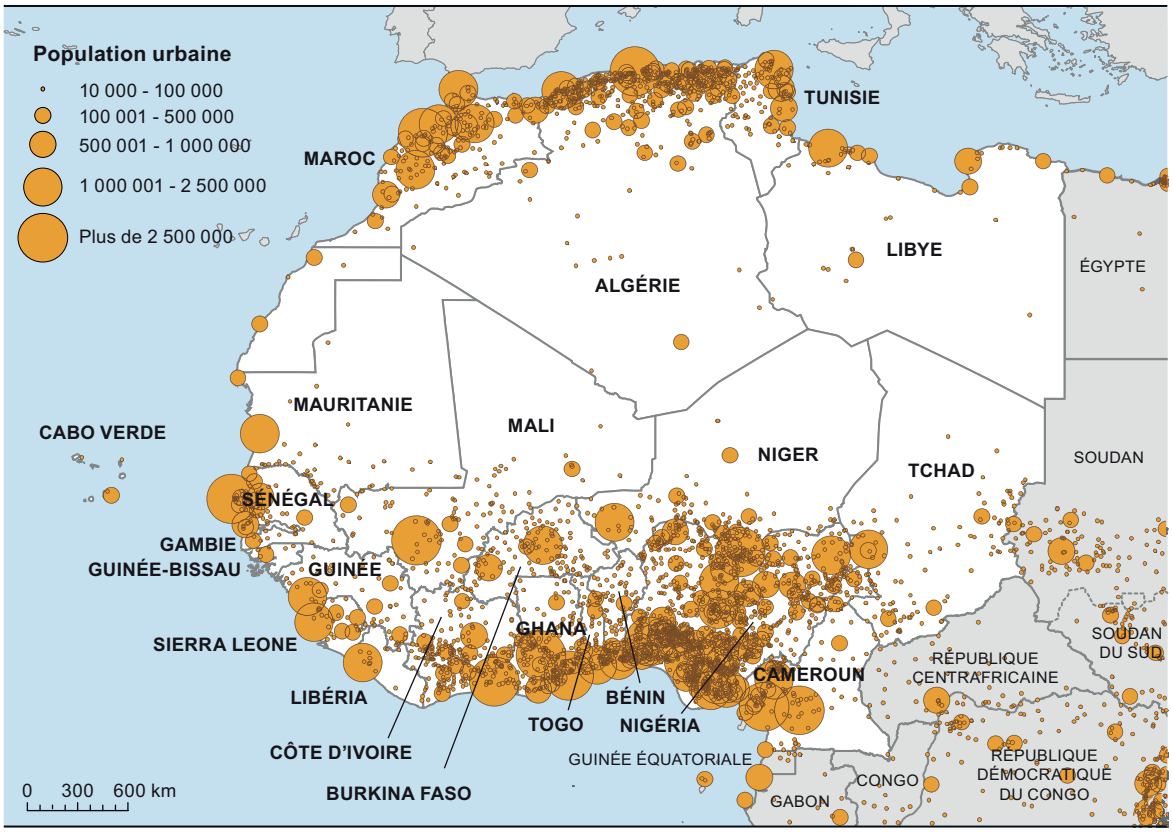
- **Les violences fluctuent entre zones urbaines et rurales.**
- **Elles sont aujourd'hui principalement rurales en Afrique du Nord et de l'Ouest.**
- **Même lorsque les violences sont rurales, leur nombre diminue à mesure que l'on s'éloigne des villes.**
- **Les groupes djihadistes contribuent à la ruralisation des conflits, notamment dans le Sahel.**

Les décideurs publics s'intéressent de plus en plus au rôle des villes et des zones urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest. En effet, le pouvoir de l'État et la force militaire y sont très visibles, ainsi que l'influence des dynamiques sociales, politiques et économiques sur le quotidien. S'y concentre une jeunesse très instruite et politiquement insatisfaite, susceptible de se tourner vers la violence. Ainsi, en juillet 2009, les forces de sécurité nigérianes interpellent un groupe de motocyclistes affiliés à la secte Boko Haram pour leur demander de porter des casques, conformément à la loi. Ceux-ci refusent d'obtempérer. Les affrontements qui suivent font 800 victimes dans la seule ville de Maiduguri, dont Mohamed Yusuf, le fondateur de Boko Haram. De plus en plus violente, la secte déplace ses activités des zones urbaines en périphérie de Maiduguri vers les zones rurales, où les forces de sécurité sont moins en mesure de les entraver.

L'insurrection de Boko Haram illustre une dynamique plus globale de fluctuation opportuniste des organisations extrémistes violentes entre zones urbaines et rurales au gré des capacités des forces gouvernementales à les contrer. L'expansion de ces groupes armés s'opère dans une région qui combine une urbanisation rapide, un déplacement des populations des zones rurales vers les zones urbaines et une forte croissance *in situ* des villes (OCDE/CSAO, 2020[1]), Carte 1.1. Les conséquences de ces processus sur la répartition spatiale des conflits armés en Afrique du Nord et de l'Ouest restent toutefois peu étudiées (Chapitre 2). Alors que villes et zones urbaines ont toujours été le théâtre de conflits en raison de leur importance politique et économique, de nombreux mouvements séparatistes, insurrections et rébellions restent souvent associés à l'hinterland. Il est donc difficile de savoir si l'urbanisation croissante en Afrique du Nord et de l'Ouest entraîne une augmentation concomitante des événements violents dans les zones urbaines ou si la violence politique reste essentiellement rurale par nature.

Carte 1.1

Population urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015



Source : Auteurs, à partir des données d'*Africapolis* (OCDE/CSAO, 2020[1]), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en.

La combinaison de données sur les populations et les conflits permet d'étudier l'évolution spatiale des violences sur plus de 20 ans, et d'introduire la notion de « cycle de vie spatial » des conflits, susceptible d'éclairer les politiques de sécurité en Afrique du Nord et de l'Ouest. Dans une région où la localisation des violences se révèle extrêmement fluctuante, comprendre *où* les violences apparaissent, se propagent et prennent fin est essentiel pour concevoir et mettre en œuvre des politiques plus territorialisées à même de mieux appréhender les racines des conflits.

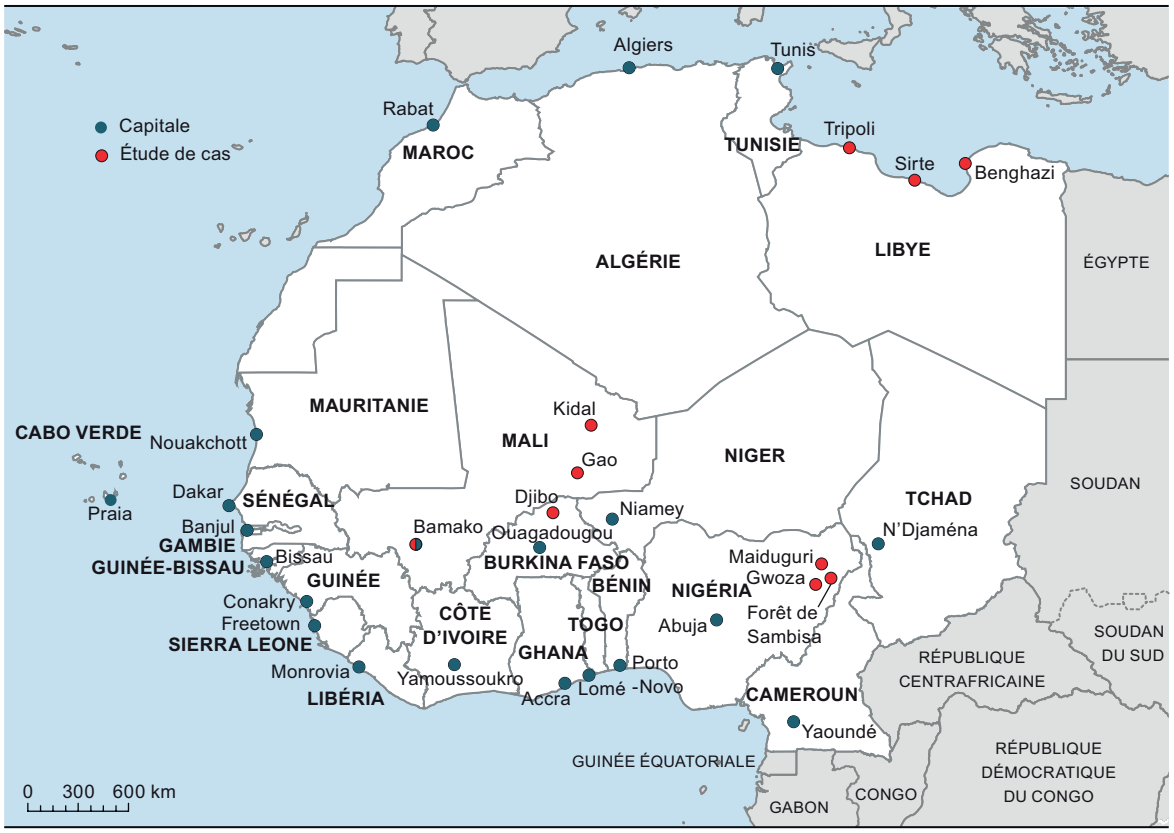
URBANISATION OU RURALISATION DES CONFLITS ?

L'importance stratégique des villes en Afrique du Nord et de l'Ouest appelle des approches plus spatialisées, cartographiant l'évolution à long terme de la violence dans la région, tout en appréhendant les facteurs locaux qui sous-tendent la concentration des conflits dans les zones urbaines ou rurales (Chapitre 3). La conjugaison d'une approche régionale des conflits et de l'analyse de plusieurs villes permet d'étudier la relation entre densités de population et violences politiques dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, et 10 études de cas (Carte 1.2).

Quatre questions se posent autour du caractère urbain ou non des violences : i) les conflits touchent-ils l'hinterland rural ou les zones urbaines ? ii) observe-t-on une concentration croissante des conflits dans les zones urbaines au fil du temps ? ; iii) les grands centres urbains sont-ils plus sujets aux violences que les villes petites ou intermédiaires ? ; iv) dans quelles zones

Carte 1.2

Pays et études de cas



Source : Auteurs.

et pays les violences sont-elles principalement rurales ou urbaines ? Ces questions permettent de comprendre comment les groupes violents exploitent les avantages des villes et de leurs hinterland pour propager les conflits. L'analyse spatiale contribue en outre à la conception de réponses politiques plus adaptées aux différentes formes de violence selon leur contexte local, tant rural qu'urbain.

Les violences tendent à se concentrer à proximité des zones urbaines

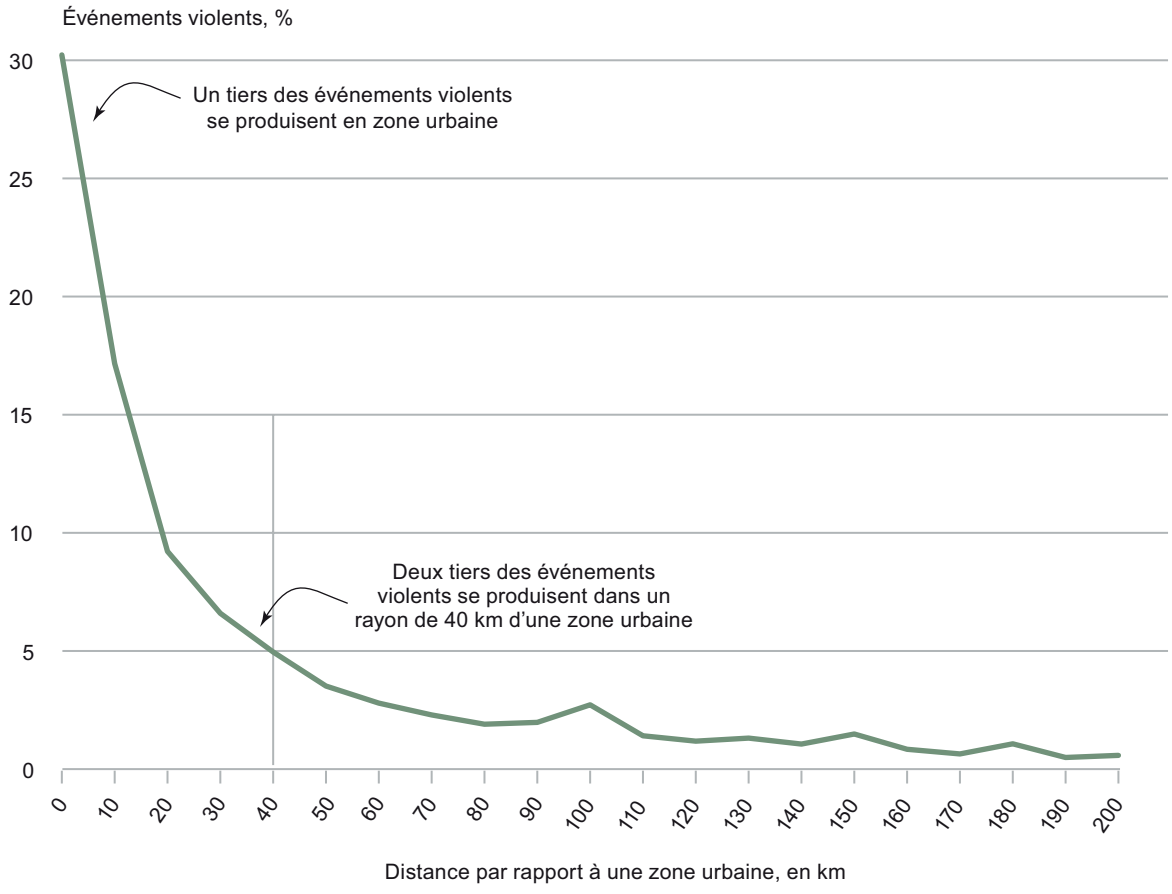
Le rapport examine si les violences politiques sont principalement rurales ou urbaines (Chapitre 5). L'analyse des données désagrégées du projet *Armed Conflict Location & Event Data* (ACLED, 2022[2]) sur les conflits et des données démographiques de *WorldPop* (2022[3]) révèle que, bien que les événements violents se produisent en grande partie dans des zones à faible densité, ils sont spatialement liés aux zones urbaines car ils surviennent généralement près des villes. En effet, depuis 2000, près de 50 % des événements violents se sont produits dans un rayon de 10 km d'une zone urbaine et 69 % dans un rayon de 40 km. Par ailleurs, la relation entre populations urbaines et violences suit une dynamique de diminution avec la distance : plus on s'éloigne d'une zone urbaine, moins on observe d'événements violents (Graphique 1.1). Ce lien étroit entre populations urbaines et violences n'est guère surprenant, au vu du rôle clé des villes d'Afrique du Nord et de l'Ouest, qui sont des lieux d'autorité de l'État, de pouvoir économique, d'éducation religieuse, de contrôle et de contestation politiques.

Les conflits se ruralisent en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le rapport analyse dans un second temps l'évolution de la répartition spatiale des conflits entre zones rurales et urbaines depuis 2000. Il souligne

Graphique 1.1

Événements violents selon la distance aux zones urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22



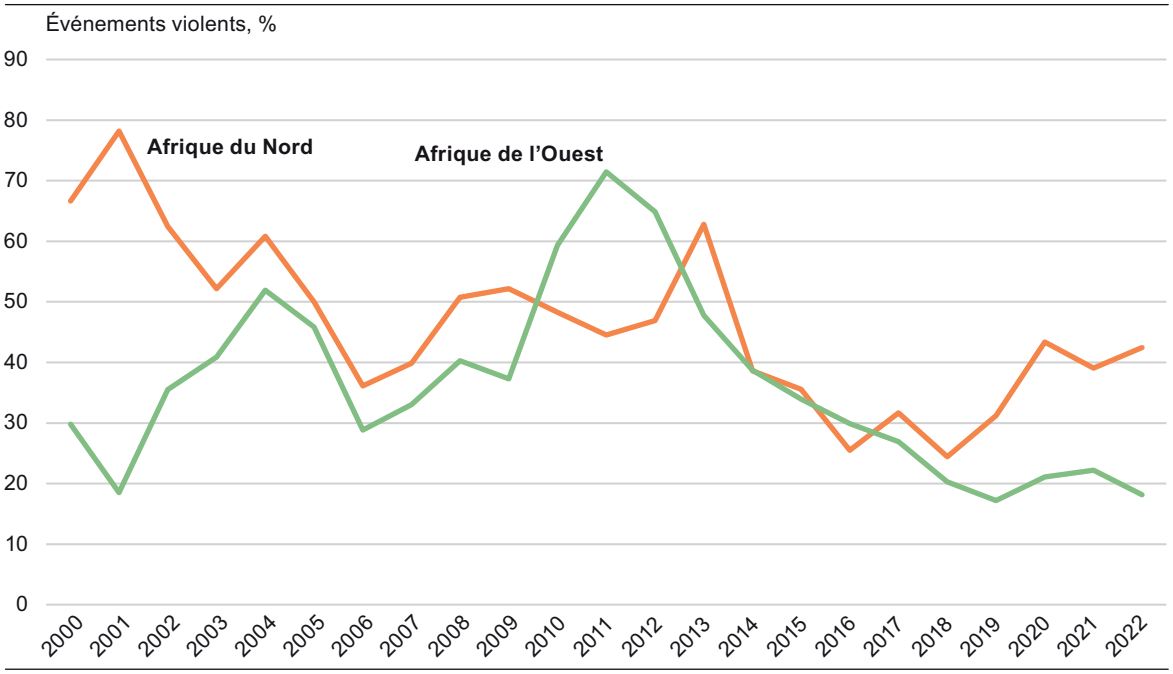
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

la grande variabilité de la relation entre zones urbaines et violences : les violences urbaines ne prédominent que durant la moitié des années à l'étude, avec deux pics en 2004 et 2012, et malgré l'accélération de l'urbanisation, les violences se ruralisent (Graphique 1.2). Moins de 20 % des événements violents recensés en Afrique de l'Ouest en 2022 sont survenus dans des zones urbaines, contre 70 % il y a dix ans. Une tendance similaire s'observe en Afrique du Nord, où les violences urbaines représentent 40 % des événements violents, contre près de 80 % au début des années 2000. Cette ruralisation des violences constatée depuis le début des années 2010 va donc à l'encontre de l'hypothèse d'une « urbanisation des conflits », selon laquelle la croissance des villes d'Afrique devrait entraîner à la fois un recul des guerres civiles dans les zones rurales et une augmentation des conflits violents dans les villes.

Cette variabilité temporelle est liée aux fluctuations spatiales des violences dans la région. Les guerres civiles libyennes correspondent au pic le plus récent de violences urbaines, car le pays est déjà fortement urbanisé au début du conflit. Maintenant que les violences y reculent et qu'en revanche elles se développent dans le Sahel central encore largement rural, la dynamique spatiale des violences se déplace des zones urbaines vers les zones rurales. Les villes et les zones urbaines conservent toutefois une place importante dans les conflits actuels. En effet, même dans les États faiblement urbanisés, comme ceux du Sahel, les conflits ont une forte propension à se concentrer près des villes de petite taille ou périphériques.

Graphique 1.2

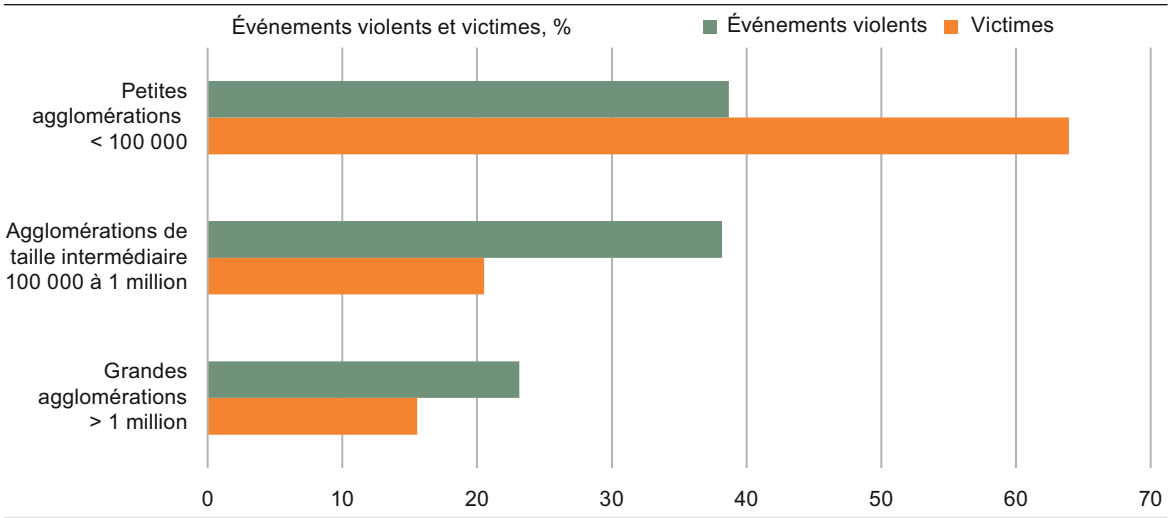
Événements violents dans les zones urbaines par région en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Graphique 1.3

Événements violents et victimes par catégories urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015



Note : Ces résultats s'appuient sur la base de données *Africapolis*, qui délimite le périmètre de chaque agglomération urbaine et calcule sa population. Produite par le CSAO/OCDE, *Africapolis* repose sur une approche spatiale et applique un critère physique (une zone bâtie en continu), ainsi qu'un critère démographique (plus de 10 000 habitants) pour définir une agglomération urbaine. Les estimations de population d'*Africapolis* en Afrique du Nord et de l'Ouest ne sont disponibles que pour 2015 (Chapitre 3). Une mise à jour devrait être disponible en 2023.

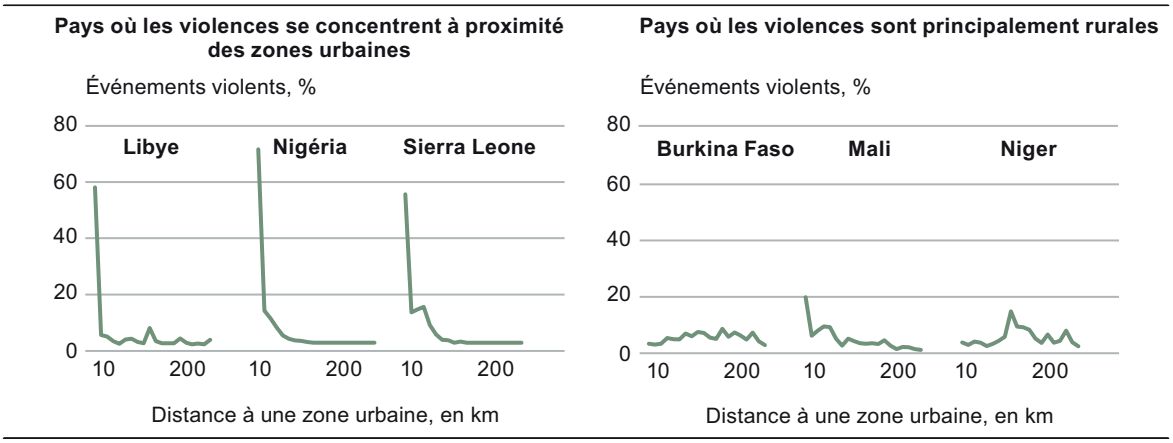
Source : Auteurs, à partir des données d'ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et d'*Africapolis* sont accessibles au public.

Les violences touchent principalement les petites villes

L'intensité des violences diminue à mesure que la taille des villes augmente. Les petites villes sont le type de zone urbaine le plus touché dans la région (Graphique 1.3). La proximité géographique des centres urbains de moins de 100 000 habitants avec les zones de conflit rurales explique qu'ils totalisent en 2015 près de 65 % des victimes et

Graphique 1.4

Événements violents selon la distance aux zones urbaines dans une sélection de pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

40 % des événements violents recensés en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'intensité des violences observée y est largement supérieure à leur poids démographique (32 %). Les villes intermédiaires (de 100 000 à 1 million d'habitants) enregistrent une proportion importante d'événements violents (38 %), mais seulement 20 % des victimes. Enfin, les grands centres urbains restent largement épargnés par les violences, notamment les capitales comme Bamako, Niamey, N'Djamena et Ouagadougou, mais sont de plus en plus entourés de zones de conflit.

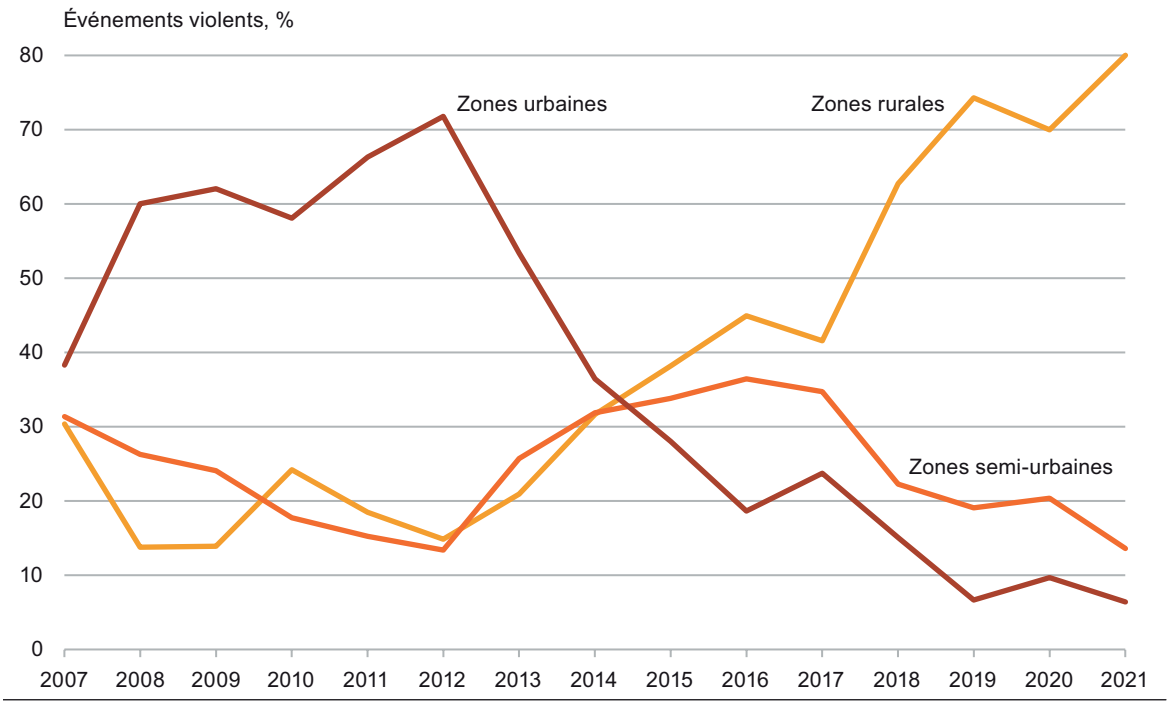
Les violences rurales prédominent dans le Sahel

Le rapport examine enfin si l'utilisation que font les belligérants des territoires ruraux et urbains varie à travers l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Il souligne la variation de la relation entre densités de population et violences entre et au sein des États. Tandis qu'à l'échelle régionale, l'intensité des violences diminue à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines, dans certains États, la ruralisation des conflits est bien plus forte que dans d'autres. Les conflits civils en Libye, au Nigéria et en Sierra Leone ont toujours été très urbanisés, avec de nombreux événements violents dans ou près des zones urbaines, alors que les récents conflits dans le Sahel le sont bien moins (Graphique 1.4). Au Burkina Faso, au Mali et au Niger, en particulier, la plupart des événements violents se produisent loin des zones urbaines, dans les territoires arides du Sahara, mais aussi dans les régions périphériques où les villes sont peu nombreuses et éloignées les unes des autres, comme dans la plaine du Séno, à l'est du Mali. Ainsi, plus de 80 % des événements violents recensés en 2022 y sont survenus dans les zones rurales. La similarité des dynamiques dans ces États tient au fait qu'ils sont tous trois confrontés à des insurrections djihadistes majeures.

Cette dynamique de ruralisation tient au fait que ces dernières années, les violences touchant le Burkina Faso, le Mali et le Niger se sont déplacées du Sahara vers le Sahel et ses périphéries méridionales (OCDE/CSAO, 2022[4]), rendant ainsi le contrôle des villes moins important que durant les premières années d'insurrection. En 2012, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Ansar Dine et le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) progressent très rapidement à travers le nord du Mali pour s'emparer de Tombouctou et Gao, deux pôles commerciaux et religieux. À cette époque, la plupart des événements violents se produisent ainsi au sein ou à proximité des zones urbaines, les organisations violentes combattant pour le contrôle des villes et des routes les reliant. Depuis lors, on observe une diminution progressive de la proportion d'événements violents urbains impliquant des organisations djihadistes, qui représente aujourd'hui moins de 10 % du total observé il y a dix ans. À compter de 2014, les événements

Graphique 1.5

Événements violents impliquant certaines organisations djihadistes en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2007-21



Note : Les organisations suivantes sont incluses : AQMI, Ansar Dine, Ansaroul Islam, Boko Haram, ISWAP, Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) et Katiba Macina. Selon la définition des Nations Unies (2020), les cellules de 1 500 habitants ou plus par km² sont classées comme zones urbaines, celles de 300 à 1 499 habitants, comme zones semi-urbaines, et celles en deçà de 300 habitants, comme zones rurales.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

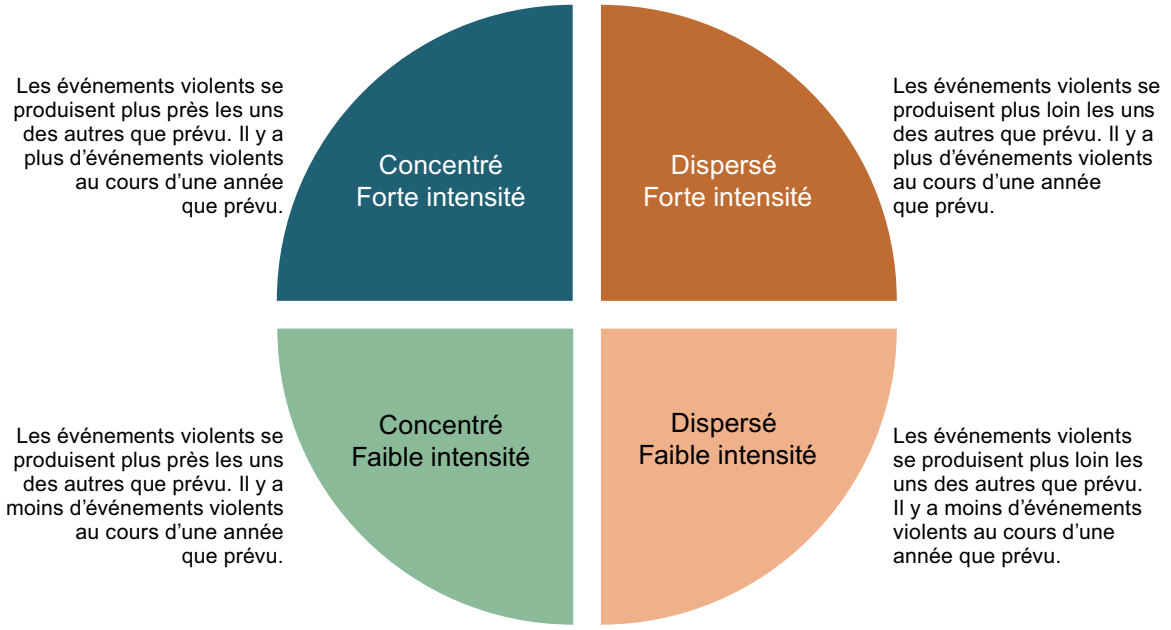
violents ruraux sont à l'inverse le type d'incident le plus fréquemment associé à ces organisations, avec une proportion atteignant 80 % en 2021 (Graphique 1.5).

Aujourd'hui, les groupes djihadistes n'ont plus besoin de s'emparer physiquement des villes pour exercer leur contrôle sur les civils et accéder aux ressources naturelles, minérales et agricoles. Dans le delta intérieur du Niger, ils imposent par exemple des embargos aux communautés rurales qui refusent de les laisser gouverner ou sont protégées par l'armée, et menacent de tuer les commerçants, responsables politiques et leaders de la société civile qui vivent en ville mais possèdent des biens dans les campagnes. C'est par les stratégies d'intimidation que des groupes comme la Katiba Macina sont parvenus à prendre le contrôle de zones rurales, à imposer des taxes locales sur le commerce et à pratiquer le vol de bétail à grande échelle, contribuant ainsi à faire du Sahel central la zone où les violences sont à majorité rurales. Des dynamiques similaires s'observent dans la région du lac Tchad, qui totalise le plus grand nombre d'événements violents et de victimes en Afrique de l'Ouest depuis la fin des années 2000. Dans le nord du Nigéria, en particulier, Boko Haram et son groupe dissident, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State West Africa Province* [ISWAP]), exploitent les ressources humaines, financières et agricoles des zones urbaines et rurales, s'adaptant aux réponses des quatre pays bordant le lac.

Les dynamiques de ces 20 dernières années montrent une tendance des violences à fluctuer entre zones urbaines et rurales en fonction de deux forces antagonistes : d'un côté, les stratégies locales des acteurs non étatiques ; de l'autre, les réponses militaires des forces gouvernementales et de leurs alliés. Ce rapport de force détermine le cycle de vie d'un conflit armé, de son apparition à sa résolution. Les acteurs étatiques ou non étatiques sont susceptibles d'exploiter les caractéristiques spatiales, telles que la distance, les frontières et les villes, pour accéder à certaines ressources localisées,

Graphique 1.6

L'indicateur des dynamiques spatiales des conflits



Notes : Le SCDi mesure deux dimensions géographiques essentielles des violences politiques survenues dans une région donnée sur une période d'une année : i) la localisation des événements violents les uns par rapport aux autres (concentration/dispersion) ; et ii) leur nombre sur une période donnée par rapport à une moyenne régionale à long terme (forte/faible intensité). Toute zone où se sont produits au moins deux événements violents au cours d'une année peut alors être classée selon ces deux dimensions et cartographiée.

Source : Auteurs.

contrôler les populations civiles et vaincre leurs adversaires. Ces deux forces ne peuvent pas être appréhendées isolément, comme l'illustrent les deux cas suivants : au Nigéria, la décision de l'armée de rassembler ses troupes dans des villes de garnison comme Bama ou Monguno conduit Boko Haram et l'ISWAP à combler le vide laissé dans les campagnes par les forces gouvernementales ; et au Mali, les violences contre les civils augmentent depuis le remplacement des troupes occidentales par des mercenaires russes en décembre 2021, en particulier dans les zones rurales du Delta intérieur et du Pays Dogon.

UNE APPROCHE SPATIALE DES CONFLITS ET DES VILLES

Cette analyse spatiale poursuit les travaux déjà entrepris par le CSAO/OCDE pour documenter l'évolution de la géographie et de la dynamique des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 1990 (OCDE/CSAO, 2020[5] ; 2021[6] ; 2022[4]). Deux approches complémentaires sont adoptées pour comprendre quel rôle jouent les villes dans les dynamiques de conflit de la région, si les violences deviennent plus urbaines, si les villes sont plus ou moins violentes en fonction de leur taille, et quelles régions sont les plus touchées par les événements violents (Chapitre 3).

Le rapport s'appuie sur l'indicateur des dynamiques spatiales des conflits (*Spatial Conflict Dynamics indicator* [SCDi]) pour cartographier les dernières évolutions de l'intensité et de la répartition des violences en Afrique du Nord et de l'Ouest. Conçu par l'OCDE/CSAO (2021[6]), cet outil permet d'appréhender les évolutions rapides de la géographie des zones en conflit (Graphique 1.6). À l'aide d'une grille de 6 540 zones infranationales ou « cellules » de 50 km sur 50 km de Dakar à N'Djamena et d'Alger à Yaoundé, il détermine si les violences politiques tendent à s'intensifier,

diminuer, s'étendre ou se déplacer vers des régions voisines (Walther et al., 2021[7]). Constatant la progression constante de la violence politique dans la région depuis le milieu des années 2010, le rapport met ainsi en évidence la concentration d'événements violents de forte intensité dans de vastes zones transnationales (Chapitre 4).

Grâce à la combinaison de données sur les populations et les conflits, le rapport examine ensuite les tendances à long terme des violences urbaines de janvier 2000 à juin 2022. Cette approche s'inscrit dans le prolongement de précédents travaux sur la géographie de la violence dans la région (OCDE/CSAO, 2014[8]), qui voient dans les « rives » nord et sud du Sahara deux théâtres de conflits interdépendants pour les États et les organisations non étatiques. Elle englobe deux des principales concentrations d'agglomérations urbaines du continent : l'une en Afrique du Nord, s'étendant le long des côtes atlantique et méditerranéenne ; l'autre en Afrique de l'Ouest, le long du golfe de Guinée (OCDE/CSAO, 2020[5]).

Pour son étude des liens entre villes et violences politiques, le rapport s'appuie sur *WorldPop* (2022[3]), un ensemble de données démographiques maillées mondiales rendant compte des densités de population depuis 2000 (chapitre 5). Les densités de population ainsi fournies sont classées selon les catégories de « degré d'urbanisation » récemment établies par les Nations Unies (ONU, 2020[9]) : zones urbaines, semi-urbaines et rurales. Ces données démographiques sont ensuite combinées avec les données désagrégées d'ACLED (2022[2]) sur les conflits afin d'étudier l'évolution spatiale et temporelle des violences en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'analyse se concentre sur trois types d'événements violents représentatifs des conflits armés de la région : les combats entre groupes armés et/ou forces étatiques ; les explosions et les violences perpétrées à distance ; et les violences contre les civils. Les données obtenues concernent près de 51 000 événements violents et 193 000 victimes recensés entre janvier 1997 et juin 2022.

Cette approche quantitative est complétée par une analyse historique d'une sélection de dix villes et régions particulièrement touchées par les conflits et le terrorisme. De Bamako à Maiduguri, de Kidal à Tripoli, ces études de cas mettent en lumière les facteurs sous-tendant l'émergence de violences politiques dans certaines villes, la mobilisation des populations urbaines par les insurgés pour atteindre leurs objectifs politiques, et la réponse des forces étatiques face à la progression des organisations extrémistes violentes dans les zones urbaines et rurales.

PERSPECTIVES

Les deux dernières décennies se caractérisent par une intensification et une propagation sans précédent de la violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest. Tandis qu'elles ont diminué au nord du Sahara depuis la fin de la deuxième guerre civile libyenne, on assiste désormais au fusionnement géographique de plusieurs foyers de violence dans le Sahel et ses périphéries méridionales, situation quasi sans équivalent dans l'histoire récente. Une proportion croissante des activités violentes recensées ces 20 dernières années s'observe ainsi près des frontières (OCDE/CSAO, 2022[4]) et dans les zones rurales, les villes de moins de 100 000 habitants et à la périphérie des grandes villes. Le rapport souligne l'ancrage des processus sous-tendant ces dynamiques de violence dans les efforts déployés par les États pour exercer leur souveraineté au sein de leurs propres frontières, et dans les actions de divers groupes cherchant à défier, supplanter ou reconfigurer le pouvoir étatique.

L'intensification et la propagation des violences dans les zones rurales isolent les grandes villes de leur hinterland. Depuis le milieu des années 2010, de grands centres urbains comme Niamey, Ouagadougou ou Bamako se retrouvent entourés de zones de conflit en constante progression. Jusqu'ici largement épargnés par les violences politiques, ils forment un archipel de plus en plus réduit au sein duquel la communication et les déplacements entre zones sécurisées deviennent difficiles. La fragmentation des territoires

nationaux résultant de cette évolution creuse le fossé entre les plus grandes villes, qui concentrent la majeure partie des institutions politiques et de l'activité économique, et le reste du pays. Au Mali, par exemple, la diffusion du conflit à de vastes pans des campagnes coupe une part croissante de la population rurale de la région du Grand Bamako, où plus de 90 % des entreprises du secteur formel étaient déjà implantées avant la crise (OCDE/CSAO, 2019[10]).

Le fait que les forces gouvernementales ne parviennent à assurer la sécurité que de quelques grandes zones urbaines nuit non seulement à la cohésion nationale, mais menace aussi la survie de l'État en cas de conquête de la capitale par les rebelles ou les groupes djihadistes. Jusqu'à présent, les tentatives militaires de rompre l'encerclement des principales villes et de rétablir la continuité de la présence de l'État n'ont toutefois rencontré que peu de succès. Dans le nord du Burkina Faso et au Nigéria, les forces gouvernementales ne sont par exemple pas parvenues à maintenir les voies de communication essentielles entre les zones urbaines, et encore moins à assurer la sécurité dans les zones rurales. Les convois organisés pour ravitailler les villes assiégées sont ainsi régulièrement attaqués par les groupes djihadistes, dont la mobilité dans les zones rurales est largement supérieure à celle des forces gouvernementales. En septembre 2022, des militants du JNIM prennent par exemple en embuscade un convoi civil escorté par l'armée burkinabé se rendant à Djibo, tuant 27 soldats et 10 civils, et détruisant 95 camions.

La ruralisation des violences dans le Sahel ne signe pas pour autant la fin de l'importance stratégique des grandes villes : elles demeureront, à terme, des lieux et des objectifs clés pour les forces étatiques, les rebelles et les autres acteurs non étatiques. La concentration croissante des violences dans les zones rurales correspond à l'une des nombreuses phases que connaît tout conflit au long de son cycle de vie, le rôle des espaces ruraux ou urbains aux yeux des belligérants fluctuant en fonction du stade (initial, intermédiaire, final) du conflit. À long terme, les zones urbaines resteront donc des points névralgiques des activités violentes.

L'analyse historique (Chapitre 5) montre à cet égard que les villes représentent un terrain d'affrontement tant pour l'État que pour ses adversaires dans leur lutte pour redéfinir les sociétés autour de fondements séculaires ou religieux. Pour l'État et ses élites, les villes (et les capitales en particulier) sont des lieux de la plus haute importance, où siège le pouvoir politique et d'où peut s'exercer leur souveraineté sur la scène internationale. À l'instar des régions frontalières, les grandes villes sont en outre des pôles économiques vitaux où l'économie formelle peut être taxée et les profits de l'économie informelle accumulés.

Pour les groupes djihadistes, les villes occupent une place de premier plan pour des raisons similaires, tout en représentant aussi une source de recrutement de masse et d'opportunités de financement, mais également de corruption morale. Dans le Sahel central et la région du lac Tchad, les mouvements réformistes entretiennent ainsi une relation ambivalente avec les villes, y voyant à la fois des laboratoires leur permettant de diffuser de nouvelles normes sociales, interdictions et codes vestimentaires, et une menace en raison de leur ouverture à des valeurs comme la démocratisation, l'émancipation des femmes ou l'éducation « occidentale », susceptibles de mettre à mal leurs objectifs politiques.

Le rapport montre que l'urbanisation de la région n'a pas entraîné d'augmentation systématique des violences urbaines et que les villes ne sont pas nécessairement devenues les principaux théâtres d'affrontement entre les forces étatiques et leurs adversaires. Les cas du Nigéria et du Sahel central semblent plutôt signaler une dynamique d'encerclement des centres urbains et de leurs périphéries par les violences, faisant des zones rurales limitrophes des villes des zones de profonde insécurité.

Compte tenu des trajectoires identifiées et des publications antérieures (OCDE/CSAO, 2020[5] ; 2021[6] ; 2022[4]), il semble peu probable que les conflits de la région s'apaisent dans un avenir proche. Il apparaît plus vraisemblable que les grandes agglomérations urbaines demeurent des îlots de pouvoir étatique, tandis que les zones rurales et les villes de plus petite taille devront supporter le plus gros de l'insécurité et des

violences. À court et moyen terme, les grandes villes et zones urbaines resteront donc a priori massivement fortifiées et sécurisées par les États et leurs partenaires, tandis que les zones rurales seront, pour la plupart, laissées aux mains des forces adverses. Cependant, à plus long terme, ces villes resteront des cibles évidentes pour tous ceux souhaitant défier l'autorité de l'État, et leur statut d'enclaves jusqu'ici relativement épargnées par les violences pourrait donc évoluer rapidement.

Cette situation s'explique en grande partie par la profonde fragilité de nombreux États de la région, dont la capacité militaire n'est qu'une illustration. Comme le montrent de précédents rapports, les solutions militaires déployées face aux adversaires des États de la région ont échoué à maintes reprises (OCDE/CSAO, 2020[5] ; 2021[6]). Les forces gouvernementales nationales, les puissances étrangères, les interventions multinationales et les missions internationales de maintien de la paix se sont ainsi toutes révélées insuffisantes pour venir à bout des violences. En résumé, la situation actuelle de la région découle de différentes crises politiques et de la difficulté des États à mener à bien le processus de développement des capacités institutionnelles qui leur permettraient de relever ces défis. Seules des solutions politiques pourraient faire évoluer les choses, et tant que ce processus ne sera pas amorcé, la région restera probablement le principal exemple d'instabilité transnationale dans le monde.

En attendant, il convient de soutenir et de protéger les villes de la région et leurs habitants dans la mesure du possible, compte tenu des circonstances. Et ce, à la fois parce que leur population est susceptible de se radicaliser, mais aussi parce qu'elles sont des lieux d'innovation, de dynamisme, d'échanges avec le monde extérieur et d'engagement politique. Si la volonté collective d'apporter des solutions politiques aux défis politiques de la région doit advenir, elle pourrait bien provenir des villes.

Références

ACLED (2022), *Armed Conflict Location & Event Data Project (base de données)*, https://acleddata.com. [2]

OCDE/CSAO (2022), *Frontières et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/325c4747-fr. [4]

OCDE/CSAO (2021), *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/80c03df7-fr. [6]

OCDE/CSAO (2020), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en. [1]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [5]

OCDE/CSAO (2019), « Entreprises et santé dans les villes frontalières », *Notes ouest-africaines*, n° 22, https://doi.org/10.1787/b41a6277-fr. [10]

OCDE/CSAO (2014), *Un atlas du Sahara-Sahel: Géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264222335-fr. [8]

ONU (2020), *Exécution du Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020 et méthode de délimitation des villes et des zones urbaines et rurales à des fins de comparaison internationale : Rapport du Secrétaire général*, Commission de statistique des Nations Unies, New York. [9]

Walther, O. et al. (2021), « Introducing the Spatial Conflict Dynamics indicator of political violence », *Terrorism and Political Violence*, pp. 1–20, http://doi.org/10.1080/09546553.2021.1957846. [7]

WorldPop (2022), *WorldPop (base des données)*, University of Southampton, https://www.worldpop.org. [3]

Chapitre 2

Villes, urbanisation et violences politiques

Ce chapitre est consacré aux effets des transformations urbaines en Afrique sur les conflits. Une première section montre que l'Afrique de l'Ouest connaît une augmentation rapide du nombre et de la taille des villes, tendance observée il y a plusieurs décennies en Afrique du Nord. Le Sahel connaît en particulier une urbanisation rapide, ainsi qu'une croissance continue de sa population rurale. Une deuxième section examine certains facteurs susceptibles d'expliquer la concentration des conflits dans les zones urbaines ou rurales. Elle étudie notamment la façon dont la concurrence entre élites et les nouveaux modèles d'organisation politique dans les États en voie de démocratisation pourraient entraîner une augmentation des violences dans les villes. Les groupes armés peuvent cependant prospérer dans les zones rurales, surtout lorsqu'ils parviennent à en contrôler la population et les ressources naturelles. Une dernière section met en évidence le rôle des zones urbaines et rurales dans le cycle de vie des conflits armés de la région. En effet, selon la phase (initiale, intermédiaire ou finale) où se situent les conflits, la localisation des événements violents peut fluctuer au gré des dynamiques locales.

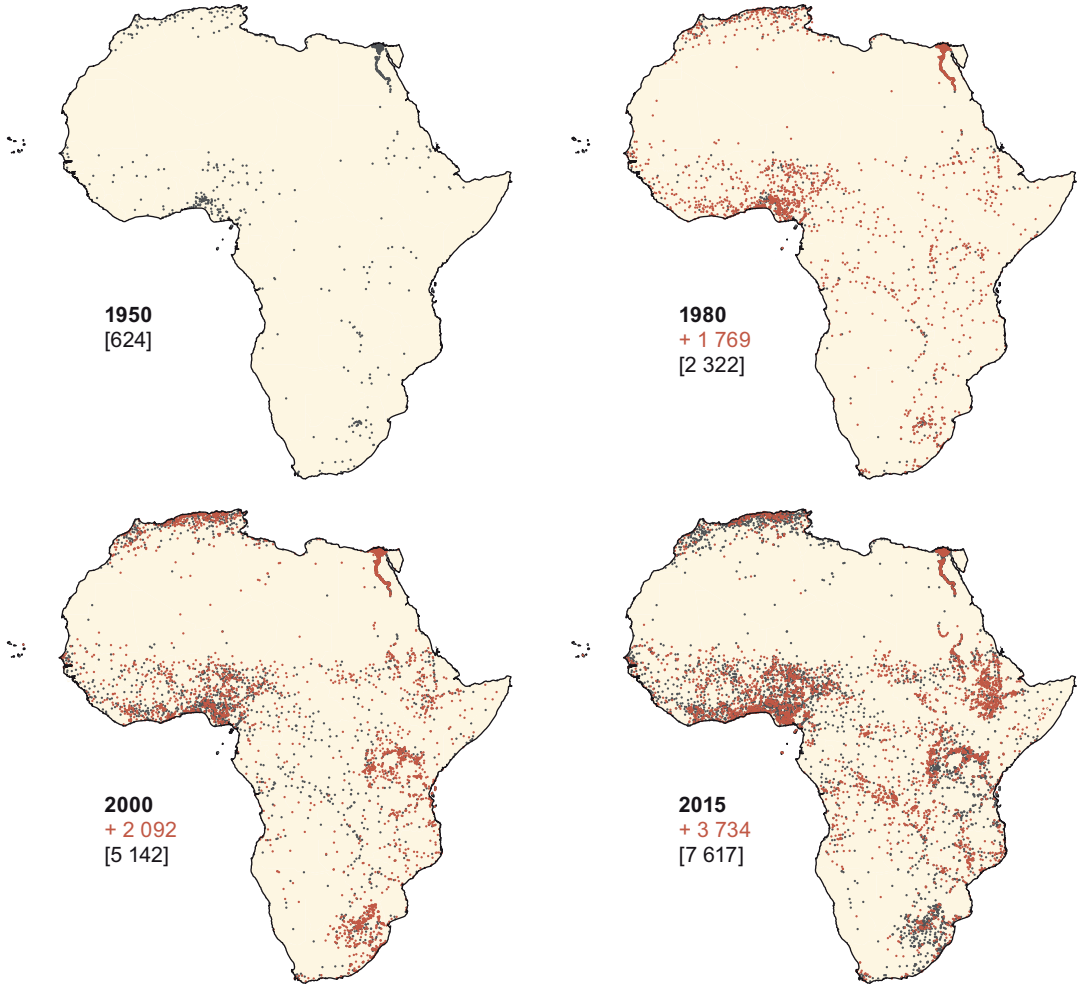
MESSAGES CLÉS

- **L'Afrique connaît une croissance urbaine sans précédent, sous l'effet de taux de fécondité élevés, de l'émergence de nouvelles villes et des migrations.**
- **L'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest suivent des trajectoires d'urbanisation similaires, à plusieurs décennies d'intervalle. En Afrique du Nord, les villes sont plus peuplées que les zones rurales depuis 35 ans, tandis que la population urbaine atteindra bientôt 50 % en Afrique de l'Ouest.**
- **La question des liens entre villes et violences se pose avec acuité en Afrique du Nord et de l'Ouest, au vu des transformations urbaines en cours et des crises politiques touchant de nombreux États.**
- **Si les conflits peuvent se concentrer autour de zones clairement urbaines, les arrière-pays fournissent également aux belligérants des ressources idéales pour prospérer et, potentiellement, défier les forces de l'État.**
- **Les fluctuations des groupes armés entre zones urbaines et rurales en Afrique du Nord et de l'Ouest pourraient s'expliquer par le « cycle de vie spatial » de chaque conflit.**

Les villes ont de tout temps été le théâtre de guerres, d'insurrections et de violences politiques. Nombreuses sont celles à travers le monde qui, de par leurs fonctions militaires et commerciales, ont connu d'innombrables affrontements. Ces dernières années, le rôle des villes et des zones urbaines dans les conflits est de plus en plus mis en avant du fait de l'urbanisation croissante à l'échelle mondiale. Compte-tenu de la proportion et du nombre croissants de citadins, les conflits urbains sont-ils voués à augmenter en nombre et en intensité ? La question des liens entre villes et violences se pose particulièrement en Afrique du Nord et de l'Ouest, au regard des transformations urbaines en cours et des crises touchant de nombreux États.

Carte 2.1

Émergence de nouvelles agglomérations en Afrique depuis 1950



Source : OCDE/CSAO (2020[1]), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en.

DYNAMIQUES D'URBANISATION EN AFRIQUE

L'Afrique connaît une transition urbaine rapide, qu'il s'agisse de la taille absolue ou du nombre de villes. Ces dynamiques s'opèrent sous l'effet de taux de fécondité élevés dans les zones urbaines, de l'exode rural et de l'urbanisation des villages. Si l'Afrique reste la région la moins urbanisée du monde, elle affiche toutefois les taux de croissance urbaine les plus rapides, avec une population citadine passée de 27 millions en 1950 à 567 millions en 2015. La population du continent devrait doubler à l'horizon 2050, les deux tiers de cette croissance relevant des villes. Plus de la moitié de la population africaine vit aujourd'hui en zone urbaine, contre 18 % en 1960 et 31 % en 1990 (OCDE/CSAO, 2020[1]). Le nombre d'agglomérations urbaines augmente à un rythme sans précédent, avec plus de 7 600 agglomérations de plus de 10 000 habitants en 2015, contre 5 142 en 2000 (Carte 2.1).

Cette croissance urbaine est l'un des principaux moteurs des transformations économiques et sociales en Afrique du Nord et de l'Ouest.

La croissance et la multiplication des villes s'accompagnent en effet d'une diversification vers des produits plus périssables, plus pratiques à consommer et de qualité supérieure, ce qui entraîne des conséquences sur la production agricole, les échanges commerciaux et la consommation alimentaire (Staatz et Hollinger, 2016[2] ; Minten, Reardon et Chen, 2017[3]). La multiplication des villes petites et intermédiaires facilite l'accès à de nouveaux marchés, offre des opportunités économiques et contribue à la diffusion de pratiques innovantes dans les zones rurales (Banjo, Gordon et Riverson, 2012[4]). L'urbanisation facilite l'accès à davantage de services sociaux, d'infrastructures sanitaires et culturelles, longtemps absents des zones rurales et contribuant à améliorer le niveau de développement humain de la région.

Les avantages de l'urbanisation et d'une meilleure accessibilité contribuent au passage d'une économie de subsistance à une économie axée sur les marchés régionaux (Allen et Heinrigs, 2016[5]). Dans le sud du Niger, par exemple, la production d'oignons et de riz le long de la vallée du fleuve Niger alimente non seulement les marchés locaux, mais répond aussi à la demande croissante du golfe de Guinée et du nord du Nigéria, à plus de 500 km (Walther, 2015[6]). Enfin, la bonne connectivité des villes attire un nombre croissant d'entrepreneurs et de prestataires de services, ce qui explique la récente augmentation de l'emploi non agricole dans les zones rurales (Berg, Blankespoor et Selod, 2018[7]).

En Afrique de l'Ouest, les liens entre rural et urbain sont d'autant plus importants que le réseau urbain est relativement jeune et qu'il s'articule entre de petites villes jouant un rôle crucial dans la diversification agricole, commerciale et économique (Owusu, 2008[8] ; Tacoli et Agergaard, 2017[9]). Dans le nord du Ghana, par exemple, les céréales et les cultures de rente transitent par un dense réseau de marchés urbains, comme Bawku, Bolgatanga ou Nyankpala, avant d'être exportées à l'échelon régional ou international (Karg et al., 2019[10]).

De fortes croissances urbaines

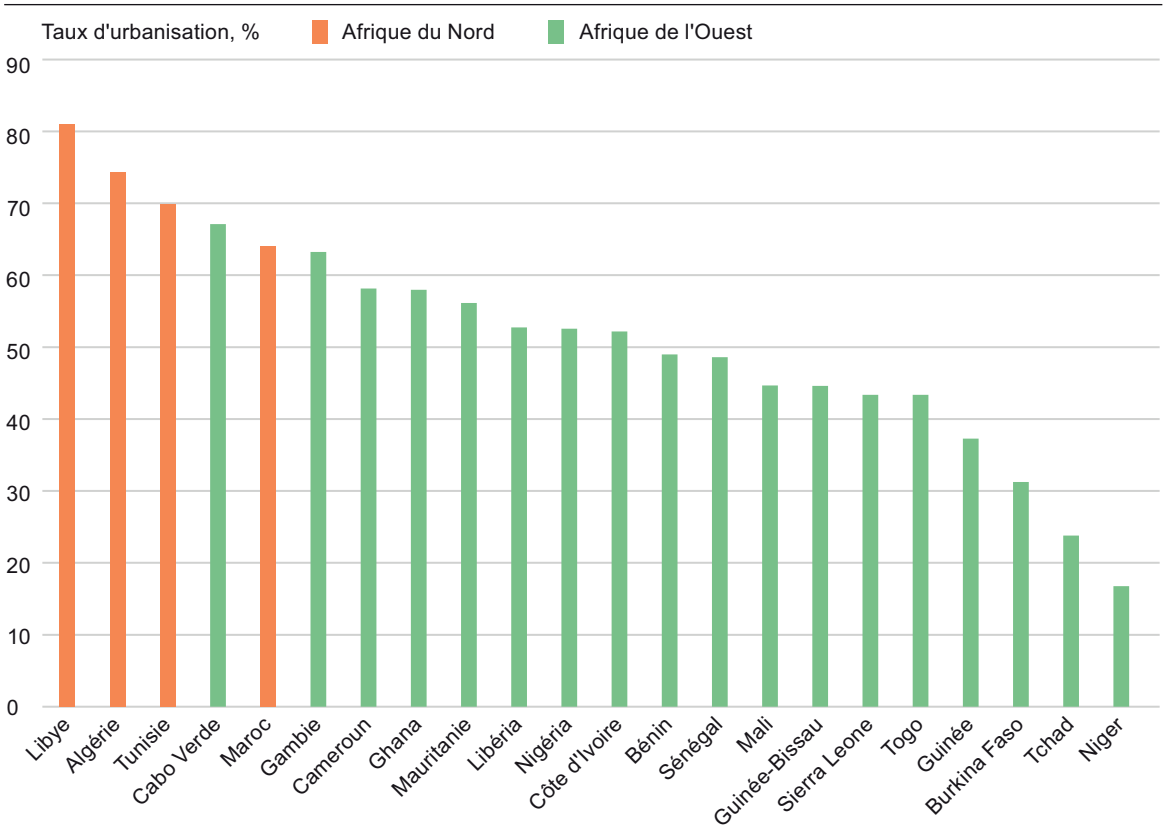
La transition démographique s'est opérée plus tôt en Afrique du Nord qu'en Afrique de l'Ouest, d'où un taux d'urbanisation plus élevé (de 20 %) dans les pays du nord du Sahara que dans le reste de la région, avec un écart relativement constant depuis 1950 (Walther, 2021[11]).[1] En 2021, sept personnes sur dix vivent en ville en Afrique du Nord, contre un peu moins de cinq sur dix (48 %) en Afrique de l'Ouest. Le pays le moins urbanisé d'Afrique du Nord (le Maroc, 64 %) affiche une part de population urbaine plus élevée que le pays plus urbanisé d'Afrique de l'Ouest continentale (la Gambie, 63 %). Le profil démographique du Cabo Verde est similaire à celui des pays d'Afrique du Nord, caractérisé par de faibles taux de fécondité et de natalité, et des taux d'urbanisation élevés. Plus des trois quarts de la population est urbaine en Libye et en Algérie, où les villes se concentrent le long de la côte méditerranéenne. Des différences significatives s'observent en Afrique de l'Ouest : alors que les taux d'urbanisation dépassent 50 % dans plusieurs pays, tels que le Cameroun et la Mauritanie, moins de 30 % de la population du Niger et du Tchad est urbaine (Graphique 2.1).

Depuis les années 1950, la population urbaine augmente à un rythme plus soutenu que celle des zones rurales. Au nord du Sahara, les citadins sont plus nombreux que les ruraux depuis 35 ans ; ils représentent près de 71 millions de personnes en 2021 en Algérie, en Libye, au Maroc et en Tunisie. Les pays d'Afrique de l'Ouest étudiés comptent 200 millions de citadins avec une population rurale supérieure à 238 millions (Graphique 2.2). La croissance urbaine des pays d'Afrique du Nord a diminué de plus de moitié entre 1965 et 2000. L'Afrique de l'Ouest connaît une évolution similaire, avec un décalage temporel considérable. Dans le Sahel, la croissance urbaine s'est maintenue à des niveaux élevés tout au long des années 2000, ne ralentissant que récemment (Graphique 2.3). La population urbaine du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad est estimée à plus de 19 millions de personnes en 2020.

Dans les quatre pays d'Afrique du Nord étudiés, la croissance de la population est plus marquée dans les villes. Le taux de croissance annuel moyen des populations rurales est en forte baisse depuis la fin des années 1990, avec des valeurs négatives entre 2000 et 2010, et nulles entre 2010 et 2020. En termes absolus, la

Graphique 2.1

Taux d'urbanisation par pays en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021



Source : ONU (2021[12]), World Population Prospects 2019.

population rurale d'Algérie, de Libye, du Maroc et de Tunisie stagne à environ 30 millions de personnes depuis 20 ans. La croissance de la population rurale reste élevée en Afrique de l'Ouest (+1.5 % en 2021), avec toutefois une lente diminution. Cette croissance est la plus forte dans le Sahel (+2.5 % en 2021), avec une population rurale estimée à 46 millions de personnes en 2020, contre 26 millions il y a 20 ans (Graphique 2.4).

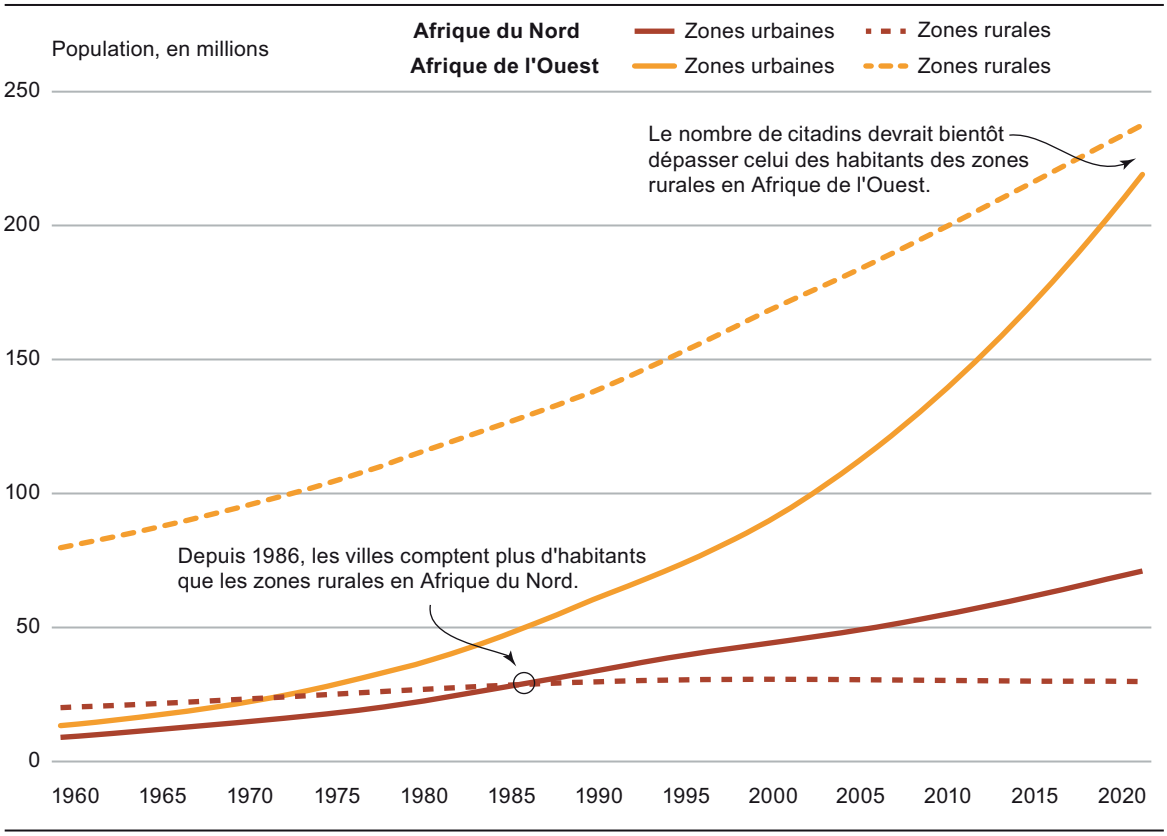
Primauté des capitales

De nombreux pays de la région présentent un réseau urbain macrocéphale, concentrant la plupart des fonctions commerciales et politiques essentielles du pays, ainsi que la majorité de la population urbaine dans une seule agglomération. Cette configuration s'écarte de la répartition théorique de la population urbaine, qui veut que la première ville ou agglomération urbaine compte deux fois plus d'habitants que la deuxième de la hiérarchie. Si la plus grande ville compte un million d'habitants, la deuxième afficherait une population d'un demi-million d'habitants, soit un ratio de 2:1. Au Libéria, en Guinée, au Togo et au Mali, ce ratio est supérieur à 10, illustrant la primauté de Monrovia, Conakry, Lomé et Bamako (OCDE/CSAO, 2019[13]). La Guinée-Bissau, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie, le Tchad et la Sierra Leone présentent également des réseaux urbains dominés par une seule grande ville.

À mesure que les pays poursuivent leur urbanisation, l'importance des capitales politiques (ou économiques) par rapport aux deuxièmes villes continue de s'accentuer (OCDE/CSAO, 2019[13]). Avec plus de 2.8 millions d'habitants, Ouagadougou est 3.6 fois plus peuplée que Bobo-Dioulasso en 2020, pour une taille similaire en 1950. Au Cameroun, Yaoundé double, passant de 2.3 à 4.6 millions d'habitants entre 2010 et 2020, tandis que la population de Douala n'augmente que de 2.2 à 3 millions d'habitants.

Graphique 2.2

Dynamiques de peuplement en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1961-2021



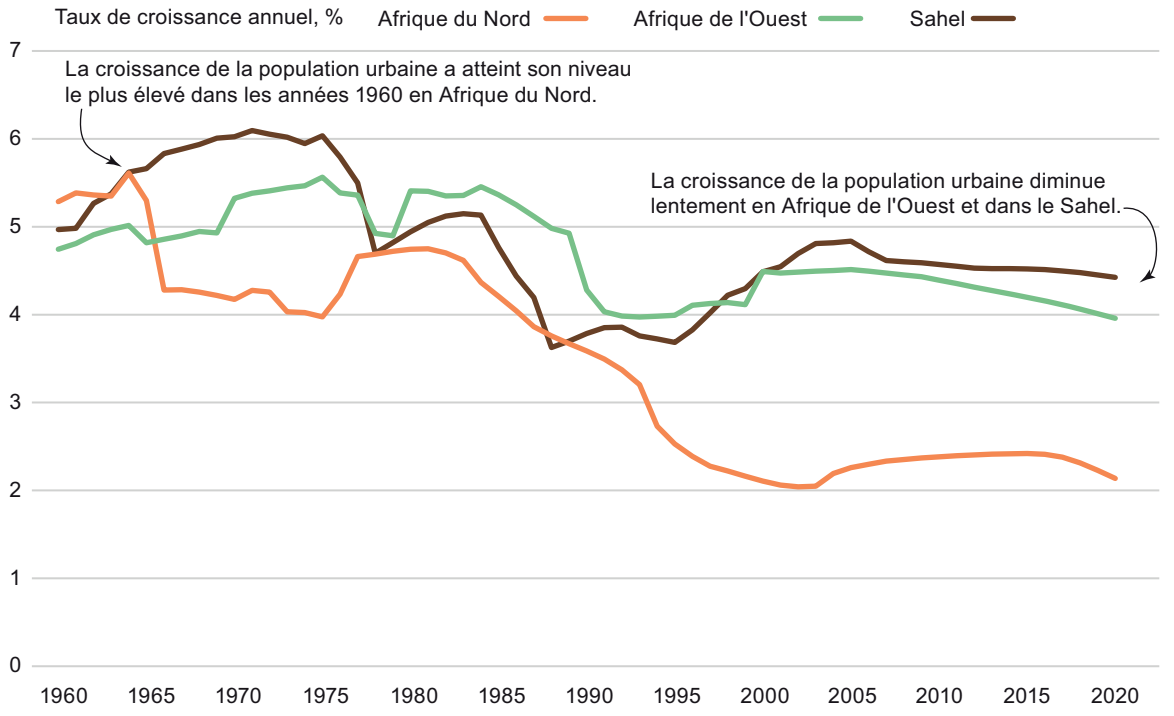
Source : (ONU, 2021[12]), World Population Prospects 2019.

Le Nigéria est le seul pays d'Afrique de l'Ouest présentant une structure urbaine véritablement multicéphale, au sein de laquelle plusieurs grandes villes occupent le sommet de la hiérarchie. Les zones métropolitaines de Lagos, Kano et Onitsha fonctionnent ainsi, de fait, comme capitales des trois principales régions ethnolinguistiques du pays (OCDE/CSAO, 2019[13]). Dans le sud-ouest du pays, la présence de fortes densités urbaines et de nombreuses villes de tailles variées est attestée depuis l'époque précoloniale. La traite transatlantique des esclaves favorise le développement urbain du royaume yoruba d'Oyo et du royaume du Bénin, avant que ces régions ne se tournent vers la production agricole (notamment d'huile de palme). Au nord, le réseau urbain des cités-États haoussa et l'empire du Kanem-Bornou dans le bassin du lac Tchad doivent en grande partie leur existence au commerce régional et transsaharien. Au sud-ouest, l'urbanisation igbo et ibibio du delta du Niger et de son arrière-pays a, quant à elle, des origines coloniales.

Le caractère macrocéphale de la structure urbaine du continent africain explique le nombre relativement faible de grandes villes. En 2015, 92 % des villes d'Afrique de l'Ouest totalisent moins de 100 000 habitants (OCDE/CSAO, 2020[1]). L'Afrique ne compte que 11 agglomérations de plus de 5 millions d'habitants : Alexandrie, Dar es Salaam, Le Caire, Johannesburg, Khartoum, Kinshasa, Kisumu, Lagos, Luanda, Nairobi et Onitsha. Les 29 villes millionnaires de la région accueillent 80 millions de personnes, soit 44 % de la population urbaine totale. C'est près du double de la population des 182 villes de 100 000 à 1 million d'habitants (25 %), qui totalisent 45 millions de personnes (OCDE/CSAO, 2019[13]). La répartition des villes à travers le continent est en outre assez inégale. Deux pays, le Kenya et le Nigéria, concentrent ainsi 20 des 50 plus grandes agglomérations urbaines en termes de surface bâtie (OCDE/CSAO, 2020[1]). En Afrique de l'Ouest, près de la moitié des 2 469 agglomérations de plus de 10 000 habitants se trouvent au Nigéria,

Graphique 2.3

Croissance de la population urbaine par région, 1961-2021



Note : Les pays du Sahel comprennent le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Source : (ONU, 2021[12]), World Population Prospects 2019.

et moins de 10 % en Côte d'Ivoire et au Ghana. Les petits pays comme le Cabo Verde, la Gambie et la Guinée-Bissau, ceux faiblement peuplés comme la Mauritanie, et ceux dominés par une seule grande ville comme la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, comptent moins de 50 villes de plus de 10 000 habitants chacun.

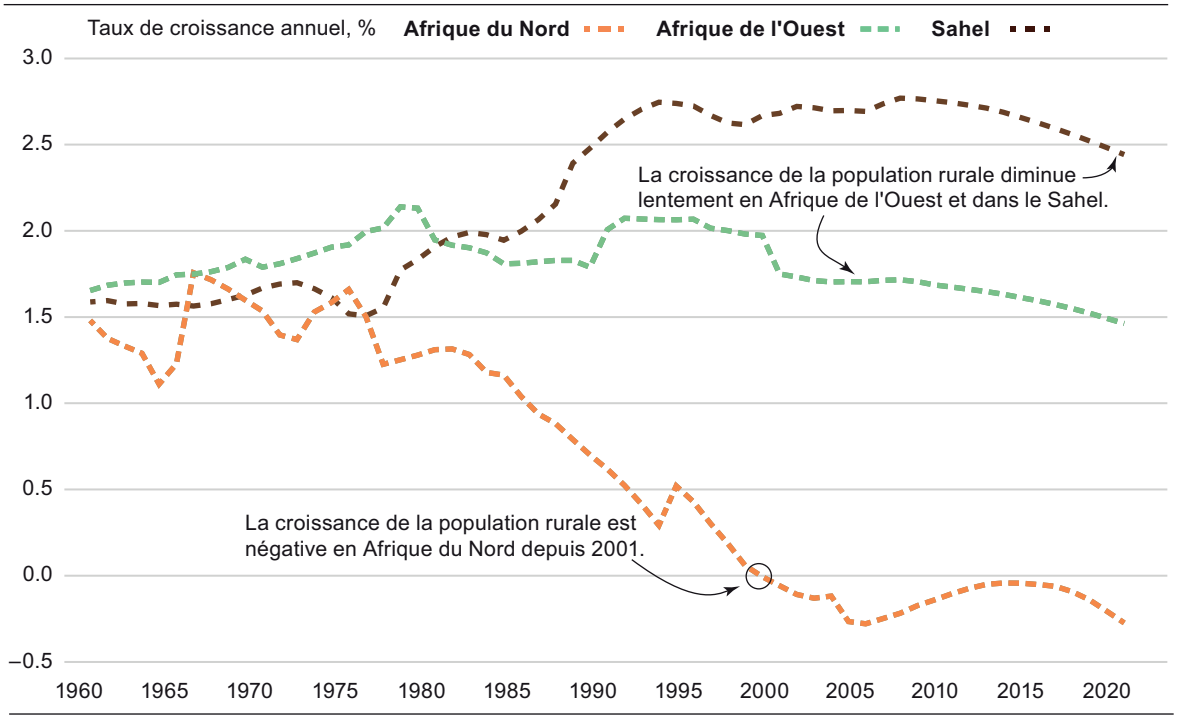
Évolution historique des villes

La répartition de la population en Afrique du Nord et de l'Ouest suit une dynamique bien connue suivant laquelle les fortes densités s'expliquent par des facteurs humains tels que l'existence d'empires précoloniaux ou d'oasis artificielles, et les faibles densités par des facteurs naturels, notamment l'absence de précipitations. Historiquement, la région du Sahel ouest-africain a joué un rôle essentiel dans la circulation des personnes, des idées et des biens entre les deux « rives » du Sahara. Le peuplement s'y caractérise par l'alternance de noyaux sédentaires à forte densité de population et de vides intercalaires (Retaillé, 1989[14]) (Carte 2.2). Chacun de ces noyaux sahéliens est associé à un territoire nomade au Sahara. Entre les fleuves Sénégal et Gambie, le noyau wolof-sérère est ainsi relié au territoire nomade des Maures. Plus à l'est, le noyau marka-songhaï occupant la boucle du fleuve Niger, le noyau mossi au Burkina Faso, ainsi que le noyau haoussa situé entre Sokoto, Kano et Maradi, sont connectés au territoire touareg. Dans la région du lac Tchad, le noyau kanouri est quant à lui lié au territoire toubou. Trouvant ses origines à l'époque précoloniale, la présence de ces fortes densités correspond aux zones d'influence des empires du Ghana et du Mali, des royaumes mossi, des cités-États haoussa et de l'empire du Kanem-Bornou.

Jusqu'à la période coloniale, les villes sahéliennes constituent le centre politique et économique de ces noyaux sédentaires. Elles sont reliées par des routes commerciales à la côte méditerranéenne incluant un chapelet d'oasis sahariennes, ainsi qu'aux royaumes précoloniaux comme l'Ashanti dans l'actuel Ghana ou

Graphique 2.4

Croissance de la population rurale par région, 1961-2021



Note : Les pays du Sahel comprennent le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad.

Source : (ONU, 2021[12]), World Population Prospects 2019.

le royaume yoruba d'Oyo dans l'actuel Nigéria (Carte 2.3). Ces villes apparaissent comme « un carrefour où la structure spatiale, composée de villes et de marchés, peut s'adapter aux variations climatiques et aux crises politiques » (Walther et Retaillé, 2021, p. 30[16]).

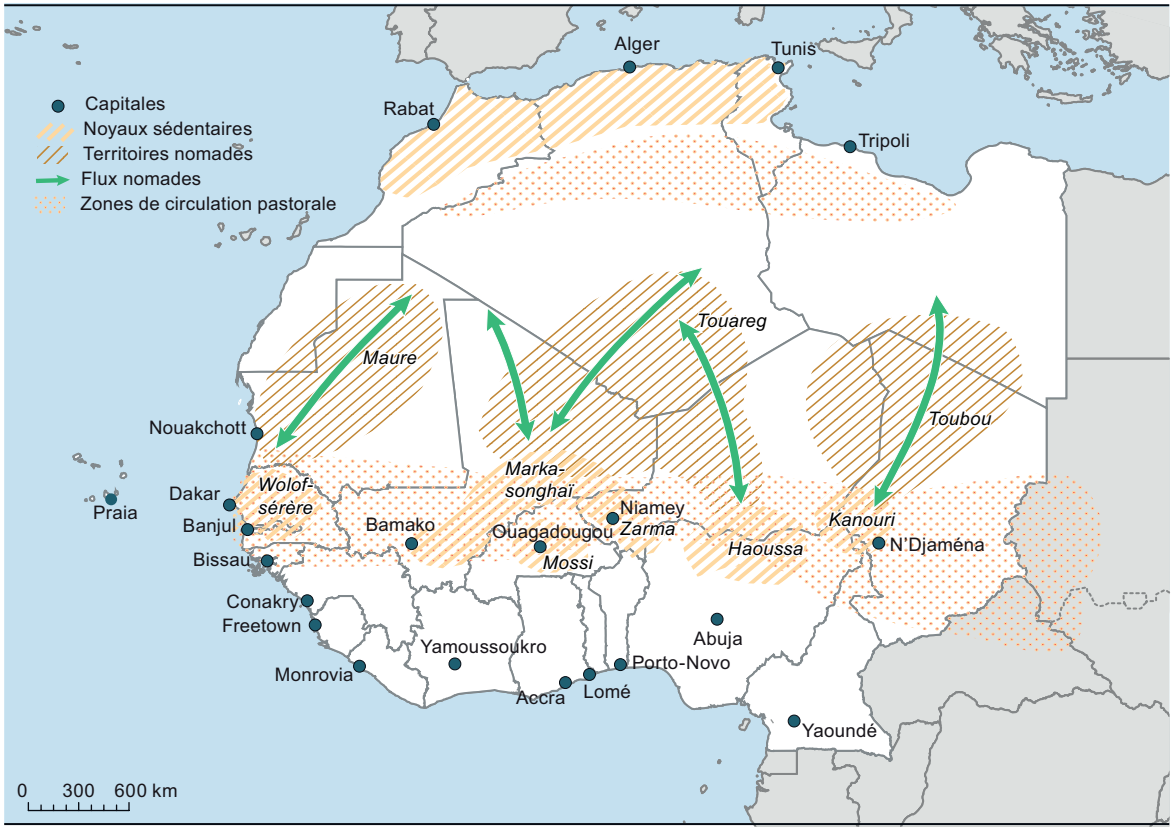
Les époques coloniale et post-coloniale remodèlent considérablement cette organisation spatiale, sans en gommer complétement les spécificités. Alors que l'Afrique de l'Ouest précoloniale compte plusieurs agglomérations à l'intérieur des terres, mais pas une seule grande ville sur la côte, les puissances coloniales créent et mettent en valeur des villes côtières afin de faciliter le commerce et les exportations. Le développement de nouvelles villes, l'établissement de frontières politiques et la réorganisation des routes commerciales vers le golfe de Guinée perturbent considérablement le réseau urbain régional hérité de l'époque précoloniale. Les centres urbains comme Tombouctou et Djenné, par exemple, sont ainsi coupés des réseaux commerciaux qui alimentaient leur croissance, tandis que d'autres centres apparaissent, dotés de fonctions administratives pour accompagner la progression de l'organisation territoriale coloniale, puis post-coloniale.

En conséquence, la croissance des villes coloniales est souvent plus spectaculaire que celle des centres urbains plus anciens. Au Niger, Niamey compte par exemple moins de 10 000 habitants en 1950, contre 12 000 pour Zinder, capitale historique du sultanat de Damagaram. La population de Niamey est estimée à plus de 1.2 million d'habitants en 2020, soit près de 5.5 fois la taille de Zinder. Une tendance similaire s'observe au Mali et au Sénégal, où Bamako et Dakar passent devant Kayes et Saint-Louis bien avant la décolonisation (Graphique 2.5).

Cherchant à exploiter les ressources naturelles locales, les pouvoirs coloniaux et post-coloniaux contribuent à opposer les modes de vie sédentaires et nomades (Walther et Retaillé, 2021[16]). En divisant la région en États et en assignant des groupes sociaux à des territoires particuliers, ces initiatives désorganisent les mobilités des sociétés ouest-africaines et encouragent le développement d'activités commerciales informelles permettant

Carte 2.2

Noyaux sédentaires et territoires nomades en Afrique du Nord et de l'Ouest



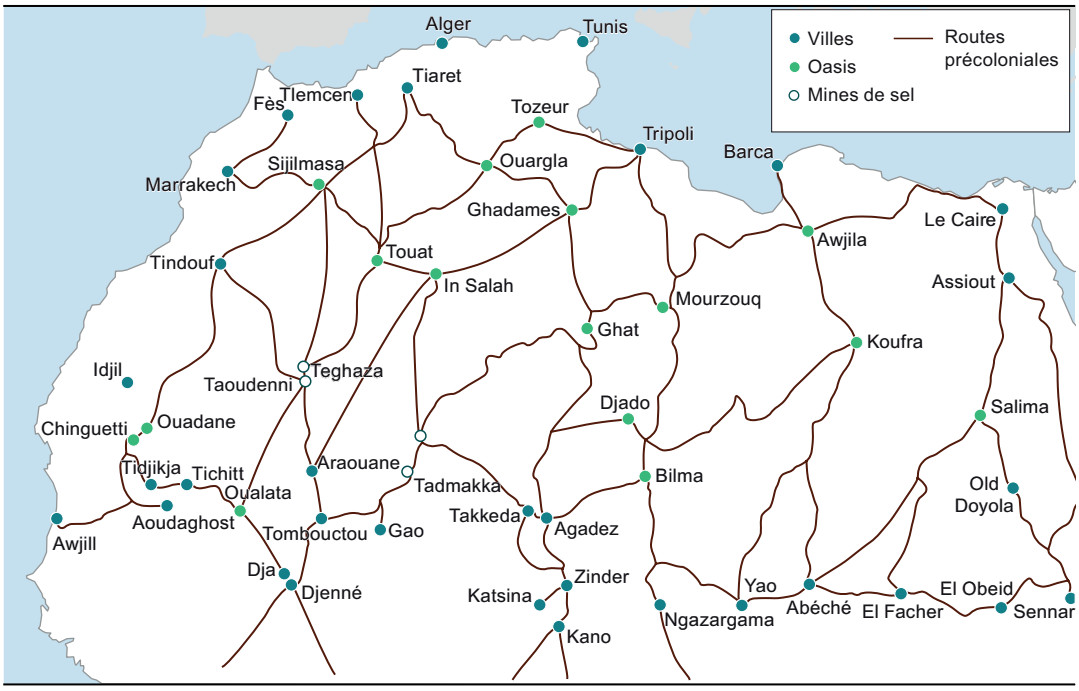
Source : Adapté d'OCDE/CSAO (2014[15]) par les auteurs.

de contourner les réglementations officielles. L'impact des politiques territoriales adoptées par les États coloniaux et post-coloniaux n'est nulle part plus manifeste que dans les régions frontalières (Nugent, 2019[17]). Des recherches récentes montrent que les villes frontalières sont plus petites, connaissent une croissance plus rapide et ont une densité plus élevée que les autres villes d'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO, 2019[13]). La rapidité de cette croissance est particulièrement visible dans un rayon de 50 km des frontières nationales, où se trouvent les marchés les plus dynamiques, comme le long des frontières du Nigéria et dans le golfe de Guinée. Un tiers de la population ouest-africaine vit à moins de 100 km d'une frontière en 2020 (Carte 2.4).

Les villes et marchés frontaliers jouent un rôle crucial dans la circulation transnationale des produits agricoles (OCDE/CSAO, 2017[18]) et des importations des marchés mondiaux, telles que les voitures d'occasion, les céréales, le pétrole, les matériaux plastiques et l'électronique (Walther, 2015). Certaines de ces villes constituent d'ailleurs une composante essentielle des zones métropolitaines transnationales apparues ces dernières décennies, comme la conurbation s'étendant d'Accra au Ghana à Ibadan au Nigéria (OCDE/CSAO, 2020[1]). L'importante population, les fortes densités et le potentiel encore inexploité de cette zone côtière ont conduit la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à identifier le corridor Abidjan-Lagos comme priorité pour l'intégration régionale (BAfD-UEMOA, 2017[19]) (Carte 2.5). L'ambition d'utiliser ce corridor comme instrument d'intégration régionale se heurte toutefois à de nombreux obstacles, notamment les barrages routiers, les frais de transit élevés imposés aux véhicules et les nombreuses interdictions de marchandises imposées par le Nigéria à ses voisins. Jusqu'à présent, le commerce régional demeure segmenté par pays et la plupart des investissements sont consacrés aux corridors Nord-Sud reliant les ports du golfe de Guinée au Sahel (Nugent, 2022[20]).

Carte 2.3

Routes, oasis et villes précoloniales en Afrique du Nord et de l'Ouest



Source : Adapté d'OCDE/CSAO (2014[15]) par les auteurs.

Transformations urbaines récentes

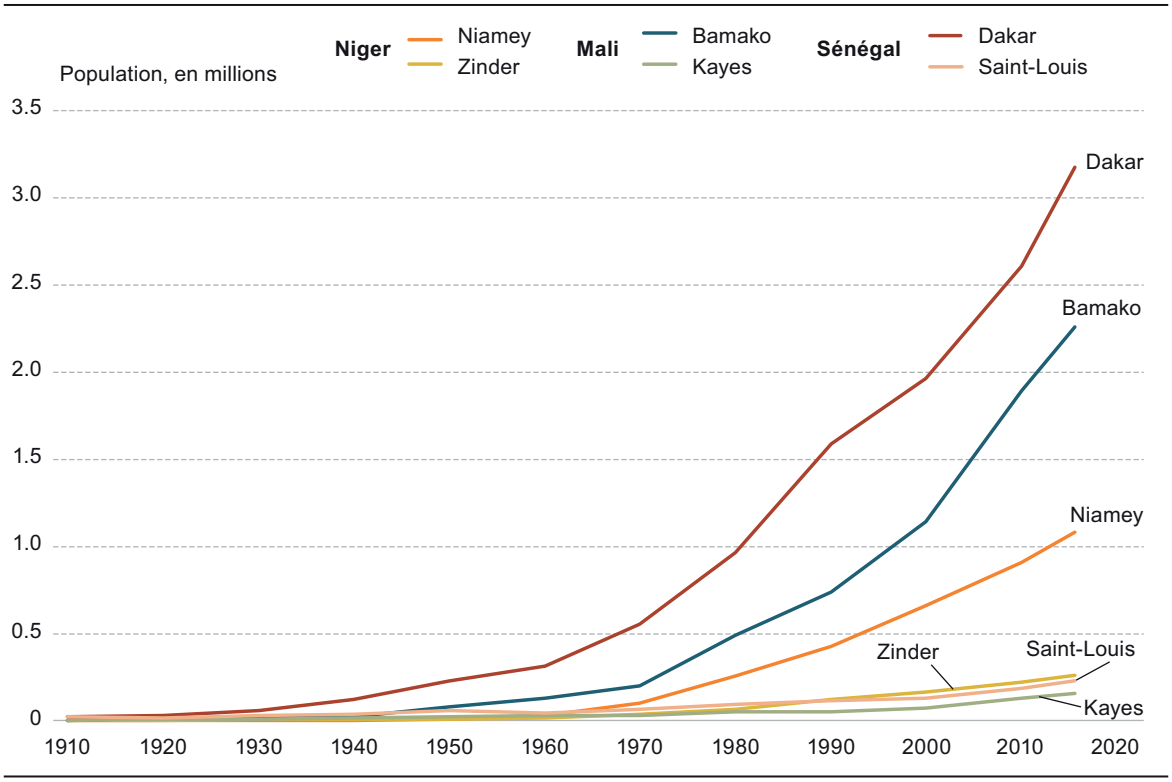
Comme dans d'autres régions du monde, les villes d'Afrique du Nord et de l'Ouest se distinguent des zones rurales par leur taille, leur densité et leur hétérogénéité sociale. Lieux de diversification et d'innovation, elles se caractérisent par la présence d'une main-d'œuvre spécialisée employée dans des activités non agricoles, telles que le commerce, l'éducation et l'administration. Elles tendent également à faire coexister des personnes de milieux, d'origines et de niveaux de richesse différents, d'où la plus grande visibilité des inégalités sociales en milieu urbain qu'en milieu rural (Coquery-Vidrovitch, 1993[21]). La diversité sociale permise par le tissu urbain favorise l'autonomisation des individus par rapport aux structures sociales traditionnelles. En ce sens, les villes se distinguent des villages par le fait qu'elles permettent la coexistence de différents groupes sociaux dans un cadre commun.

Ces dernières années, une redistribution de la population s'observe de la côte vers l'intérieur des terres (OCDE/CSAO, 2020[1]). Ces processus urbains en mutation et en expansion rapides ont produit plusieurs exemples notables d'agglomérations à croissance rapide, comme Onitsha au Nigéria, passée d'une petite agglomération urbaine à l'une des plus grandes d'Afrique de l'Ouest avec 8.5 millions d'habitants (2015) et une conurbation de 28 millions d'habitants (OCDE/UNCEA/BAD, 2022[22]). Cette expansion se traduit par une proximité immédiate entre plusieurs villes, ce qui crée des opportunités de réseaux et de croissance par le biais du commerce, des savoirs et de l'emploi. Sur le plan économique et social, les zones urbaines d'Afrique sont bien plus productives, riches et innovantes, et bénéficient d'un meilleur accès aux infrastructures que les zones rurales : eau courante, accès à l'électricité, téléphones portables et voitures sont, par exemple, tous plus répandus dans les villes (OCDE/UNCEA/BAD, 2022[22]).

Même les villes petites et intermédiaires, qui représentent la grande majorité des centres urbains, sont mieux loties que les zones rurales. Le sous-emploi et le pourcentage d'adultes sans emploi sont inférieurs dans les zones urbaines, tandis que les salaires sont en moyenne plus que doublés. Le niveau d'éducation y est en

Graphique 2.5

Changements démographiques au Niger, au Mali et au Sénégal, 1910-2015



Source : Adapté d'OCDE/CSAO (2019[13]) par les auteurs.

moyenne supérieur de 2.5 à 4 ans et les taux de fécondité, bien qu'élevés, inférieurs de plus d'un tiers (Corker, 2017[23]). La proximité d'une grande ville est l'un des facteurs prédictifs les plus probants de l'accès à la téléphonie mobile, aux soins de santé, à l'éducation et à des salaires plus élevés. Pourtant, malgré l'importance de leur rôle dans l'économie régionale, les villes africaines ont longtemps souffert de la faiblesse des budgets et de manque d'autonomie. Les municipalités urbaines composent avec des ressources limitées et des fonctions politiques et budgétaires encore mal définies ne permettant pas d'offrir des services sociaux adéquats.

URBANISATION DES CONFLITS ?

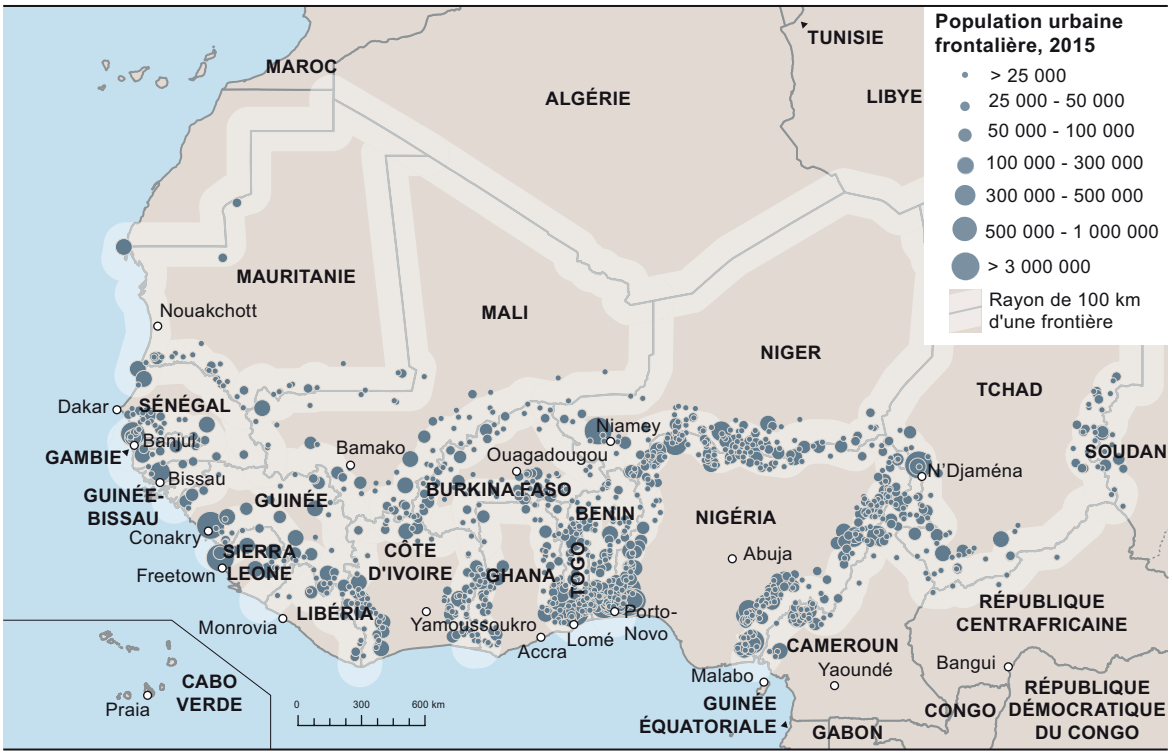
Sur le plan géographique, les conflits armés sont très inégalement répartis à travers le monde, avec des foyers de violence contenus par les frontières nationales, ou se propageant à des régions entières, comme dans le Sahel-Sahara. Du fait de la fluctuation de la nature des tensions depuis la fin de la guerre froide et des stratégies des belligérants, la dimension géographique des conflits reste débattue. Certains pointent la concentration autour de zones urbaines dotées d'une forte densité et de bonnes infrastructures (Buhaug et Rød, 2006[24] ; Raleigh et Hegre, 2009[25]), tandis que d'autres soulignent que les zones rurales offrent aux belligérants les meilleures ressources pour prospérer et, éventuellement, défier les forces de l'État (Mkandawire, 2002[26]). La question de la nature plutôt urbaine ou rurale des conflits reste donc controversée (Dorward, 2022[27] ; Radil et al., 2022[28]).

Des conflits plus urbains ?

Les recherches récentes sur la géographie de la violence montrent que les conflits irréguliers se

Carte 2.4

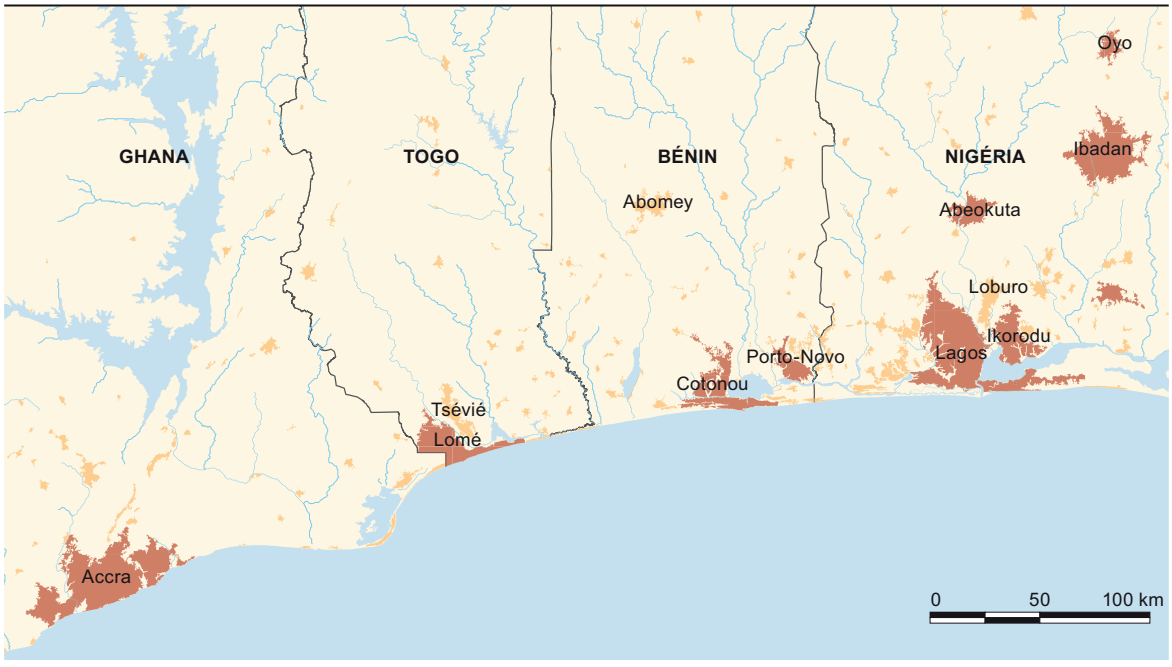
Population urbaine d'Afrique de l'Ouest dans un rayon de 100 km d'une frontière, 2015



Source : (OCDE/CSAO, 2019[13]), Population et morphologies des villes frontalières, https://doi.org/10.1787/866dfe5a-fr.

Carte 2.5

Agglomérations urbaines entre Accra et Ibadan, 2015



Source : (OCDE/CSAO, 2020[1]), Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en.

Encadré 2.1

Impact du conflit malien sur la ville de Gao

La ville et la région de Gao sont très lourdement marquées par la rébellion du nord du Mali de 2012. Gao tombe d'abord aux mains du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), puis de la coalition djihadiste qui reprend le nord du Mali au MNLA, sous le contrôle du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Le MNLA tout comme le MUJAO perpètrent de graves violations des droits humains contre la population de la ville, notamment des amputations et des agressions (HRW, 2012[34]).

Les violences qui s'abattent sur Gao en 2012 ouvrent la voie à des tensions intercommunautaires durables après la libération de la ville en 2013. En février et mars 2013, la résistance djihadiste contre la présence militaire française et malienne se fait plus fortement sentir à Gao qu'à Kidal et Tombouctou. Gao est ainsi le théâtre de ce que l'on considère comme le premier attentat-suicide du Mali, en février 2013, et de l'attentat-suicide visant une patrouille mixte de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), de la Plateforme et de l'armée malienne, en janvier 2017.

Plus récemment, les tensions ethniques s'enveniment lors d'affrontements intercommunautaires opposant Arabes et Songhaïs en 2020. Gao est également la cible des djihadistes à plusieurs reprises, en partie parce qu'elle apparaît comme le point de jonction de diverses initiatives de sécurité dans le nord du Mali. La ville accueille ainsi le quartier général malien de l'opération Barkhane, la mission antiterroriste française pour le Sahel, dont elle a été la dernière base remise par la France aux forces maliennes lors de son retrait du Mali en 2021-22. Elle est également le siège oriental de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), restant ainsi une composante importante des dispositifs sécuritaires internationaux.

Source : Alexander Thurston, pour cette publication.

déroulent de plus en plus dans les villes – comme Bagdad, Londres, Madrid, Mumbai, Paris ou Tel Aviv –, au détriment des plaines, déserts et jungles (voir Graham, 2011[29]). La ville comme nouveau champ de bataille gagne également du terrain dans les études africaines. Les auteurs y identifient les caractéristiques à la fois politiques et économiques des villes en tant que lieux de contestation et de contrôle. Les villes représentent de puissants symboles de l'autorité de l'État, ce sont aussi des points nodaux pour les réseaux économiques (trans)nationaux et des espaces d'accumulation de capital, qu'il est pertinent de défendre ou de contrôler (Beall, Goodfellow et Rodgers, 2013[30] ; Büscher, 2018[31] ; Goodfellow et Jackman, 2020[32]). Les années 2010 fournissent de nombreux exemples de violences politiques perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques, qui illustrent le fort potentiel d'urbanisation des conflits. Ainsi, en janvier 2017, un kamikaze d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a attaqué la base militaire conjointe de la France et des Nations Unies (ONU) dans la ville de Gao, plaque tournante commerciale située le long du fleuve Niger. Cet attentat-suicide, le plus meurtrier qu'ait connu le Mali, a fait 77 morts et plus de 100 blessés (ACLED, 2022[33]) (Encadré 2.1).

L'idée selon laquelle les conflits africains peuvent redéfinir le paysage urbain est désormais bien établie dans la littérature, au vu de l'impact dévastateur des guerres civiles et des attaques terroristes sur les villes (Büscher, 2018[31]). Mais si les conséquences des conflits sur les villes sont bien documentées, les facteurs poussant les belligérants vers les zones urbaines sont, eux, plus difficiles à identifier car les conflits observés en Afrique prennent des formes très différentes selon les régions. Depuis la fin de la guerre froide, la nature, la forme et la localisation des conflits africains connaissent de profondes transformations (Williams, 2016[35]). Les formes conventionnelles de conflits armés ruraux cèdent la place à des modes alternatifs de violence politique, notamment les émeutes, manifestations et « conflits civiques » qui résultent de la

compétition de plusieurs groupes sociaux pour les ressources et les services offerts par les villes (Golooba-Mutebi et Sjögren, 2017[36]). En avril 2008, des milliers de personnes défilent par exemple dans les rues d'Abidjan, de Dakar et de Ouagadougou pour protester contre la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, et au moins 24 personnes sont tuées lors de manifestations similaires au Cameroun. Plus récemment, des milliers de personnes sont également descendues dans les rues de Bamako, au Mali, pour exiger la démission du président Keita ou le départ des forces françaises du pays.

Le premier facteur susceptible d'expliquer la concentration des conflits dans les villes est la taille et la densité de leur population (Tableau 2.1). La croissance des villes africaines peut en effet rapprocher spatialement des groupes sociaux antagonistes au sein de villes multiethniques, augmentant ainsi la probabilité que leurs différends deviennent violents (Buhaug et Urdal, 2013[37]). De même, la croissance rapide de la population peut accentuer les tensions sociales et la concurrence autour de l'accès aux ressources urbaines, à l'emploi et au logement (Østby, 2016[38] ; Gizelis, Pickering et Urdal, 2021[39]). Au Nigéria, la fréquence des émeutes violentes à Jos, dans la Middle Belt, où cohabitent plusieurs minorités ethniques et religieuses, accrédite par exemple cette thèse (Krause, 2018[40]). Enfin, la taille absolue de la population urbaine et sa jeunesse peuvent faire craindre une augmentation des niveaux de violence et des mouvements de protestation dans les zones urbaines (Urdal et Hoelscher, 2012[41] ; Menashe-Oren, 2020[42]).

L'urbanisation encourage également la concurrence au sein des élites et de nouveaux modèles d'organisation et de la société civile permettant aux citadins politisés et aux niveaux d'éducation élevée de se structurer (Straus, 2012[44]). La population urbaine pauvre est facile à mobiliser par les élites politiques en quête de pouvoir, de soutien et de ressources, ce qui pourrait expliquer la montée des violences urbaines. Ainsi, la récente transition de l'Afrique vers le multipartisme fait des villes des champs de bataille politiques cruciaux pour les élites politiques et religieuses (Raleigh, 2015[45]). Ces formes de violence sont alimentées par les changements institutionnels adoptés par les pays en transition politique. Ainsi, par exemple, les processus de démocratisation sans élections libres privent-ils de ses droits une partie de la population urbaine, qui se sent marginalisée sur le plan économique et politique (Golooba-Mutebi et Sjögren, 2017[36] ; Harding, 2020[46]).

Un autre facteur pouvant expliquer la plus forte exposition des villes africaines aux violences est lié au nombre croissant de migrants susceptibles de se trouver marginalisés et en difficulté pour s'intégrer socialement et psychologiquement à la vie urbaine (Buhaug et Urdal, 2013[37]). Dans certaines régions, comme le bassin du lac Tchad, les Grands Lacs ou le Darfour, les villes attirent également de nombreux réfugiés et déplacés internes, victimes à la fois des forces gouvernementales et des organisations extrémistes violentes. La persistance des déplacements forcés et de l'insécurité conduit à de nouvelles formes urbaines remodelant les villes existantes ou engendrant de nouvelles dynamiques urbaines dans des zones auparavant rurales. La forte croissance urbaine des parties orientale et méridionale du Tchad résulte par exemple de la migration forcée de réfugiés du Soudan et de la République centrafricaine. Dans cette région frontalière, les conflits tendent en effet à créer des agglomérations denses, croissant ou décroissant du côté tchadien de la frontière au gré du contexte politique des pays voisins.

Les villes symbolisent par ailleurs l'autorité de l'État, aussi constituent-elles des cibles militaires dont les groupes armés doivent s'emparer s'ils souhaitent renverser le gouvernement central. La prise de contrôle des capitales évite celle de territoires plus vastes et peut décider de l'évolution de conflits entiers. En 2011, par exemple, la deuxième guerre civile ivoirienne a pris fin avec la capture de Laurent Gbagbo à Abidjan et la réinstallation au pouvoir du président élu Alassane Ouattara. Les capitales africaines jouent un rôle stratégique, qui détermine souvent l'intervention ou non des organismes régionaux et des alliances internationales dans un conflit. Le siège de Monrovia par les Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (LURD) en 2003 constitue par exemple un épisode majeur du second conflit en Sierra Leone, qui conduit à l'intervention de la *Joint Task Force Liberia* des États-Unis et de la force de la CEDEAO.

Tableau 2.1

Raisons pouvant expliquer la concentration des conflits dans les zones urbaines

Facteur potentiel	Explication
Taille et densité de la population	L'augmentation de la population et de la densité favorise la proximité sociale et la mobilisation politique.
Concurrence au sein des élites	Les villes offrent aux élites politiques, économiques et religieuses un terrain où rivaliser au sein des États en voie de démocratisation.
Migrations	Les villes attirent des migrants, des réfugiés ou d'autres groupes marginalisés pouvant être recrutés par des groupes armés.
Cibles	Les villes représentent un symbole de l'autorité de l'État et une cible militaire.
Ressources	Les villes fournissent des ressources pour l'économie de guerre.

Source : Compilation des auteurs à partir de Staniland (2010[43]), Beall et al. (2013[30]), Büscher (2018[31]), Dorward (2022[27]), et Radil et al. (2022[28]).

Le conflit malien illustre le rôle stratégique des capitales. Si Bamako reste relativement paisible, la ville et ses environs n'en demeurent pas moins des éléments clés de la mosaïque sécuritaire du pays. Le contrôle de Bamako étant assimilé à celui de l'État malien, des menaces même lointaines sur la capitale peuvent générer des réponses dramatiques. Au cours de l'année 2012, par exemple, la prise de pouvoir du nord du pays par les djihadistes n'occasionne pas de réponse immédiate des acteurs régionaux et internationaux. À la fin de l'année, les avancées des djihadistes dans le centre du Mali, perçues par certains observateurs comme la première étape d'une tentative de prise de contrôle de Bamako, déclenchent en revanche une réaction rapide sous la houlette de la France – l'opération Serval –, qui permet la reprise des territoires du centre tombés sous contrôle djihadiste et brise leur mainmise sur les villes du nord (Chivvis, 2015[47]).

Les villes sont des lieux où se côtoient l'extrême richesse et pauvreté, parfois à seulement quelques centaines de mètres de distance. À Lagos et Nairobi, les bidonvilles de Makoko et Kibera ne sont qu'à un pas des quartiers aisés et des quartiers d'affaires, où travaillent de nombreux pauvres. Faute de système de transport public abordable et fiable, vivre dans les bidonvilles reste la seule possibilité pour les citadins les plus démunis. Cette concomitance de signes ostentatoires de réussite et d'extrême misère, typique des grands centres urbains, fournit d'amples motifs économiques à ceux souhaitant défier l'État ou s'y soustraire. Les organisations violentes peuvent ainsi être attirées vers les villes, où les activités criminelles offrent une source d'argent facile. Ce scénario est toutefois relativement rare en Afrique du Nord et de l'Ouest, où les organisations djihadistes se concentrent sur le trafic de drogue, le vol de bétail et l'extraction illégale d'or pour financer leur expansion internationale, leur formation et leurs achats d'armes – activités dont aucune ne se déroule dans les villes.

Enfin, les groupes rebelles motivés par la prise du pouvoir politique dans les capitales peuvent se manifester dans les zones urbaines ou avoir une composante urbaine, mais les mouvements durables de guérilla urbaine restent rares en Afrique. La prise de contrôle des zones urbaines et des institutions étatiques reste largement hors de portée des organisations violentes africaines. Comme en Amérique latine depuis les années 1970 (Holmes, 2015[48]), les mouvements de guérilla urbaine doivent ainsi souvent se replier vers les zones rurales ou périphériques, où il leur est plus facile de recruter, d'obtenir des ressources et de maintenir une présence territoriale.

Plus de conflits ruraux ?

Des dynamiques complexes lient conflits et zones urbaines, cependant, aucune corrélation directe ne s'observe entre les deux. Une part importante de la littérature soutient d'ailleurs que les conflits armés, notamment les guerres civiles et les rébellions, sont traditionnellement associés aux zones rurales. Les groupes armés peuvent certes trouver dans les villes des ressources leur permettant de prospérer, mais la proximité physique peut

Tableau 2.2

Raisons pouvant expliquer la concentration des conflits dans les zones rurales

Facteurs potentiels	Explication
Lieu de refuge	Les insurgés sont plus faciles à vaincre dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Les villes ou les zones urbaines restent parfois des lieux « calmes » ou de repli malgré le conflit environnant.
Sécurité	Les zones rurales sont moins protégées que les villes. Les États investissent davantage d'efforts pour la sécurité dans les zones urbaines.
Ressources	Les zones rurales fournissent des ressources agricoles, minérales et humaines que les groupes armés peuvent utiliser, ce qui leur permet de contrôler les communautés locales.

Source : Compilation des auteurs à partir de Beall et al. (2013[30]), Büscher (2018[31]), Dorward (2022[27]), et Radil et al. (2022[28]).

également être utilisée par les forces gouvernementales pour une répression plus efficace que dans les zones rurales (Tableau 2.2). Les guérillas urbaines ont souvent une durée de vie limitée et tendent à se déplacer vers des zones où le terrain accidenté (Hendrix, 2011[49]), la densité des forêts (Raleigh, 2010[50]) et la porosité des frontières (Radil et al., 2022[28]) peuvent offrir des refuges sûrs, ce qui fait des zones rurales et reculées des cadres propices aux conflits asymétriques entre groupes armés et États.

Dans certaines régions, les villes peuvent rester relativement épargnées par les violences politiques (Beall, Goodfellow et Rodgers, 2013[30]). Kinshasa est, par exemple, tombée sans grande résistance aux mains de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) lors de la première guerre du Congo en mai 1997. Dans le Sahel, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad sont restées largement épargnées par les attaques terroristes, et ce, malgré la proximité du principal centre de l'insurrection. Au Mali, Bamako a été un lieu de repli pour les déplacés (Sangaré et Cold-Ravnkilde, 2020[51]), dont les élites locales, comme les maires et autres responsables des régions centre fuyant les menaces djihadistes.

De nombreux États africains peinent à projeter leur pouvoir et leur autorité vers les périphéries rurales (Herbst, 2000[52]). Il leur est donc plus difficile de contrer les insurgés dans les zones rurales. Les guerres civiles sont ainsi plus susceptibles de se dérouler loin des capitales nationales et de durer plus longtemps (Buhaug, Gates et Lujala, 2009[53]). Ce constat vaut particulièrement pour les conflits sécessionnistes. Au Mali et au Niger, les rébellions touareg se sont par exemple développées dans certaines des régions les plus reculées, où le pouvoir de l'État est depuis longtemps affaibli. Plus à l'est, au Tchad, le pouvoir politique est contesté depuis l'indépendance par des groupes rebelles dont la principale base d'opérations est à plus de 1 000 km au nord de N'Djaména, dans la région du Tibesti.

D'un point de vue démographique, il semblerait que le développement des mouvements rebelles dans l'Adrar des Ifoghas au Mali, le massif de l'Aïr au Niger et le massif du Tibesti au Tchad est moins dû à la nature rurale de ces régions qu'à leur éloignement. Les régions arides ayant en effet l'un des taux d'urbanisation les plus élevés (Bossard, 2015[54]). Au Niger, la part de la population urbaine est trois fois plus élevée dans la région saharienne d'Agadez (45 %) que dans le reste du pays (16 %), selon l'Institut nigérien de la statistique (2022). Toutefois, si ces régions restent fondamentalement plus urbaines que le reste du pays, une part importante des événements violents observés au cours des dernières décennies interviennent à l'écart des villes, dans des zones rurales où les groupes armés se disputent le contrôle des ressources locales ou des routes commerciales (Walther et al., 2021[55]).

Les zones rurales présentent un fort potentiel de conflit, les tensions ethniques autour des ressources y étant souvent peu prises en compte par le gouvernement central (Buhaug et Urdal, 2013[37] ; Gizelis, Pickering et Urdal, 2021[39]). Celles-ci conduisent à deux principales formes de violences : des affrontements communautaires entre populations indigènes et nouveaux arrivants ; et des réactions des populations

locales aux saisies de terres ou aux dommages écologiques occasionnés par l'État. Dans le delta du Niger, au Nigéria, le soulèvement des Ogoni, qui protestaient contre la dégradation des terres par le gouvernement et l'industrie pétrolière, en est un bon exemple (Watts, 2004). Le délaissement des zones rurales mène toutefois rarement à des révoltes paysannes en Afrique de l'Ouest, contrairement à l'Ouganda et au Mozambique, où les mouvements rebelles montrent l'implication violente des campagnes, souvent à la suite d'une oppression forte opérée par l'État (Mkandawire, 2002[26]).

CYCLE DE VIE DES CONFLITS

Outre le débat sur la nature intrinsèquement urbaine ou rurale des violences, certains affirment que les conflits ne relèvent exclusivement ni de l'un ni de l'autre, changeant de localisation au cours des hostilités afin d'exploiter tour à tour les forces et les faiblesses des villes et des arrière-pays. L'un des premiers tenants de cette approche fut Mao Tsé-Toung (1937), qui suggéra pendant la révolution chinoise que les rébellions émergeaient d'abord dans les campagnes pour tenter ensuite de conquérir les villes. La théorie de Mao s'inspirait de sa propre expérience révolutionnaire. Le Parti communiste chinois suivit d'abord l'idée marxiste d'une révolution socialiste menée par le prolétariat urbain, mais s'éloignât ensuite des villes de Shanghai, Pékin et Guangzhou pour mobiliser la paysannerie rurale. Selon Mao, l'appui de la population rurale était essentiel pour construire une base de soutien territoriale à partir de laquelle lancer une campagne contre le gouvernement central. Sa théorie a exercé une forte influence dans les guerres anticoloniales qui éclatèrent à partir des années 1950 à travers le monde en développement, même si le contexte révolutionnaire chinois diffère considérablement de celui de l'Afrique (Tableau 2.2).

En Algérie, le Front de libération nationale (FLN) lance par exemple d'abord une série d'attaques contre des cibles gouvernementales et des colons français à l'intérieur du pays, qui seront sévèrement réprimées par les forces coloniales. Comprenant que les combats des zones rurales ne suffiront pas à faire entendre sa cause, le FLN lance alors une campagne de terrorisme urbain devant coïncider avec l'Assemblée générale des Nations Unies de 1957. Il concentre sa campagne de terreur sur la capitale, Alger. Après une réponse contre-insurrectionnelle brutale des forces françaises, le FLN est finalement vaincu dans la capitale et reprend le chemin des campagnes, où sa tactique de guerilla prend de plus en plus pour cible les civils qui ne le soutiennent pas. Le FLN prend le contrôle des régions montagneuses de Kabylie et des Aurès, et se sert des pays voisins pour lancer des attaques contre les Français (Galula, 2006[56]), avant que l'indépendance ne finisse par être déclarée en 1962.

Plus récemment, la région du lac Tchad présente une évolution similaire. Jusqu'en 2002, ce qui deviendra Boko Haram est essentiellement un mouvement urbain formé autour d'un petit nombre de jeunes islamistes radicaux, pour beaucoup issus de la classe sociale supérieure, qui se réunissent à la mosquée Alhaji Muhammadu Ndimi à Maiduguri (Agbiboa, 2022[57]). En 2002, une ramification de la secte, sous la houlette de Mohamed Ali, déclare la ville et ses institutions sociales corrompues, et quitte Maiduguri pour la communauté rurale de Kanam, près de la frontière nigérienne (Walker, 2012[58]). Après un conflit avec la police au sujet de droits de pêche, les membres survivants regagnent Maiduguri fin 2003, où ils établissent leur propre mosquée (Ibn Taimiyyah Masjid) près de la gare.

Les années suivantes sont marquées par l'expansion progressive de Boko Haram vers d'autres villes des États de Bauchi, Yobe et Niger, qui culmine avec le soulèvement de 2009 à Maiduguri, l'un des événements urbains les plus violents jamais observé en Afrique de l'Ouest. La répression gouvernementale qui s'ensuit entraîne la fuite de Boko Haram vers les zones rurales et les pays voisins. Depuis ses bastions des campagnes, le groupe lance alors une campagne d'assassinats dans plusieurs villes du nord-est et la capitale fédérale, Abuja. En 2015, expulsé une

Encadré 2.2

Mao et le modèle de guérilla chinois

Le va-et-vient entre zones urbaines et rurales qu'illustrent les insurrections africaines permet de comprendre en quoi de nombreux conflits d'Afrique du Nord et de l'Ouest diffèrent de la trajectoire classique des campagnes à la ville théorisée par Mao. Comme le résume Mkandawire (2002, p. 182[26]), « le terrain social de l'Afrique rurale [est] tout à fait inadapté à la guérilla classique », et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, contrairement à la Chine, dont la paysannerie rurale est exploitée par une classe de propriétaires, la plupart des agriculteurs africains ont accès au travail et à la terre, et leurs activités sont encadrées par des marchés. Les rebelles ayant donc peu à offrir aux paysans des zones rurales en matière de droits politiques et fonciers ou de réforme agraire, cette « paysannerie non captive » n'a guère d'incitation à les rejoindre. De nombreux mouvements armés et insurrections tuent et blessent cruellement les civils, faisant ainsi régner la peur et la contrainte sur les populations rurales. Il n'est donc ici guère question de participation volontaire, ni d'un attrait généralisé de la part de ces populations.

Une autre différence essentielle réside dans la capacité limitée de l'État à capter les biens excédentaires des agriculteurs en raison de l'existence de programmes d'ajustement et de réseaux commerciaux informels. Les mouvements rebelles africains sont donc souvent davantage mus par des motifs sociaux et religieux, tels que l'ethnicité ou l'application des lois religieuses, que par une idéologie économique de type maoïste. Conséquence de cet ancrage des mouvements dans des considérations plus identitaires qu'idéologiques, l'Afrique se caractérise par un nombre extrêmement important de groupes rebelles, dont les motivations et les liens avec les zones urbaines varient. Ainsi, les mouvements de retour d'exil soutenus par l'extérieur peuvent simplement traverser les zones rurales pour aller prendre le contrôle de la capitale (Mkandawire, 2002[26]). Les mouvements rebelles devenus ruraux après une défaite en milieu urbain peinent généralement à mobiliser les populations locales et tendent à infliger de terribles souffrances dans les zones rurales, comme c'est aujourd'hui le cas dans le Sahel. Les mouvements régionalistes et sécessionnistes à caractère ethnique en quête d'autonomie sont ceux qui s'appuient en général le plus sur les populations rurales, l'un de leurs principaux objectifs étant de s'emparer du territoire qu'ils considèrent comme leur berceau.

Source : Auteurs.

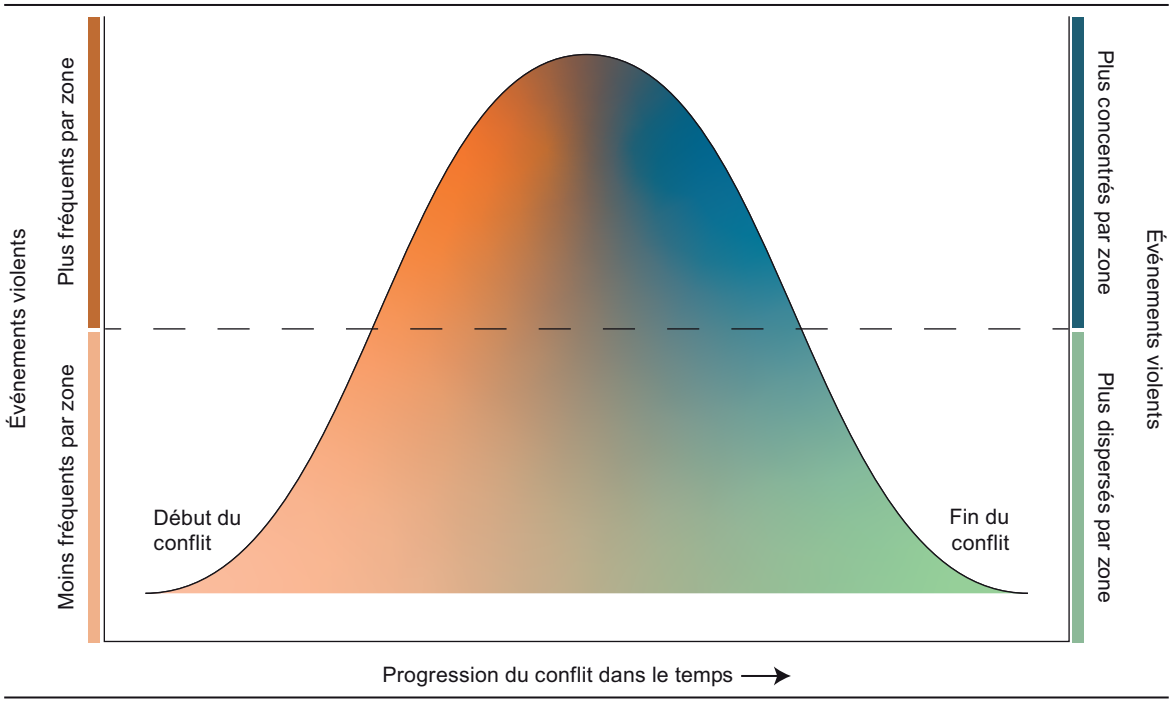
deuxième fois des principales villes de la région par le gouvernement et la Force d'intervention civile conjointe (*Civilian Joint Task Force*, CJTF), il se réfugie dans les monts Mandara, les collines de Gwoza et la forêt de Sambisa.

Les fluctuations des groupes armés entre zones urbaines et rurales au gré de l'opposition gouvernementale suggèrent que les conflits d'Afrique du Nord et de l'Ouest diffèrent du modèle maoïste. Des recherches sur la localisation des violences politiques à travers la région mettent en évidence le concept de « cycle de vie spatial » d'un conflit, pouvant apporter un éclairage supplémentaire sur les facteurs sous-tendant la localisation d'un conflit. Selon ce concept, les dynamiques spatiales de nombreux conflits diffèrent en fonction de la phase (initiale, intermédiaire ou finale) dans laquelle ils se situent (Walther et al., 2021[55]). Lors des phases initiale et finale d'un conflit, les événements violents tendent à être plutôt dispersés et à se produire moins fréquemment. À l'inverse, les événements violents survenant durant la phase intermédiaire d'un conflit sont souvent fortement concentrés dans l'espace et tendent à se produire plus fréquemment (Graphique 2.6).

Il reste à comprendre de manière plus approfondie les leviers des dynamiques identifiées par la théorie du cycle de vie spatial des conflits, notamment les fluctuations des conflits entre zones urbaines et rurales. Ainsi, si les phases initiale et finale d'un conflit tendent à se produire davantage en zone rurale, cet élément pourrait contribuer à expliquer la plus forte dispersion et la plus faible fréquence des événements violents de ces phases, le nombre de cibles étant

Graphique 2.6

Cycle de vie des conflits



Source : Auteurs.

susceptible d'être plus limité dans des zones moins peuplées (d'où une fréquence d'événements plus faible), et la distance entre ces cibles d'être plus grande (d'où une plus forte dispersion des événements). Si les violences tendent à se déplacer vers les zones urbaines durant la phase intermédiaire d'un conflit, cet élément pourrait expliquer la tendance des événements violents à se concentrer spatialement et à augmenter en fréquence. De ce point de vue, une meilleure compréhension des trajectoires des conflits de la région entre zones urbaines et rurales éclaircirait en partie les processus qui sous-tendent les dynamiques du cycle de vie spatial.

Note

1 Cette section s'appuie sur OCDE/CSAO (2019) et Walther (2021).

Références

ACLED (2022), *Armed Conflict Location & Event Data Project (base de données)*, https://acleddata.com. [33]

Agbiboa, D. (2022), *Mobility, Mobilization, and Counter/Insurgency: The Routes of Terror in an African Context*, University of Michigan Press, Ann Arbor, http://doi.org/10.3998/mpub.11472497. [57]

Allen, T. et P. Heinrigs (2016), « Les nouvelles opportunités de l'économie alimentaire ouest-africaine », *Notes ouest-africaines*, n° 1, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/5jlwjg67l25f-fr. [5]

BAfD-UEMOA (2017), *Bénin/Togo – projet de réhabilitation de la route Lomé-Cotonou et de facilitation du transport sur le corridor Abidjan-Lagos*, Banque africaine de développement, https://www.afdb.org/. [19]

Banjo, G., H. Gordon et J. Riverson (2012), « Rural transport: Improving its contribution to growth and poverty reduction in Sub-Saharan Africa », *World Bank SSATP Working Paper 93*. [4]

Beall, J., T. Goodfellow et D. Rodgers (2013), « Cities and conflict in fragile states in the developing world », *Urban Studies*, vol. 50/15, pp. 3 065–3 083. [30]

Berg, C., B. Blankespoor et H. Selod (2018), « Roads and rural development in Sub-Saharan Africa », *The Journal of Development Studies*, vol. 54/5, pp. 856–874. [7]

Bossard, L. (2015), « Les régions maliennes de Gao, Kidal et Tombouctou. Perspectives nationales et régionales », Paris, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE. [54]

Buhaug, H., S. Gates et P. Lujala (2009), « Geography, rebel capability, and the duration of civil conflict », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 53/4, pp. 544–569. [53]

Buhaug, H. et J. Rød (2006), « Local determinants of African civil wars, 1970–2001 », *Political Geography*, vol. 25/3, pp. 315–335. [24]

Buhaug, H. et H. Urdal (2013), « An urbanization bomb? Population growth and social disorder in cities », *Global Environmental Change*, vol. 23/1, pp. 1–10. [37]

Büscher, K. (2018), « African cities and violent conflict: The urban dimension of conflict and post conflict dynamics in Central and Eastern Africa », *Journal of Eastern African Studies*, vol. 12/2, pp. 193–210. [31]

Chivvis, C. (2015), *The French War on Al Qa'ida in Africa*, Cambridge University Press, Cambridge. [47]

Coquery-Vidrovitch, C. (1993), *Histoire des villes d'Afrique noire : Des origines à la colonisation*, Albin Michel, Paris. [21]

Corker, J. (2017), « Fertility and child mortality in urban West Africa: Leveraging geo-referenced data to move beyond the urban/rural dichotomy », *Population, Space and Place*, vol. 23/3, p. e2009, https://doi.org/10.1002/psp.2009. [23]

Dorward, N. (2022), *Essays on the geography of contentious collective action in Africa*, University of Bristol, thèse de doctorat non publiée. [27]

Galula, D. (1963, 2006), *Pacification in Algeria, 1956-1958*, Rand Corporation, Santa Barbara, California. [56]

Gizelis, T., S. Pickering et H. Urdal (2021), « Conflict on the urban fringe: Urbanization, environmental stress, and urban unrest in Africa », *Political Geography*, vol. 86/6, p. 102 357. [39]

Golooba-Mutebi, F. et A. Sjögren (2017), « From rural rebellions to urban riots: political competition and changing patterns of violent political revolt in Uganda », *Commonwealth and Comparative Politics*, vol. 55/1, pp. 22–40. [36]

Goodfellow, T. et D. Jackman (2020), « Control the capital: Cities and political dominance », Effective States and Inclusive Development Research Centre Working Paper 135. [32]

Graham, S. (2011), *Cities under siege: The new military urbanism*, Verso Books, Londres. [29]

Harding, R. (2020), « Who is democracy good for? Elections, rural bias, and health and education outcomes in sub-Saharan Africa », *The Journal of Politics*, vol. 82/1, pp. 241–254. [46]

Hendrix, C. (2011), « Head for the hills? Rough terrain, state capacity, and civil war onset », *Civil Wars*, vol. 13/4, pp. 345–370. [49]

Herbst, J. (2000), *States and Power in Africa: Comparative Lessons in Authority and Control*, Princeton University Press, Princeton. [52]

Holmes, J. (2015), « The urban guerrilla, terrorism, and state terror in Latin America », dans Law, R. (dir. pub.), *The Routledge History of Terrorism*, Routledge, New York. [48]

HRW (2012), « Mali: Islamist Armed Groups Spread Fear in North », Human Rights Watch, 25 septembre, https://www.hrw.org. [34]

Karg, H. et al. (2019), « Small-town agricultural markets in Northern Ghana and their connection to rural and urban transformation », *The European Journal of Development Research*, vol. 31/1, pp. 95–117. [10]

Krause, J. (2018), *Resilient Communities: Non-violence and Civilian Agency in Communal War*, Cambridge University Press, Cambridge. [40]

Menashe-Oren, A. (2020), « Migrant-based youth bulges and social conflict in urban sub-Saharan Africa », *Demographic Research*, vol. 42, pp. 57–98. [42]

Minten, B., T. Reardon et K. Chen (2017), « Agricultural value chains: How cities reshape food systems », International Food Policy Research Institute (IFPRI) Global Food Policy Report, pp. 42–49. [3]

Mkandawire, T. (2002), « The terrible toll of post-colonial 'rebel movements' in Africa: Towards an explanation of the violence against the peasantry », *The Journal of Modern African Studies*, vol. 40/2, pp. 181–215. [26]

Nugent, P. (2022), « When is a corridor just a road? Understanding thwarted ambitions along the Abidjan–Lagos corridor », dans Lamarque, H. et P. Nugent (dir. pub.), *Transport Corridors in Africa*, Boydell and Brewer, Martlesham, pp. 211-230. [20]

Nugent, P. (2019), *Boundaries, Communities and State-making in West Africa: The Centrality of the Margins*, Cambridge University Press, Cambridge. [17]

OCDE/CSAO (2020), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en. [1]

OCDE/CSAO (2019), « Population et morphologies des villes frontalières », *Notes ouest-africaines*, n° 21, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/866dfe5a-fr. [13]

OCDE/CSAO (2017), *Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264265974-fr. [18]

OCDE/CSAO (2014), *Un atlas du Sahara-Sahel: Géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264222335-fr. [15]

OCDE/UNCEA/BAD (2022), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2022: Le rayonnement économique des villes africaines*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/aa4762cf-fr. [22]

ONU (2021), *World Population Prospects 2019*, Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, New York. [12]

Østby, G. (2016), « Rural–urban migration, inequality and urban social disorder: Evidence from African and Asian cities », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 33/5, pp. 491–515. [38]

Owusu, G. (2008), « The role of small towns in regional development and poverty reduction in Ghana », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 32/2, pp. 453–472. [8]

Radil, S. et al. (2022), « Urban-rural geographies of political violence in North and West Africa », *SSRN 4171240*, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4171240. [28]

Raleigh, C. (2015), « Urban violence patterns across African states », *International Studies Review*, vol. 17/1, pp. 90–106. [45]

Raleigh, C. (2010), « Seeing the forest for the trees: Does physical geography affect a state's conflict risk? », *International Interactions*, vol. 36/4, pp. 384–410. [50]

Raleigh, C. et H. Hegre (2009), « Population size, concentration, and civil war: A geographically disaggregated analysis », *Political Geography*, vol. 28/4, pp. 224–238. [25]

Retaillé, D. (1989), « Comment lire le contact Sahara-Sahel », dans Ministère de la Coopération (dir. pub.), *De l'Atlantique à Ennedi*, Ministère de la Coopération and Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris. [14]

Sangaré, B. et S. Cold-Ravnkilde (2020), « Internally displaced people in Mali's capital city », Danish Institute for International Studies Policy Brief, 8 décembre. [51]

Staatz, J. et F. Hollinger (2016), « West African Food Systems and Changing Consumer Demands », *West African Papers*, n° 4, OECD Publishing, Paris, https://doi.org/10.1787/b165522b-en. [2]

Staniland, P. (2010), « Cities on fire: social mobilization, state policy, and urban insurgency », *Comparative Political Studies*, vol. 43/12, pp. 1 623–1 649. [43]

Straus, S. (2012), « Wars do end! Changing patterns of political violence in sub-Saharan Africa », *African Affairs*, vol. 111/443, pp. 179–201. [44]

Tacoli, C. et J. Agergaard (2017), « Urbanisation, Rural Transformations and Food Systems: The Role of Small Towns », Document de travail, International Institute for Environment and Development, Londres. [9]

Tsé-Toung, M. (1937, 2005), *On Guerrilla Warfare*, Courier Corporation, North Chelmsford, U.K. [59]

Urdal, H. et K. Hoelscher (2012), « Explaining urban social disorder and violence: An empirical study of event data from Asian and sub-Saharan African cities », *International Interactions*, vol. 38/4, pp. 512–528. [41]

Walker, A. (2012), *What is Boko Haram?*, U.S. Institute of Peace, Vol. 17, Washington, D.C. [58]

Walther, O. (2021), « Urbanisation et démographie en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1950-2020 », *Notes ouest-africaines*, n° 33, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/702cc781-fr. [11]

Walther, O. (2015), « Business, brokers and borders: The structure of West African trade networks », *The Journal of Development Studies*, vol. 51/5, pp. 603–620. [6]

Walther, O. et al. (2021), « Introducing the Spatial Conflict Dynamics indicator of political violence », *Terrorism and Political Violence*, pp. 1-20, https://doi.org/10.1080/09546553.2021.1957846. [55]

Walther, O. et D. Retaillé (2021), « Mapping the Sahelian space », dans Villalón, L. (dir. pub.), *The Oxford Handbook of the African Sahel*, Oxford University Press, Oxford, pp. 15–34. [16]

Watts, M. (2004), « Resource curse? Governmentality, oil and power in the Niger Delta, Nigeria », *Geopolitics*, vol. 9/1, pp. 50–80. [60]

Williams, P. (2016), *War and Conflict in Africa*, John Wiley & Sons, Hoboken, New Jersey. [35]

Chapitre 3

Cartographier les violences urbaines et rurales en Afrique du Nord et de l'Ouest

Ce chapitre décrit les méthodes utilisées pour analyser la prévalence des violences politiques dans les zones urbaines et rurales, la fluctuation de l'intensité des violences entre les villes et leur *hinterland*, et les caractéristiques géographiques de la violence en Afrique du Nord et de l'Ouest. Les liens spatiaux et temporels entre villes et violences sont étudiés à partir des données de densité de population de *WorldPop*, qui regroupe des statistiques démographiques mondiales maillées permettant une analyse longitudinale depuis 2000. Le rapport s'appuie sur la définition du degré d'urbanisation des Nations Unies, qui distingue trois catégories de peuplement, facilitant les comparaisons transnationales. La combinaison de ces données démographiques avec celles sur les conflits du projet *Armed Conflict Location & Event Data* (ACLED) permet de catégoriser les violences comme urbaines, semi-urbaines ou rurales, et évalue leur distance avec la zone urbaine la plus proche. Le rapport utilise l'indicateur des dynamiques spatiales des conflits (*Spatial Conflict Dynamics Indicator*, SCDi) développée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) pour identifier les principaux foyers de violence de la région. Une analyse qualitative de dix études de cas confrontées à des niveaux élevés de violence depuis 2010 complète ces résultats et identifie les racines locales des conflits urbains et ruraux.

MESSAGES CLÉS

- **Ce rapport combine des données sur les populations et les conflits afin d'étudier les liens entre violences politiques et zones urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 2000.**
- **La définition du degré d'urbanisation adoptée par les Nations Unies est utilisée pour catégoriser les événements violents comme urbains, semi-urbains ou ruraux.**
- **Une analyse qualitative de dix études de cas particulièrement touchées par les violences politiques depuis 2010 est menée pour identifier les racines locales des conflits urbains et ruraux de la région.**

COMMENT ÉVALUER L'URBANITÉ DE LA VIOLENCE ?

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les conflits sont rarement limités à une région ou à un pays.[1] Ils tendent à se propager et à se déplacer de manière opportuniste, au gré des affrontements pour le contrôle de lieux stratégiques, de routes et de ressources localisées. L'étude de ces mobilités est essentielle pour déterminer comment et où les conflits armés apparaissent, se développent et s'achèvent. Ce rapport y contribue en se concentrant sur l'urbanité des violences. Il étudie si les conflits touchent principalement les zones urbaines ou rurales, comment l'intensité de la violence évolue entre ces régions, et quelles sont les zones urbaines les plus violentes (Tableau 3.1).

Il s'agit de déterminer si les événements violents et les décès observés depuis 2000 sont localisés principalement dans les villes ou dans

Tableau 3.1
Questions, approches et outils pour l'étude des violences urbaines

Questions	Approches	Outils
1. Les zones urbaines sont-elles plus violentes que les zones rurales ?	Évaluation du nombre relatif d'événements violents et de décès en fonction de la distance aux zones urbaines	Distance entre chaque événement violent et la cellule urbaine la plus proche
2. L'intensité de la violence dans les zones urbaines a-t-elle évolué au fil du temps ?	Examen de l'évolution de la proportion d'événements violents et de décès en fonction de la distance qui les sépare des zones urbaines	Distance entre chaque événement violent et la cellule urbaine la plus proche
3. Certaines zones urbaines sont-elles plus violentes que d'autres ?	Identification des principaux foyers de violence et contextualisation des liens entre villes et conflits	SCDi et analyse qualitative d'une sélection de zones urbaines

leur hinterland. En d'autres termes, les violences politiques sont-elles plus urbaines ou rurales ? Cette question est essentielle compte tenu de l'urbanisation croissante. Le rapport étudie ensuite si les violences politiques tendent à se concentrer dans les zones urbaines depuis le début des années 2000. Les zones urbaines sont-elles plus violentes que les zones rurales ? Enfin, les liens entre villes et insurrections sont examinés au travers des facteurs locaux sous-tendant les violences au niveau urbain ou rural. Pourquoi certaines zones urbaines sont-elles plus violentes ?

Les approches conceptuelles et les outils utilisés pour mesurer l'intensité de la violence dans les zones urbaines et rurales, leurs variations temporelles et leurs caractéristiques spatiales s'appuient sur des travaux sur la géographie de la violence dans la région (OCDE/CSAO, 2020[1] ; Radil et al., 2022[2] ; Walther et al., 2021[3]). Afin de déterminer la nature urbaine ou non des violences, le rapport évalue le nombre relatif d'événements violents et de décès en fonction de la distance qui les sépare des zones urbaines (question 1). Si la violence est un phénomène principalement urbain, la concentration des activités violentes sera alors la plus forte dans les centres urbains ou à proximité de ceux-ci, et diminuera rapidement à mesure que l'on s'en éloigne.

Une approche similaire détermine si les violences deviennent plus urbaines au fil du temps. On étudie ainsi l'évolution de la proportion d'événements violents et de décès en fonction de la distance qui les sépare des zones urbaines (question 2). Si les violences se concentrent de plus en plus dans les zones urbaines, une augmentation de la proportion d'événements violents et de décès devrait s'observer dans ou à proximité de ces zones. Enfin, le rapport utilise le SCDi pour identifier les principaux foyers de violence urbaine, et propose une analyse qualitative des facteurs locaux susceptibles d'expliquer le développement de la violence dans certaines zones urbaines (question 3).

Une approche régionale et locale des villes et des conflits

Les dynamiques spatiales de la violence urbaine sont étudiées dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Libye, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Tchad, Togo et Tunisie (Carte 3.1). Cette approche voit dans les « rives » nord et sud du Sahara deux théâtres de conflits interdépendants pour les États et les organisations non étatiques. Elle englobe également deux des principales concentrations spatiales d'agglomérations urbaines du continent : l'une en Afrique du Nord, s'étendant le long des côtes méditerranéenne et atlantique; l'autre en Afrique de l'Ouest, le long du golfe de Guinée (OCDE/CSAO, 2020[1]).

Une analyse qualitative complète cette approche régionale. Elle porte sur dix études de cas ayant enregistré un nombre élevé de décès dans le Sahel central, la région du lac Tchad

Carte 3.1

Régions, pays et villes étudiées

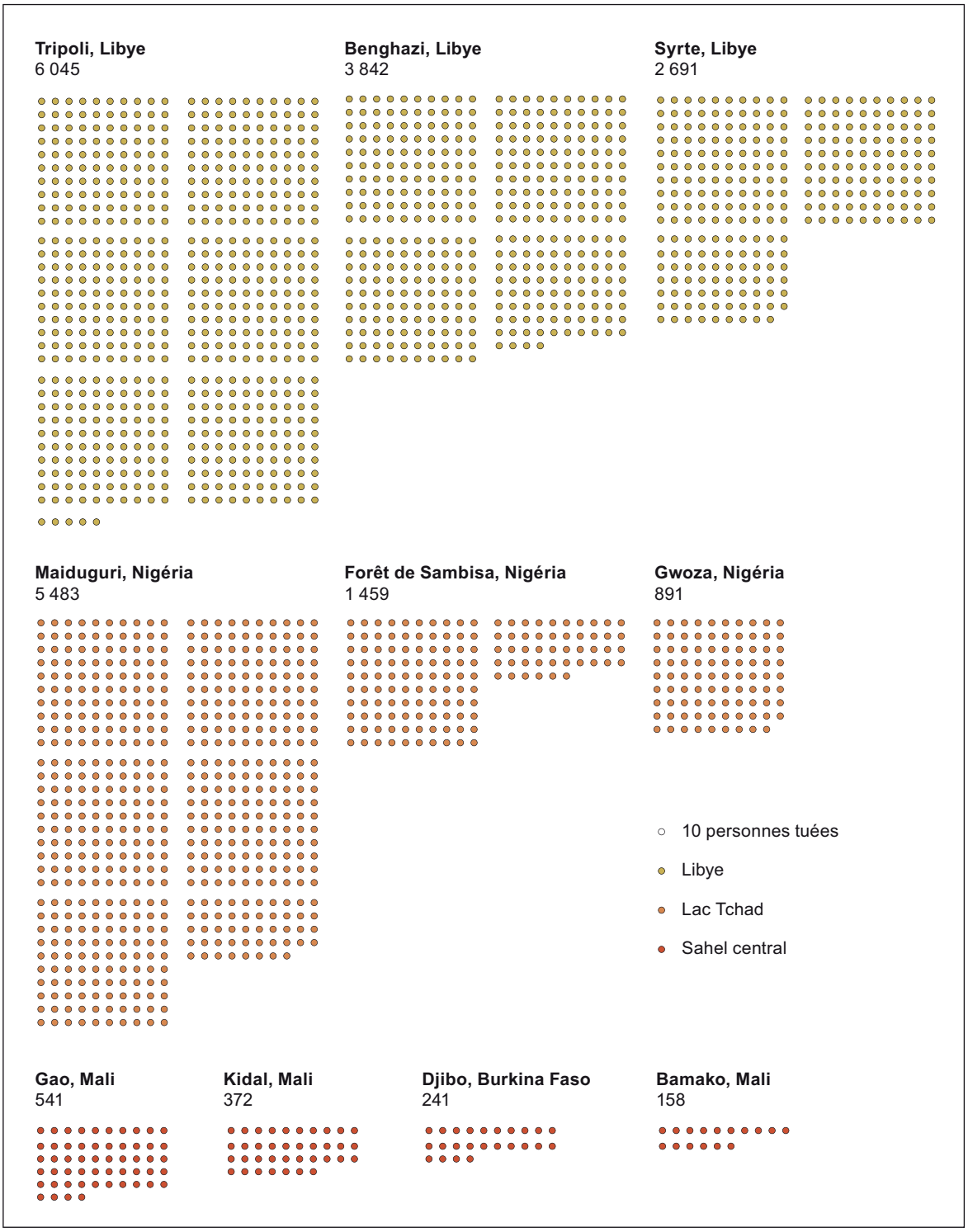


et en Libye, soit les trois principaux épicentres de conflits de cette dernière décennie (Graphique 3.1). Dans le Sahel central, l'étude se concentre sur les villes de Djibo, Gao et Kidal, où les victimes du conflit entre les gouvernements malien et burkinabé et les organisations extrémistes violentes sont particulièrement nombreuses, ainsi que sur Bamako. Dans la région du lac Tchad, trois zones particulièrement touchées par l'insurrection de Boko Haram depuis 2009 sont retenues : les villes nigérianes de Gwoza et Maiduguri, ainsi que la forêt de Sambisa, région rurale investie par Boko Haram et, plus récemment, par l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). En Afrique du Nord, l'analyse cible Benghazi, Syrte et Tripoli, trois grandes villes au cœur des première et deuxième guerres civiles libyennes en 2011 et 2014-20.

Le nombre d'habitants des agglomérations urbaines étudiées s'étend de 2.8 millions d'habitants à Bamako à moins de 35 000 à Kidal (Graphique 3.2). De manière générale, c'est dans les agglomérations occupant une place stratégique dans les conflits qu'est recensé le plus grand nombre de victimes, plutôt que dans les plus peuplées. La ville de Gwoza, au Nigéria, a par exemple été le théâtre de violents affrontements entre le gouvernement et Boko Haram, qui ont fait près de 900 morts au milieu des années 2010, alors qu'elle compte moins de 70 000 habitants. Au Sahara également, les villes sont en général petites et leur taille ne reflète qu'imparfaitement leur importance militaire. Quelque 372 victimes sont ainsi recensées à Kidal, l'un des centres politiques les plus importants du nord-est du Mali. De même, en Libye, les combats dans et autour de la ville de Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi, reflètent moins son poids démographique (moins de 60 000 habitants) que son rôle clé dans la première guerre civile.

Graphique 3.1

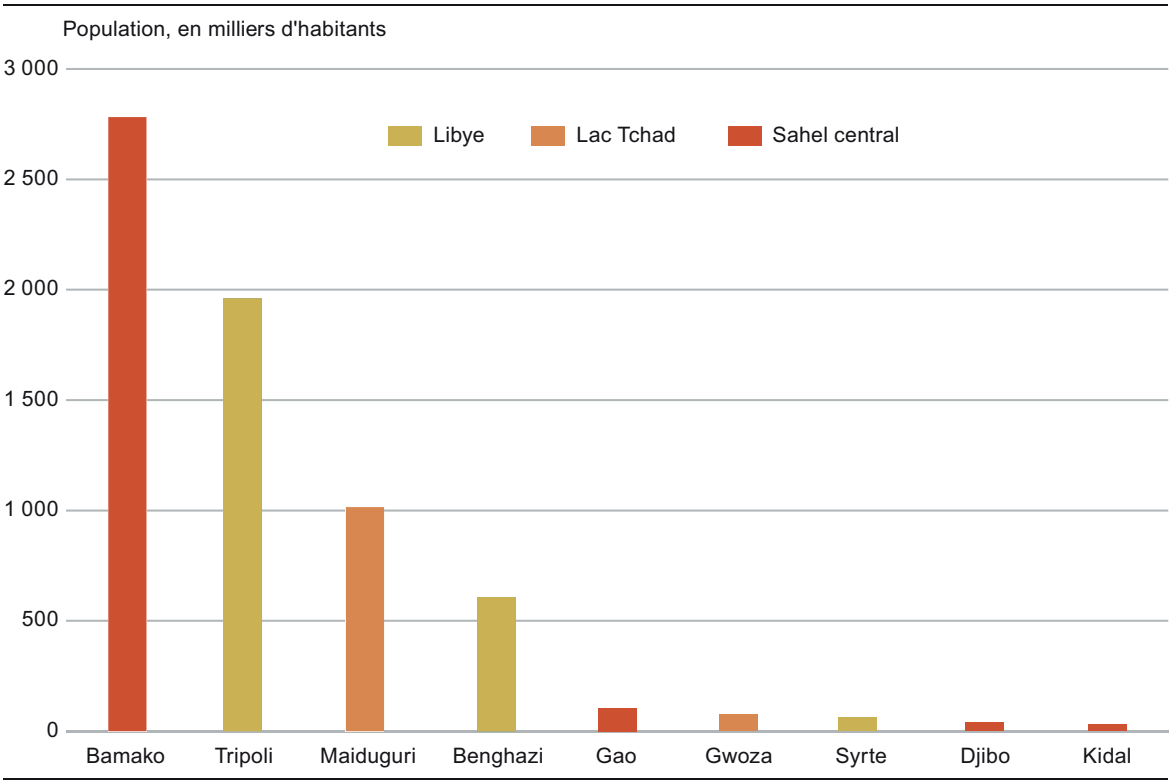
Nombre de décès par agglomération urbaine, 1997-2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[15]). Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022. Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Graphique 3.2

Population par agglomération urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015



Source : (OCDE/CSAO, 2020[5]), *Africapolis (base de données)*, www.africapolis.org.

Combinaison de données sur les populations et les conflits

Pour étudier les liens entre l'évolution démographique et les violences politiques, le rapport s'appuie sur *WorldPop* (2022[4]), un ensemble de données démographiques mondiales maillées considéré comme le plus performant en matière de précision spatiale et de taux estimatif d'erreurs (Yin et al., 2021[5]). Cette base rend compte des densités de population résidente depuis 2000.

La plupart des bases de données démographiques mondiales convertissent les informations des recensements nationaux en estimations démographiques maillées, mais leurs sources, leurs définitions de l'habitat et des tailles de zone ou de cellule sont différentes. *WorldPop* est ici utilisé au lieu d'*Africapolis*, *LandScan* ou *Global Human Settlement Layer* (GHSL), car : i) il offre un niveau de résolution spatiale élevé ; ii) il est le plus complet pour une analyse transnationale et longitudinale ; et iii) il est le plus actualisé (Encadré 3.1 et Tableau 3.2).

WorldPop quadrille l'Afrique du Nord et de l'Ouest en cellules de 1 km sur 1 km afin d'estimer le nombre de personnes y résidant chaque année. Cependant, *WorldPop* n'identifie pas les villes ou les zones urbaines individuelles, contrairement à *Africapolis*. Il s'agit toutefois de la meilleure combinaison en matière de résolution spatiale, de couverture longitudinale et de performance des estimations.

Afin de catégoriser les données de densité de *WorldPop* sur le plan démographique, cette étude adopte la définition du degré d'urbanisation récemment établie par la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies (ONU) (ONU, 2020[10] ; Dijkstra et al., 2021[9]). Celle-ci se base sur la densité de population par km^2, soit la même unité que les cellules générées par *WorldPop*, évitant ainsi tout géotraitement supplémentaire susceptible

Encadré 3.1

Comparaison de *WorldPop, Africapolis,* GHSL et *LandScan*

Produit par le CSAO/OCDE, *Africapolis* repose sur une approche spatiale et applique un critère physique (une zone bâtie en continu), ainsi qu'un critère démographique (plus de 10 000 habitants) pour définir une agglomération urbaine. Une unité urbaine est définie en combinant des images satellitaires et aériennes, des données démographiques officielles, telles que des recensements, et d'autres sources cartographiques. Les estimations de population de l'Afrique du Nord et de l'Ouest ne sont disponibles que pour 2015, ce qui rend impossible toute analyse longitudinale (OECD/CSAO, 2016[6] ; 2020[1]). La mise à jour 2020 devrait être disponible en 2023.

Le GHSL combine quant à lui des données de recensement de population avec des images satellitaires de l'occupation des sols pour calculer la densité de population résidente dans des cellules maillées de 1 km sur 1 km (Commission européenne, 2022[7]). Il impose un seuil de 50 000 habitants pour la définition des centres urbains, chiffre peu adapté au continent africain, où 92 % des agglomérations urbaines comptent moins de 100 000 habitants en 2015 (OCDE/CSAO, 2020[1]). La disponibilité des données est par ailleurs limitée à quatre années (1975, 1990, 2000, 2015), rendant l'analyse longitudinale moins précise qu'avec *WorldPop.*

Comme *WorldPop*, *LandScan* (Oak Ridge National Laboratory, 2022[8]) est une base de données démographiques maillées sur un quadrillage de 1 km sur 1 km. *LandScan* fournit toutefois une estimation de la population « ambiante », c'est-à-dire une moyenne sur 24 heures de la localisation des habitants selon leurs schémas de navettage. Ces deux bases mettent en évidence des tendances similaires concernant l'urbanisation de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. L'approche axée sur la population ambiante adoptée par *LandScan* présente néanmoins l'inconvénient de réduire « le nombre et la taille des villes, en particulier dans les pays à faible revenu » (Dijkstra et al., 2021, p. 15[9]), préjudiciable à ces travaux.

Tableau 3.2

Comparaison de quatre bases de données démographiques pour les zones urbaines en Afrique

Ensemble de données démographiques	Source de données	Temporalité	Définition d'une zone urbaine	Taille de la cellule maillée
Africapolis	Recensements des populations et empreintes spatiales (satellites)	1950-2015 (population), 2008, 2015 (périmètre des agglomérations)	Minimum de 10 000 personnes dans une zone bâtie avec moins de 200 m de distance entre les bâtiments	N/D
Global Human Settlement Layer (GHSL)	Cellules maillées et recensement des populations	1975, 1990, 2000, 2015	1 500 habitants/km2 ou 50 % de la superficie terrestre bâtie et cellules maillées contiguës dont la population totale minimale est supérieure à 50 000 habitants	1 km
LandScan	Données spatiales, imagerie haute résolution et modélisation asymétrique multi-variable pour la désagrégation des données de recensement	2000-21	N/D (fonction du contexte)	1 km
WorldPop	Méthodes basées sur l'occupation des sols et recensements nationaux	2000-20	Étendue urbaine (zone urbaine morphologique [MUA])	1 km

Tableau 3.3

Densités de population et catégories démographiques

Densité de population par km²	Catégorie
≥ 1 500	Urbain
300-1 499	Semi-urbain
≤ 299	Rural

Sources : (Dijkstra et al., 2021[11]), « Applying the Degree of Urbanisation to the globe: A new harmonised definition reveals a different picture of global urbanization ; (ONU, 2020[12]), *Exécution du Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020 et méthode de délimitation des villes et des zones urbaines et rurales à des fins de comparaison internationale : Rapport du Secrétaire général.*

d'introduire des erreurs. D'après la définition retenue, les cellules de 1 500 habitants ou plus par km² sont considérées comme urbaines, celles de 300 à 1 499 habitants, comme semi-urbaines, et celles de moins de 300 habitants, comme rurales (Tableau 3.3). Les estimations de *WorldPop* pour 2020 sont représentées dans la Carte 3.2, qui applique le critère de degré d'urbanisation de l'ONU décrit ci-dessus.

L'étude de la géographie de la violence politique s'appuie sur le projet ACLED, qui fournit des données géoréférencées désagrégées sur les événements violents depuis 1997 (Raleigh et al., 2010). Se basant sur des travaux antérieurs de l'OCDE/CSAO (2020[11] ; 2021[12] ; 2022[13]) sur la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, elle identifie huit catégories d'acteurs en fonction de leur structure et de leurs objectifs communautaires, ethniques ou politiques et, si possible, de leur « dimension spatiale et leurs rapports avec les populations locales » (ACLED, 2019, p. 19[14], voir le Tableau 3.4). Ces acteurs peuvent être des organisations formelles impliquées dans des activités violentes, des groupes informels ou des non-combattants. Les organisations formelles comprennent les « forces étatiques », définies comme des acteurs collectifs exerçant *de facto* la souveraineté de l'État sur un territoire donné, tels que les forces militaires et les forces de police de la région. Autre type d'organisation formelle, les « groupes rebelles » dont l'objectif consiste à renverser un État ou à en faire sécession. Les factions ou groupes dissidents se formant à partir d'un groupe rebelle sont recensés comme autant d'acteurs distincts. Les groupes informels sont eux définis sur la base de leurs caractéristiques sociales, ethniques ou régionales, à l'instar des « milices ethniques peul ».

ACLED distingue deux types de milices : celles s'organisant autour d'un motif identitaire et celles poursuivant des objectifs politiques. Les « milices identitaires » sont des groupes hétérogènes de militants structurés autour d'une appartenance ethnique, d'une religion, d'une région, d'une communauté et de moyens de subsistance. Elles portent souvent le nom de la localité ou de la région où elles opèrent, comme la milice communale de Benue, au Nigéria, par exemple. Les « milices politiques » sont quant à elles des organisations dont l'objectif est d'influer sur la gouvernance, la sécurité et la politique d'un État donné par des moyens violents, à l'instar du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) au Mali. Contrairement aux groupes rebelles, les milices politiques « ne cherchent pas l'élimination d'une autorité nationale, mais sont généralement soutenues ou armées par une élite politique alliée, et œuvrent à la réalisation d'un objectif fixé par cette élite ou des mouvements politiques de plus grande envergure » (ACLED, 2019, p. 22[14]).

ACLED identifie plusieurs catégories d'acteurs civils : les « émeutiers », individus ou groupes d'individus non armés se livrant à des violences désorganisées contre des civils, des forces gouvernementales ou d'autres groupes armés lors de manifestations ; les « manifestants », individus non armés prenant part à une manifestation publique de façon pacifique ; et les « civils », individus non armés et non organisés, victimes d'événements violents, dont le recensement se fait par pays d'origine. Les « forces

Carte 3.2

Densités de population en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020



Note : Selon la définition du degré d'urbanisation établie par l'ONU, les densités de population égales ou supérieures à 1 500 habitants/km² relèvent de la catégorie « zone urbaine ».

Source : Auteurs, à partir des données *WorldPop*.

extérieures » ou « autres forces » comprennent quant à elles les organisations internationales, forces militaires étrangères, sociétés de sécurité privées et mercenaires indépendants prenant part à des événements violents. Il est important de noter que la base de données ACLED ne précise pas qui est l'auteur ou la victime des attaques, à l'exception des civils, non armés par définition et ne pouvant donc pas commettre de violences politiques.

L'analyse se concentre sur trois types d'événements violents représentatifs des conflits armés de la région : les combats entre groupes armés et/ou forces étatiques ; les explosions et les violences perpétrées à distance ; et les violences contre les civils non armés. Les actions non violentes telles que les déploiements stratégiques ne sont pas prises en compte.

- Un combat est défini comme « une interaction violente survenant à un moment et en un lieu donnés entre deux groupes armés politiquement organisés » (ACLED, 2019, p. 7[14]). Les combats peuvent se produire entre n'importe quels acteurs étatiques et non étatiques ; ils

Tableau 3.4

Acteurs impliqués dans des violences en Afrique du Nord et de l'Ouest par catégorie, 1997-2022

Catégorie d'acteurs	Nombre	Exemples
Forces étatiques	924	Forces militaires du Niger
Rebelles	154	Ansar Dine
Milices politiques	558	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA)
Milices identitaires	1 972	Milice communale de Benue (Nigéria)
Émeutiers et manifestants	11	Émeutiers (Sénégal)
Civils	1 044	Civils (Cameroun)
Forces extérieures	143	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA)
Autres et inconnu	13	Nigeria Petroleum Development Company
Total	**4 453**	

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[15]). Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022. Les données d'ACLED sont accessibles au public.

impliquent au moins deux acteurs armés et organisés. Cette catégorie se subdivise en trois sous-catégories, selon que les acteurs non étatiques ou les forces gouvernementales prennent un territoire, ou qu'aucun changement territorial ne s'opère. Les combats ont fait près de 100 000 morts dans la région entre janvier 1997 et juin 2022, lors d'un peu moins de 21 500 événements violents. Neuf décès sur dix résultent d'affrontements armés. Les combats sont le type d'événement violent le plus meurtrier, avec 4.6 personnes tuées par événement, bilan atteignant 5.4 victimes pour les prises de territoire par des acteurs non étatiques.

- Les explosions et les violences perpétrées à distance sont « des événements violents unilatéraux lors desquels le moyen employé pour livrer le conflit engendre une asymétrie en privant la cible de la possibilité de réagir » (ACLED, 2019, p. 9[14]). Elles peuvent être perpétrées à l'aide de bombes, de grenades, d'engins explosifs improvisés (EEI), de tirs d'artillerie ou de bombardements, d'attaques au missile, de tirs de mitrailleuse lourde, de frappes aériennes ou de drones, ou encore d'armes chimiques. Elles ont entraîné la mort de plus de 27 000 personnes depuis 1997, lors de plus de 8 000 incidents. Elles font en moyenne 3.3 victimes par événement, bilan atteignant même 9.6 victimes pour les attentats-suicides, sous-catégorie d'événement la plus meurtrière recensée dans la base de données.
- Les violences contre les civils renvoient enfin à « des événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément des violences à des non-combattants non armés. Les auteurs peuvent en être les forces étatiques et leurs alliés, des rebelles, des milices ou des forces étrangères/autres » (ACLED, 2019, p. 11[14]). Ce type de violences représente 42 % des événements violents et 35 % des décès recensés en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 1997. La grande majorité des 68 000 décès de civils et plus de 21 000 incidents observés résultent d'attaques directes. En moyenne, 3.2 civils sont tués par événement violent (3.6 en Afrique du Nord et 3.2 en Afrique de l'Ouest).

ACLED couvre également les manifestations et les émeutes, mais celles-ci sont fortement urbanisées et représentent un type de processus politique différent de celui des conflits armés. C'est pourquoi elles ne sont pas incluses dans cette étude, malgré leur impact sécuritaire sur de nombreuses villes, comme à Kaduna dans le nord du Nigéria (Encadré 3.2). Les données retenues couvrent 50 822 événements

Encadré 3.2

Conflits interreligieux à Kaduna, Nigéria

La ville de Kaduna, dans le nord du Nigéria, est de façon récurrente le théâtre de conflits interreligieux résultant de tensions liées à la terre, aux fonctions politiques, à la distribution des rentes pétrolières et à l'héritage des politiques coloniales ayant contribué à un traitement différencié et une administration inégale.

Dans le contexte politique tendu de la ville, les affrontements interreligieux éclatent facilement. En 2000, les « émeutes de la charia » furent ainsi déclenchées par des manifestations chrétiennes contre l'introduction d'une version de la loi religieuse dans l'État de Kaduna, s'inscrivant elle-même dans une campagne plus vaste de « charianisation » menée depuis 1999 dans les États du nord du Nigéria. Les violences contre les manifestants amorcèrent un cycle de violences et de représailles dans la ville et au-delà. Deux ans plus tard, des « émeutes anti-Miss Monde » éclatèrent à la suite d'une plaisanterie d'un commentateur d'un journal nigérian sur le prophète Mahomet ; des manifestants et des provocateurs musulmans auraient alors attaqué des chrétiens à Kaduna, entamant ainsi un nouveau cycle de représailles.

Ces deux incidents sont les plus violents qu'ait connu la ville de Kaduna au cours de la période 1997-2021, faisant respectivement 1 255 morts en 2000 et 250 en 2002, d'après ACLED (2022[15]). Les émeutes de 2000 et l'impunité qui s'ensuit ont laissé des griefs persistants à Kaduna, et ce, dans les deux camps. Après le retour à un régime civil en 1999, les populations s'attendaient à ce que, comme pour la présidence nationale, le gouvernorat de Kaduna fasse l'objet d'une rotation entre musulmans et chrétiens, avec un gouverneur issu de l'une de ces deux communautés, le gouverneur adjoint de l'autre. Ce principe de rotation a tourné court à Kaduna, notamment lorsque le gouverneur musulman Nasir El-Rufai a choisi un homme de sa confession comme colistier pour sa campagne de réélection en 2019. En 2011, la réélection du président, Goodluck Jonathan, chrétien du sud, a déclenché des émeutes dans les villes du nord, se soldant parfois par des pogroms anti-chrétiens. Certaines des pires violences, avec environ 180 personnes tuées, ont eu lieu à Kaduna et Zaria, autre ville de cet État. En 2012, un attentat à la bombe commis par Boko Haram à Kaduna a provoqué des attaques de représailles des chrétiens contre les musulmans, et inversement.

Source : Alexander Thurston, pour cette publication.

violents et 192 971 décès entre le 1er janvier 1997 et le 30 juin 2022 (Tableau 3.5). Les données démographiques de *WorldPop* n'étant disponibles que depuis 2000, l'analyse des liens entre villes et conflits se limite à la période allant du 1er janvier 2000 au 30 juin 2022, au cours de laquelle 180 554 personnes sont tuées lors de 47 952 incidents.

Les liens entre population et conflits sont analysés avec un système d'information géographique mettant en correspondance des localisations d'événements violents avec les densités de population annuelles. Pour chaque année, l'étude détermine la densité de population de chacun des lieux, catégorise chaque événement violent comme urbain, semi-urbain ou rural, et calcule leur distance avec la cellule urbaine la plus proche. Ces données annuelles sur les événements violents sont ensuite utilisées pour calculer : i) la densité de population du lieu où l'événement violent s'est produit, exprimée en nombre de personnes par km^2 ; ii) la catégorisation de cet événement comme urbain, semi-urbain ou rural ; et iii) la proximité de cet événement par rapport à une zone urbaine, exprimée en km (Graphique 3.3).

Tableau 3.5

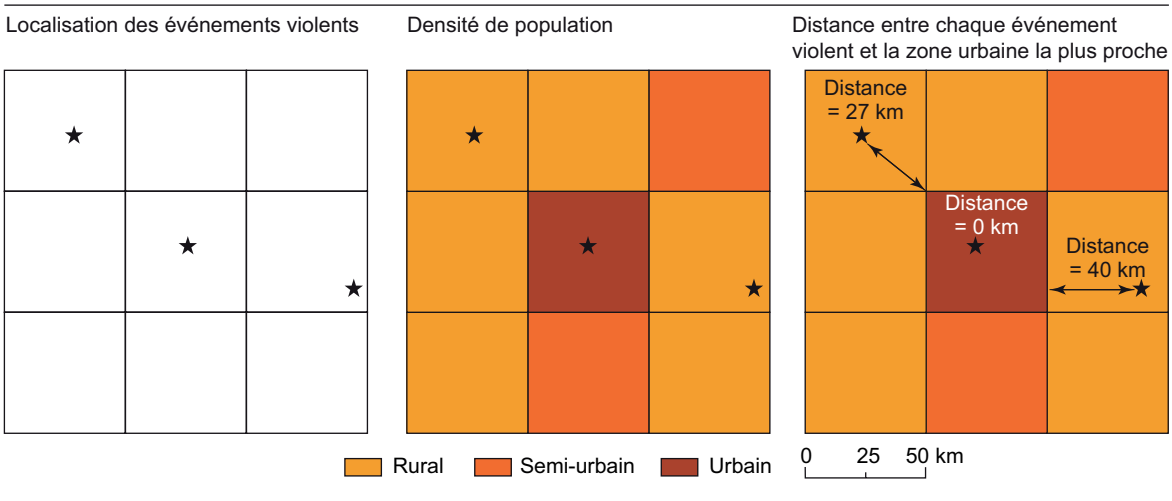
Nombre d'incidents et de décès par type d'événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2022

Type d'événements violents	Sous-catégorie d'événements	Nombre d'incidents	Nombre de décès
Combats		21 374	97 492
	Affrontement armé	19 535	87 974
	Reprise d'un territoire par le gouvernement	981	4 876
	Prise de territoire par un acteur non étatique	858	4 642
Explosions/violences perpétrées à distance		8 314	27 372
	Frappe aérienne/de drone	3 031	11 600
	Grenade	70	70
	Explosif à distance/mine terrestre/ engin explosif improvisé	3 036	8 884
	Bombardement/tir d'artillerie/attaque au missile	1 655	1 782
	Attentat-suicide à la bombe	522	5 036
Violences contre les civils		21 134	68 107
	Enlèvement/disparition forcée	3 876	0
	Attaque	17 007	67 146
	Violence sexuelle	251	961
Total		**50 822**	**192 971**

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[15]). Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022. Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Graphique 3.3

Mesurer la distance entre événements violents et zones urbaines



CARTOGRAPHIER L'ÉVOLUTION DES DYNAMIQUES DE CONFLIT

Le rapport s'appuie sur le SCDi, qui rend compte de l'évolution de la géographie de la violence dans l'espace et le temps (Walther et al., 2021[3]). Cet indicateur mesure deux propriétés spatiales de la violence, liées mais distinctes : l'intensité des conflits dans une région et la distribution géographique des zones de conflit. Le SCDi a déjà été appliqué à l'Afrique du Nord et de l'Ouest (OCDE/CSAO, 2020[11] ; 2021[12] ; 2022[13]) sur la base d'un quadrillage uniforme de cellules de 50 km x 50 km. Il est calculé année par année pour chaque cellule depuis 1997 et peut être consulté sur la plateforme « Cartographier les transformations territoriales en Afrique » (CARTA) hébergée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)/OCDE.[2]

Mesurer l'intensité de la violence

La première propriété spatiale mesurée par le SCDi, l'intensité des conflits (IC), identifie le nombre total d'événements violents survenus dans une zone donnée (cellule de 50 km x 50 km du quadrillage susmentionné) pendant une durée donnée (par exemple une année). Ce nombre est ensuite divisé par la superficie de la zone afin de permettre des comparaisons régionales. Le score IC ainsi obtenu a une valeur minimale de 0 en l'absence d'événements violents dans une zone donnée au cours d'une année donnée, et n'a pas de valeur maximale. Plus le score IC augmente, plus l'intensité spatiale de la violence est forte dans la zone étudiée (Graphique 3.4).

En raison du maillage de 50 km x 50 km, la plupart des zones obtiennent un score IC de 0, qui correspond à l'absence d'événements violents. Certaines présentent toutefois un score plus élevé. Outre le calcul du score IC brut de chaque zone, le SCDi caractérise également l'intensité des conflits selon qu'elle est plus élevée ou plus faible que prévu. La valeur prévue de l'indice est appelée « moyenne générationnelle » de l'IC car elle correspond à la moyenne de l'intensité des conflits sur 20 ans, entre 1997 et 2016. Cette moyenne générationnelle est de 0.0017 événement violent par km^2, soit 4 événements violents par cellule de 50 km x 50 km. Dans ce rapport, une zone est donc considérée de forte intensité de violence si 4 événements violents ou plus s'y produisent au cours d'une année donnée, et de faible intensité dans le cas contraire.

Mesurer la concentration des violences

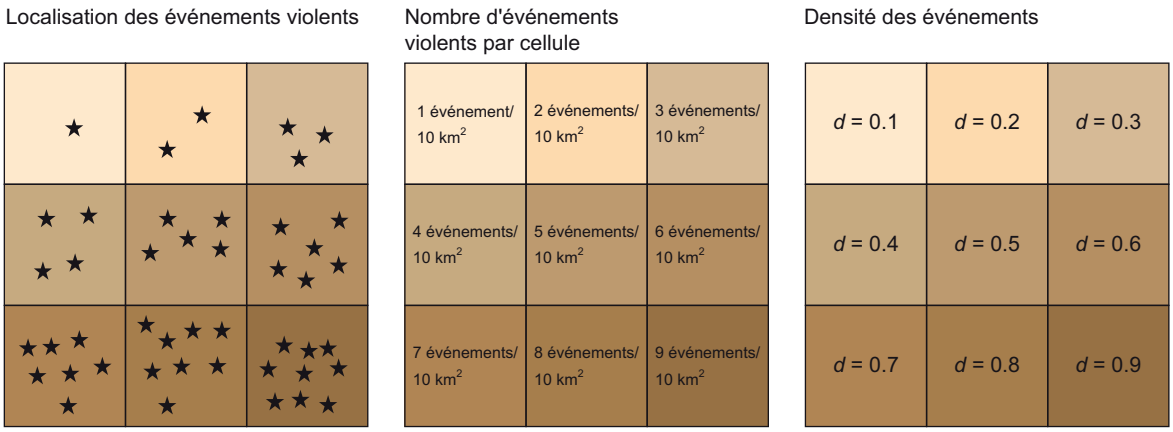
La deuxième propriété spatiale mesurée par le SCDi, la concentration des conflits (CC), détermine la distribution géographique des lieux de conflit les uns par rapport aux autres au sein d'une zone donnée. Elle se calcule en divisant la distance moyenne observée entre les événements violents d'une zone donnée au cours d'une année donnée par la distance moyenne escomptée si la distribution des événements violents de cette même zone était aléatoire. Comme l'illustre le Graphique 3.5, la distribution spatiale des événements violents les uns par rapport aux autres est une variable différente de leur intensité : le nombre d'événements violents peut ainsi être identique dans deux zones, mais leurs distributions spatiales tout à fait différentes.

La mesure de la concentration des conflits, comme celle de leur intensité, a une valeur minimale de 0 et n'a pas de valeur maximale théorique. Un score CC de 0 correspond à la survenue d'une série d'événements violents au même endroit, soit un cas de concentration géographique extrême. Un score CC de 1 indique quant à lui une distribution aléatoire des événements violents, ne permettant donc la détection d'aucune tendance de localisation. Un score CC supérieur à 1 signale enfin une dispersion des événements violents, plus éloignés les uns des autres que si leur distribution était le simple fait du hasard. Comme l'illustre le Graphique 3.6, des scores CC inférieurs à 1 dénotent la concentration des événements violents, tandis que des scores CC supérieurs signalent leur dispersion.

Le ratio de la distance moyenne au plus proche voisin permet de déterminer si la distribution spatiale des événements violents est concentrée ou dispersée. Il est calculé en divisant la distance moyenne observée entre les événements violents d'une zone donnée par la distance moyenne escomptée entre eux si leur distribution

Graphique 3.4

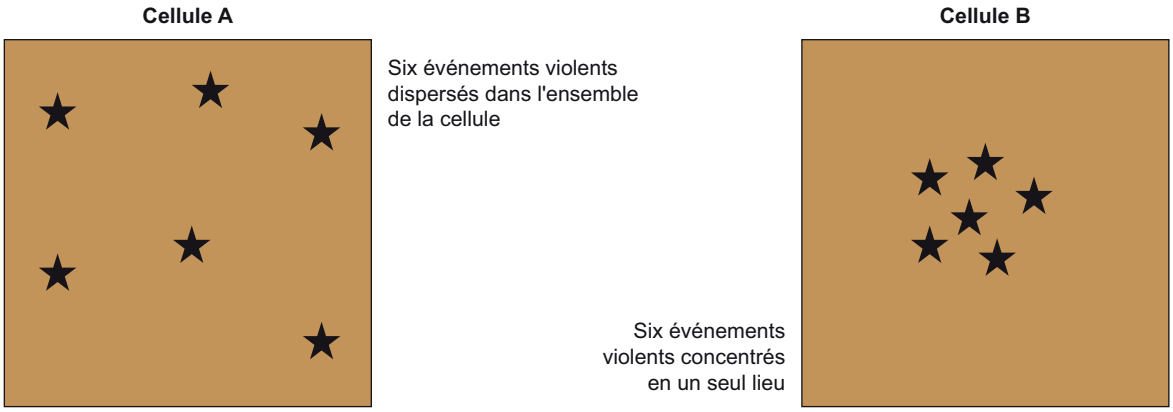
Densité des événements violents



Source : (OCDE/CSAO, 2020[13]), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr.

Graphique 3.5

Événements violents avec une densité identique, mais des distributions spatiales différentes



Source : (OCDE/CSAO, 2020[13]), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr.

était aléatoire (ESRI, 2019[16]). Des ratios inférieurs à 1 dénotent la concentration des événements violents, tandis que des ratios supérieurs signalent leur dispersion. À titre d'exemple, la distribution spatiale des événements violents de la partie gauche du Graphique 3.6 est concentrée par rapport à une distribution aléatoire du même nombre d'événements (ratio de 0.5), tandis que celle de la partie droite est dispersée (ratio de 1.5).

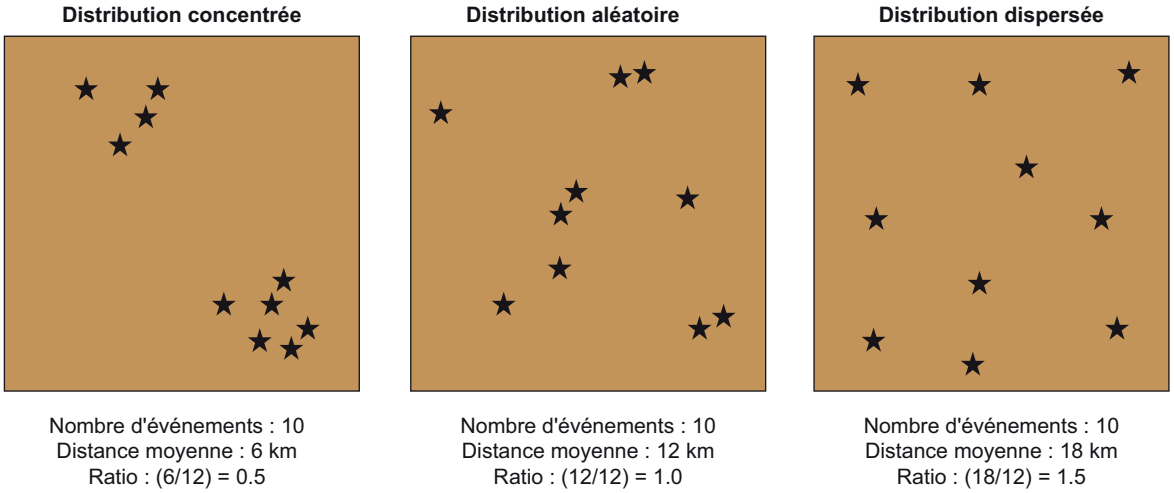
Typologie et cycle de vie des conflits

Grâce à la combinaison de ces mesures d'intensité et de distribution spatiale, le SCDi identifie quatre types de conflits, selon que les événements violents sont dispersés ou concentrés, et de forte ou faible intensité (Graphique 3.7).

- Le type 1 est caractéristique des zones où les événements violents sont d'intensité supérieure à la moyenne et concentrés spatialement ; dynamique témoignant d'une intensification de la violence au niveau local.
- Le type 2 est caractéristique des zones où les événements violents sont d'intensité supérieure à la moyenne et dispersés spatialement ; dynamique témoignant d'une accélération de la violence.
- Le type 3 s'applique aux zones où les événements violents sont moins nombreux et où

Graphique 3.6

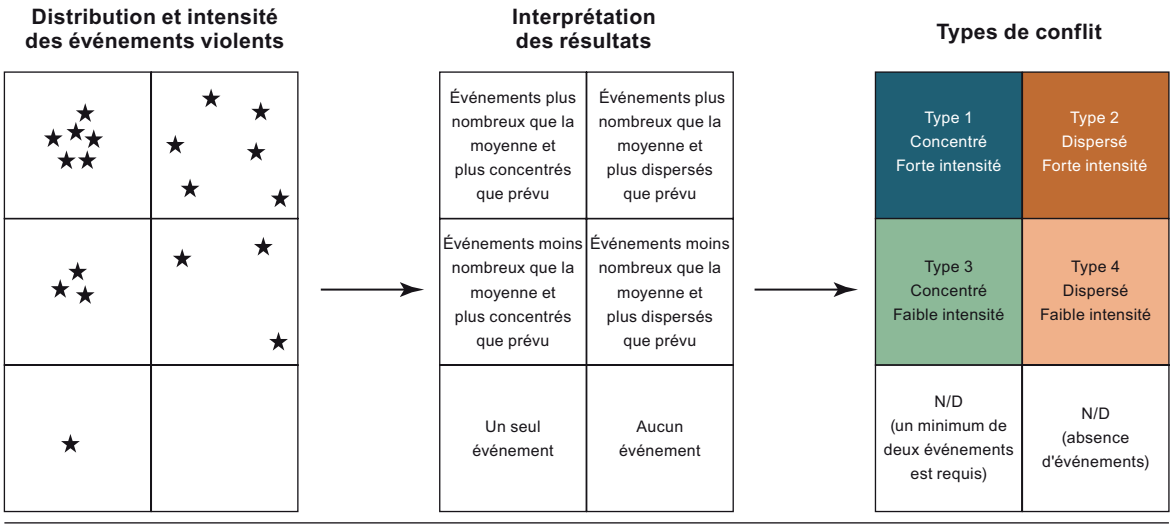
Distribution spatiale des événements violents, mesurée par le ratio de la distance moyenne au plus proche voisin



Source : (OCDE/CSAO, 2020[13]), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr.

Graphique 3.7

Combinaison des mesures d'intensité et de distribution spatiale des événements violents pour l'identification des types de conflits



la plupart se déroulent à proximité les uns des autres ; dynamique pouvant dénoter une diminution du nombre de groupes violents.

- Le type 4, qui associe intensité des événements violents inférieure à la moyenne et distribution spatiale dispersée, témoigne de l'enlisement d'un conflit. Cette dynamique peut signaler l'extrême mobilité des belligérants ou l'absence d'opposition tenace sur un territoire donné.

Ces quatre configurations correspondent à autant d'étapes distinctes dans le cycle de vie des conflits (Walther et al., 2021[3]).

Bien que les débuts et fins de conflits puissent relever de tous les types identifiés par le SCDi, les types 3 et 4 (distribution spatiale dispersée) sont

les plus répandus en début ou fin de séquence de violences dans une sous-zone. Les conflits dispersés sont en outre moins susceptibles de persister dans le temps que les conflits concentrés, et tendent à disparaître rapidement. Les zones présentant ces typologies spatiales sont donc plutôt proches du début ou de la fin d'un épisode de conflit. Les conflits s'achèvent par ailleurs le plus souvent en passant d'un épisode de type 2 (concentré/faible intensité) à l'absence de violences l'année suivante (près de 60 % des cas), ce qui semble indiquer une concentration courante des violences même juste avant leur fin.

Ces quatre catégories permettent de mieux comprendre la dynamique du cycle de vie d'un conflit type. Il ne s'agit toutefois là que de tendances générales et toutes les localités ne présenteront pas toujours les mêmes cycles de vie entre les différentes catégories du SCDi. L'analyse des événements violents survenus dans la région depuis la fin des années 1990 fait néanmoins ressortir une trajectoire prédominante (Walther et al., 2021[3]). Les conflits émergents sont souvent synonymes de concentration d'événements violents (plus ou moins intenses), les conflits dispersés tendent à évoluer rapidement, les conflits concentrés/de forte intensité durent plus longtemps, et les violences prennent généralement fin sous forme de conflits concentrés/de faible intensité.

Notes

1 Cette section s'appuie sur Radil et al. (2022).

2 Disponible sur https://mapping-africa-transformations.org.

Références

ACLED (2022), *Armed Conflict Location & Event Data Project (base de données)*, https://acleddata.com. [6]

ACLED (2019), *Armed Conflict Location and Event Dataset (ACLED) Codebook*, https://acleddata.com. [7]

Commission européenne (2022), *Global Human Settlement Layer (GHSL)*, https://ghsl.jrc.ec.europa.eu/. [10]

Dijkstra, L. et al. (2021), « Applying the Degree of Urbanisation to the globe: A new harmonised definition reveals a different picture of global urbanisation », *Journal of Urban Economics*, vol. 125/C, p. 103 312. [8]

ESRI (2019), *How Average Nearest Neighbor works*, https://pro.arcgis.com/en/pro-app/tool-reference/spatialstatistics/h-how-average-nearest-neighbor-distance-spatial-st.htm. [9]

Oak Ridge National Laboratory (2022), *LandScan (base de données)*, Oak Ridge, Tennessee, https://landscan.ornl.gov/about. [11]

OCDE/CSAO (2022), *Frontières et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/325c4747-fr. [14]

OCDE/CSAO (2021), *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/80c03df7-fr. [15]

OCDE/CSAO (2020), *Africapolis (base de données)*, http://www.africapolis.org. [12]

OCDE/CSAO (2020), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en. [1]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [16]

OCDE/UNCEA/BAD (2022), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2022: Le rayonnement économique des villes africaines*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/aa4762cf-fr. [17]

OECD/CSAO (2016), *L'urbanisation des pays de l'Afrique de l'Ouest 1950–2010: Africapolis I, mise à jour 2015*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264252257-fr. [19]

ONU (2020), *Exécution du Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020 et méthode de délimitation des villes et des zones urbaines et rurales à des fins de comparaison internationale : Rapport du Secrétaire général*, Commission de statistique des Nations Unies, New York. [13]

Radil, S. et al. (2022), « Urban-rural geographies of political violence in North and West Africa », *SSRN 4171240*. [2]

Raleigh, C. et al. (2010), « Introducing ACLED: An Armed Conflict Location and Event Dataset », *Journal of Peace Research*, vol. 47/5, pp. 651–660, https://doi.org/10.1177/0022343310378914. [18]

Walther, O. et al. (2021), « Introducing the Spatial Conflict Dynamics indicator of political violence », *Terrorism and Political Violence*, pp. 1–20, http://doi.org/10.1080/09546553.2021.1957846. [3]

WorldPop (2022), *WorldPop (base des données)*, University of Southampton, https://www.worldpop.org. [4]

Yin, X. et al. (2021), « Which gridded population data product is better? Evidences from mainland Southeast Asia (MSEA) », *International Journal of Geo-Information*, vol. 10/10, 681, pp. 1-15. [5]

Chapitre 4

Évolution de la géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest

Ce chapitre examine l'évolution de la géographie des événements violents et des victimes en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 1990. S'appuyant sur les données du projet Armed Conflict Location & Event Data (ACLED), il met en lumière des niveaux sans précédent de violence en Afrique de l'Ouest, et une diminution des violences en Afrique du Nord depuis la fin de la deuxième guerre civile libyenne. En Afrique de l'Ouest, indicateur des dynamiques spatiales des conflits (*Spatial Conflict Dynamics indicator* [SCDi]) montre que 9 % de la région est actuellement en proie à des événements violents, contre 1 % seulement en 2009. Si les incidents restent concentrés et de forte intensité, la proportion de zones connaissant des formes plus diffuses de violence augmente, signe que les conflits se propagent à des territoires auparavant épargnés. Plusieurs zones de violence ont fusionné au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Nigéria, formant de vastes foyers transcendant les frontières nationales. Le SCDi identifie deux nouveaux foyers de violence susceptibles de se propager dans les prochaines années, l'un entre le Burkina Faso et ses voisins du sud, l'autre dans le nord-ouest du Nigéria. Nulle part ailleurs dans le monde les États d'une même région n'ont été le théâtre d'autant de formes différentes de violence qui, malgré leurs racines locales propres, convergent inexorablement.

MESSAGES CLÉS

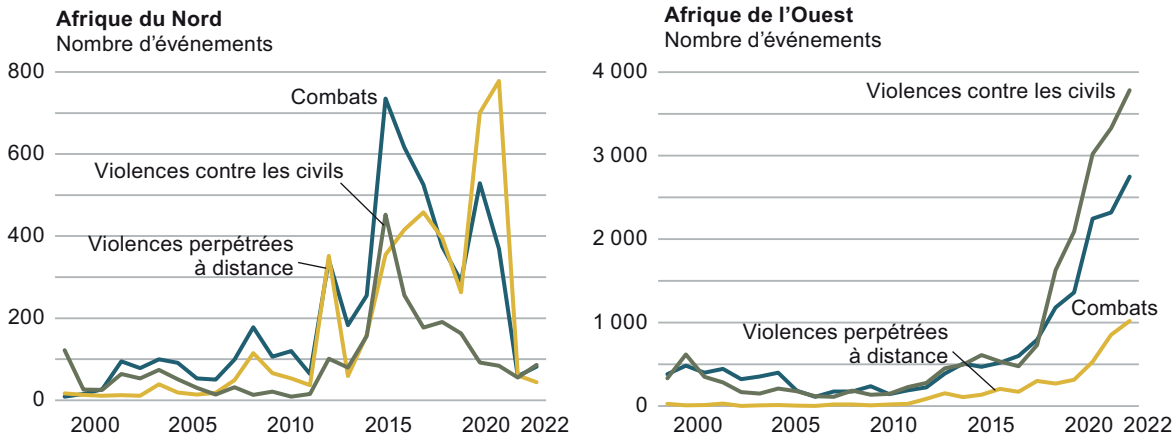
- **Tous les types de conflits connaissent une forte progression ces dix dernières années. En 2021, 9 % du territoire de l'Afrique du Nord et de l'Ouest est touché par une forme ou une autre de conflit.**
- **Le Nigéria reste le principal épicentre des violences, avec 40 % des événements violents et plus de la moitié des victimes recensées au cours des derniers 18 mois en Afrique du Nord et de l'Ouest.**
- **Les violences connaissent des dynamiques concomitantes d'intensification et de diffusion, formant ainsi de vastes foyers de violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, notamment.**
- **Au Sahel, des foyers de violence isolés fusionnent, situation unique au monde et préoccupante pour la stabilité politique de toute la région.**
- **De nouveaux foyers de violence apparaissent dans les zones frontalières voisines du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Togo, ainsi que dans le nord-ouest du Nigéria.**

LA VIOLENCE ATTEINT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Les violences se sont intensifiées dès le début des années 2010 en Afrique du Nord et de l'Ouest, à la suite du Printemps arabe et de l'éclatement d'une série de rébellions et d'insurrections djihadistes dans le Sahara-Sahel. Près des trois quarts (74 %) des événements violents recensés depuis 1997 se sont produits entre 2011 et 2021, dont 37 % sur la période 2019-21. Ces dernières années, les deux « rives » du Sahara connaissent des dynamiques distinctes (Graphique 4.1 et Graphique 4.2). En Afrique de l'Ouest, les principaux foyers de violence apparus il y a plus de

Graphique 4.1

Événements violents par type et région en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2022

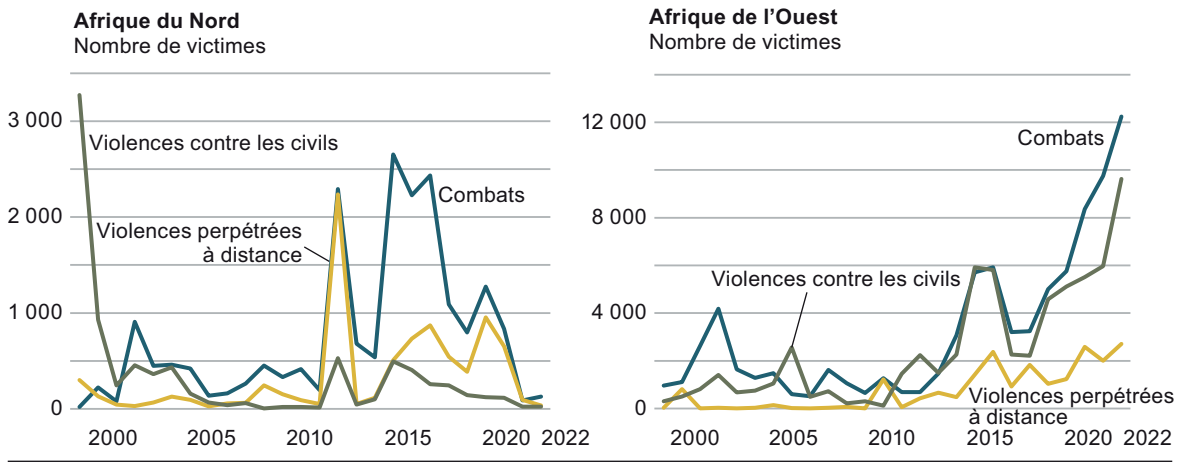


Note : Les données de 2022 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements recensés jusqu'au 30 juin. Ces chiffres ont des échelles différentes sur l'axe des ordonnées.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Graphique 4.2

Décès dus à des événements violents par type et région en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2022



Note : Les données de 2022 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements recensés jusqu'au 30 juin. Ces chiffres ont des échelles différentes sur l'axe des ordonnées.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

dix ans se diffusent, tandis que les troubles civils dans le sillage du Printemps arabe en Algérie et en Tunisie et les violences liées aux guerres civiles en Libye diminuent depuis la signature d'un accord de cessez-le-feu en 2020 et la formation d'un gouvernement d'union nationale en 2021. Alors que le nombre d'événements violents et de victimes est historiquement bas en Afrique du Nord, il n'a jamais été aussi élevé en Afrique de l'Ouest. Plus de 42 000 événements violents et 168 000 victimes sont recensés en Afrique de l'Ouest depuis 1997, contre 12 400 et 37 000, respectivement, en Afrique du Nord. Toutes les formes de violence augmentent au sud du Sahara, où le nombre d'incidents impliquant des civils dépasse depuis 2018 celui des combats. Cette dynamique contraste avec celle observée en Afrique du Nord, où les combats et les attaques à distance restent la principale forme de violence jusqu'au début des années 2020.

Ces différences de dynamiques s'expliquent par le type de guerre mené par les belligérants

de chaque région. En Afrique du Nord, les vagues de violence observées depuis la fin de la guerre civile en Algérie en 2002 sont principalement liées aux guerres civiles libyennes (2011, 2014-20), dans lesquelles plusieurs forces armées et leurs milices alliées se sont affrontées pour le contrôle de l'État libyen. Durant ces conflits, les violences évoluent au gré des accords et désaccords entre factions politiques sur la répartition des ressources. En Afrique de l'Ouest, la plupart des événements violents résultent de l'opposition entre les gouvernements centraux et une multitude d'acteurs non étatiques, comme les groupes rebelles, les extrémistes religieux, les milices ethniques et communautaires et les groupes d'autodéfense, dont les idéologies, les motivations et les capacités militaires varient. L'une des conséquences de l'asymétrie de ces violences est la mort de nombreux civils : près de 55 000 victimes civiles sont recensées en Afrique de l'Ouest depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009. La fragmentation du paysage sécuritaire et la faiblesse militaire des forces gouvernementales comme des acteurs non étatiques rendent difficile la résolution de ces conflits de longue durée. Rares sont ainsi les cessez-le-feu et les accords politiques suivis d'une paix durable et de la démobilisation des belligérants.

TROIS FOYERS PRINCIPAUX DE VIOLENCE

La répartition spatiale des violences est très inégale en Afrique du Nord et de l'Ouest, reflet de dynamiques distinctes issues d'une mosaïque de rébellions, d'insurrections djihadistes, de coups d'État, de mouvements de protestation et d'interventions militaires. Comme l'indique le Tableau 4.1, 93 % des événements violents et 94 % des victimes recensés par ACLED de janvier 2021 à juin 2022 concernent cinq pays situés au sud du Sahara : le Nigéria, le Burkina Faso, le Mali, le Cameroun et le Niger. Les 14 pays les moins touchés ne représentent que 4 % des incidents violents et 1 % des victimes recensés au cours de l'année et demie écoulée.

Cette concentration croissante des violences dans quelques États peut sembler paradoxale dans une région où les conflits se propagent géographiquement d'un pays à l'autre. Cependant, si la diffusion transnationale des conflits reste l'une des caractéristiques essentielles des conflits de la région, l'hyper-concentration de la violence s'explique principalement par la situation au Nigéria. Ce pays est de loin le principal épicentre des violences depuis plus de 30 ans (OCDE/CSAO, 2020[2]). Totalisant 40 % des événements violents et plus de la moitié (51 %) des victimes recensés en Afrique du Nord et de l'Ouest sur la période 2021-22, il est en proie à un faisceau de conflits, dont l'insurrection djihadiste menée par Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State in West Africa Province* [ISWAP]) dans la région du lac Tchad, les violences perpétrées dans le delta du fleuve Niger par des groupes armés contre le gouvernement fédéral et les compagnies pétrolières internationales, ainsi que les violences communautaires dans la Middle Belt.

L'État de Borno est la zone la plus touchée du Nigéria, totalisant 26 % des victimes recensées dans le pays de janvier 2021 à juin 2022. Ce bilan n'est guère surprenant compte tenu du fait que Boko Haram et l'ISWAP sont les organisations extrémistes les plus meurtrières du continent. Les violences communautaires, le vol de bétail et les enlèvements sont également de plus en plus fréquents dans le nord-ouest du pays (Carte 4.1). Souvent qualifiées de « banditisme » par le gouvernement nigérian et les médias, ces formes de violence sont moins politiques que les attaques menées par Boko Haram et l'ISWAP dans le nord-est du pays, mais n'en demeurent pas moins extrêmement meurtrières pour les populations civiles. Sur la période 2021-22, près de 4 500 personnes sont tuées dans les États de Kaduna, Zamfara et Katsina (Carte 4.3), dont 2 153 civils, soit 37 % du total national. Élément encore plus préoccupant, le foyer de violence observé dans le nord-ouest du Nigéria est désormais relié spatialement à la Middle Belt, où les violences communautaires entre éleveurs et agriculteurs sont courantes depuis plusieurs décennies. Dans cette zone caractérisée par la diversité de ses groupes ethniques minoritaires, les États de Plateau, Niger et Benue comptent parmi les plus touchés depuis 2020.

Tableau 4.1

Événements violents et victimes par pays en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021-22

	Événements violents		Victimes		Population		Événements (%) vs. population (%)	Victimes (%) vs. population (%)
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Ratio	Ratio
Nigéria	4 169	39.5	15 513	51.2	213 401 323	38.0	1.0	1.3
Burkina Faso	2 229	21.1	4 575	15.1	22 100 683	3.9	5.4	3.8
Mali	1 649	15.6	4 569	15.1	21 904 983	3.9	4.0	3.9
Cameroun	1 228	11.6	1 821	6.0	27 198 628	4.8	2.4	1.2
Niger	515	4.9	2 008	6.6	25 252 722	4.5	1.1	1.5
Libye	171	1.6	185	0.6	6 735 277	1.2	1.4	0.5
Tchad	164	1.6	1 227	4.0	17 179 740	3.1	0.5	1.3
Autres	436	4.1	400	1.3	227 959 720	40.6	0.1	0.0
Total	**10 561**	**100.0**	**30 298**	**100.0**	**561 733 076**	**100.0**	**1.0**	**1.0**

Notes : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022. Les pays dont le ratio violence-population est supérieur à 1 sont surlignés en gris. Dans ces pays, la violence est plus présente que ne le laisserait escompter leur part dans la population régionale.

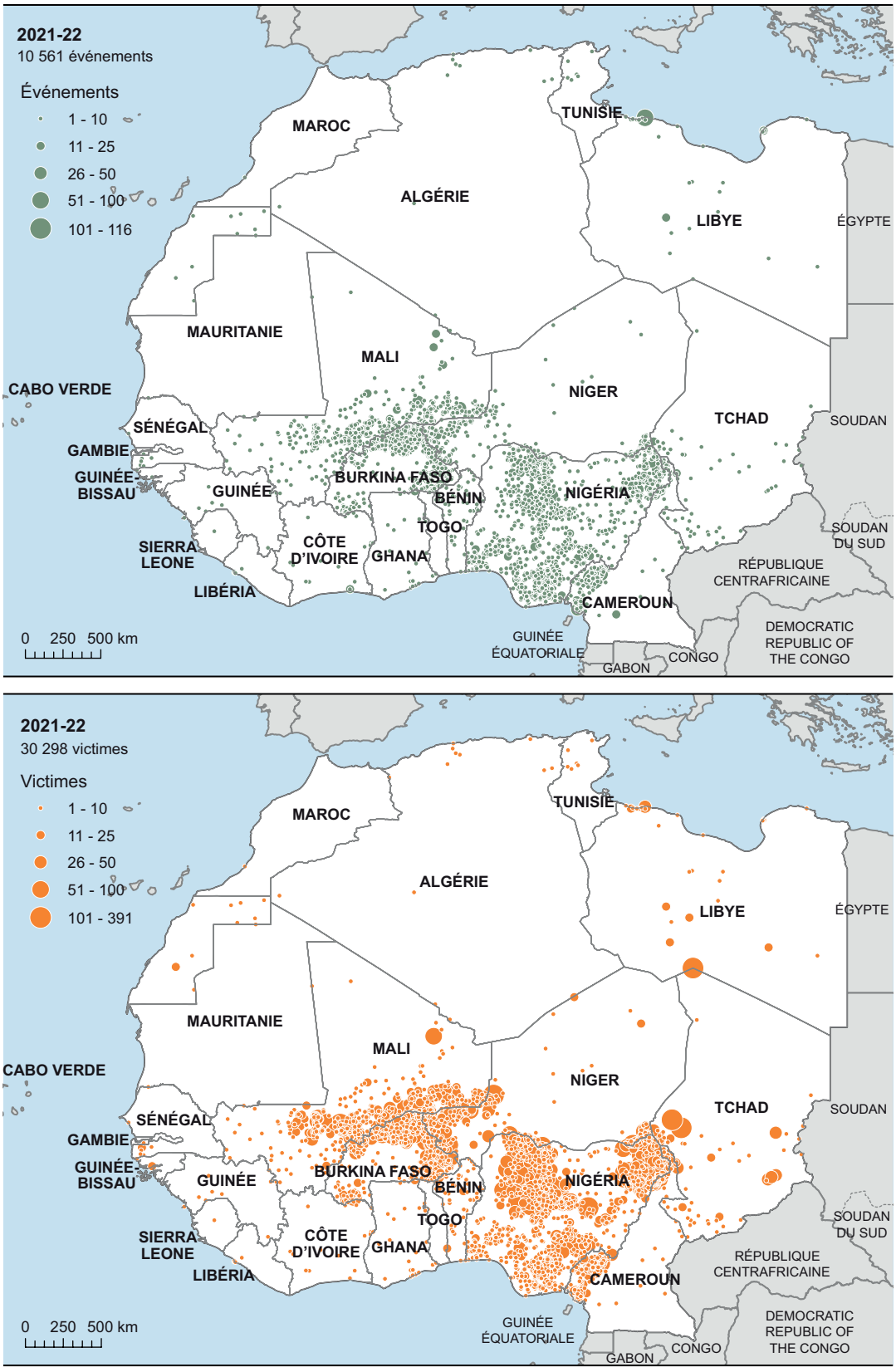
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]) et des données actualisées de l'ONU (2019). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Le deuxième grand foyer de violence est le Sahel central, théâtre de la rébellion touareg, de coups d'État au Mali et au Burkina Faso, ainsi que de conflits communautaires au Burkina Faso et au Niger, exacerbés par les actions des groupes extrémistes islamistes. L'expansion de l'insurrection malienne vers le sud explique que le Burkina Faso soit désormais le deuxième pays le plus touché d'Afrique du Nord et de l'Ouest après le Nigéria, avec plus de 2 200 incidents et 4 500 victimes recensés de janvier 2021 à juin 2022. Les violences gagnent une grande partie des zones frontalières du pays (Tableau 4.2). La moitié des victimes au Burkina Faso se trouvent dans la région du Sahel voisine du Niger et du Mali, 16 % dans celle de l'Est longeant le Niger et la réserve tri-nationale du parc national du W, et 12 % dans celle du Centre-Nord (Carte 4.2). Ouagadougou, la capitale, reste en revanche jusqu'à présent épargnée par les événements violents, malgré sa relative proximité géographique avec certaines des zones les plus touchées du pays. Seuls 100 km séparent en effet la capitale burkinabè de Kaya, dans le nord-est, où des milliers de déplacés internes sont réfugiés.

Le nombre total de victimes recensées sur la période 2021-22 est similaire au Burkina Faso (4 575) et au Mali (4 569), avec environ 35 % d'événements violents de plus au Burkina Faso. (Tableau 4.1). Ce constat semble indiquer que les capacités militaires des insurgés burkinabè restent sous-développées par rapport au Mali et que l'insurrection burkinabè n'a pas encore atteint son ampleur maximale. Au Mali, le nombre d'événements violents (1 649) et de victimes (4 569) recensés augmente depuis 2020-21. Mopti reste de loin la région la plus violente du pays s'agissant du nombre de victimes, suivie de Gao, Ménaka et Ségou, tandis que le nord du pays n'est plus un épicentre majeur de conflits. La capitale, Bamako, est restée largement épargnée par les violences (Tableau 4.3). À la mi-2022, elle apparaît toutefois plus menacée par les djihadistes. Sur fond de multiplication des attaques dans le sud du Mali, l'assaut mené par le Jama'at Nusrat al-Islam wa-l-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, [JNIM]) le 22 juillet contre la principale base militaire du pays, dans la ville de Kati, à 18 km au nord-ouest de Bamako, renforce les inquiétudes sur la vulnérabilité de la capitale. Peu après cette attaque, le JNIM menace de mener d'autres opérations contre Bamako (Diallo, 2022[3]). Bien que la chute de la capitale semble à court terme peu probable, l'intensification et la pérennisation des menaces contre la ville pourraient fragiliser son statut d'enclave.

Carte 4.1

Événements violents et victimes en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Tableau 4.2

Événements violents et victimes par région au Burkina Faso, 2021-22

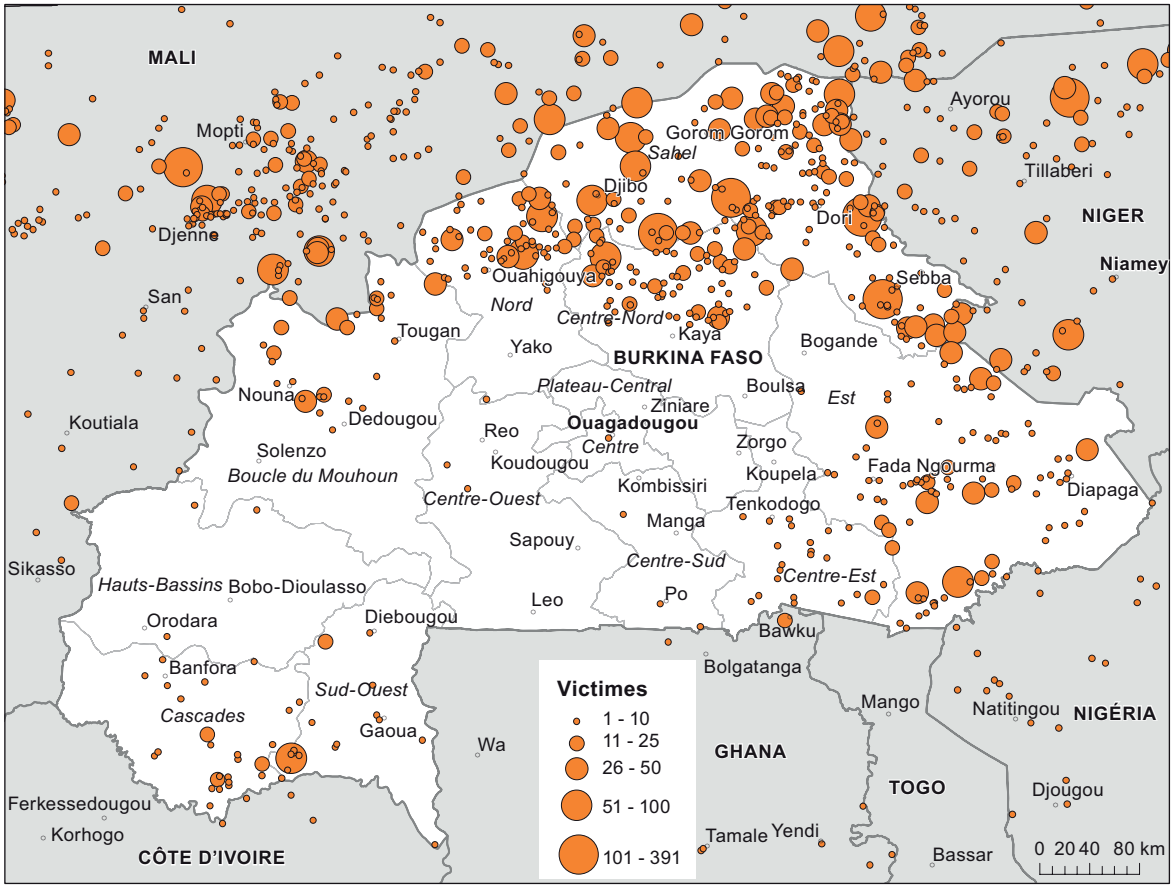
	Événements violents		Victimes	
Régions	**Nombre**	**Pourcentage**	**Nombre**	**Pourcentage**
Sahel	785	35.2	2 316	50.6
Est	524	23.5	713	15.6
Centre-Nord	294	13.2	555	12.1
Nord	257	11.5	387	8.5
Boucle du Mouhoun	154	6.9	238	5.2
Cascades	94	4.2	121	2.6
Centre-Est	52	2.3	80	1.7
Sud-Ouest	36	1.6	144	3.1
Hauts-Bassins	19	0.9	8	0.2
Centre (Ouagadougou)	6	0.3	5	0.1
Centre-Sud	6	0.3	5	0.1
Centre-Ouest	2	0.1	3	0.1
Total	**2 229**	**100.0**	**4 575**	**100.0**

Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Carte 4.2

Décès dus à des événements violents au Burkina Faso et dans les pays voisins, 2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Tableau 4.3

Événements violents et victimes par région au Mali, 2021-22

	Événements violents		Victimes	
Régions	**Nombre**	**Pourcentage**	**Nombre**	**Pourcentage**
Mopti	694	42.1	2 101	46.0
Gao	268	16.3	906	19.8
Ségou	219	13.3	485	10.6
Tombouctou	136	8.2	126	2.8
Ménaka	118	7.2	593	13.0
Kidal	64	3.9	69	1.5
Sikasso	57	3.5	64	1.4
Koulikoro	56	3.4	196	4.3
Kayes	31	1.9	28	0.6
Bamako	6	0.4	1	0.0
Total	**1 649**	**100.0**	**4 569**	**100.0**

Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Encadré 4.1

Violences politiques à Bamako, Mali

Bamako est restée relativement paisible, dans un contexte chaotique d'effondrement du Mali et de généralisation de l'insécurité dans les régions du nord et du centre. Quelque 158 victimes sont recensées dans la capitale sur la période 1997-2021, qui n'a connu que deux pics mineurs de violence : le premier en 2012 (44 victimes), année de profonds bouleversements au Mali, et le second en novembre 2015 suite à l'attaque de l'hôtel de luxe Radisson Blu, revendiquée par deux factions d'Al-Qaïda (Lebovich, 2016[4]). Sans ouvrir la voie à une vague de terrorisme dans la capitale, cette attaque a toutefois constitué une étape clé dans la formation, en mars 2017, de la puissante coalition JNIM, parrainée par Al-Qaïda. En 2020, la capitale a connu un été de manifestations antigouvernementales de masse, suivies d'un coup d'État en août, qui a entraîné un troisième petit pic de violence (25 victimes).

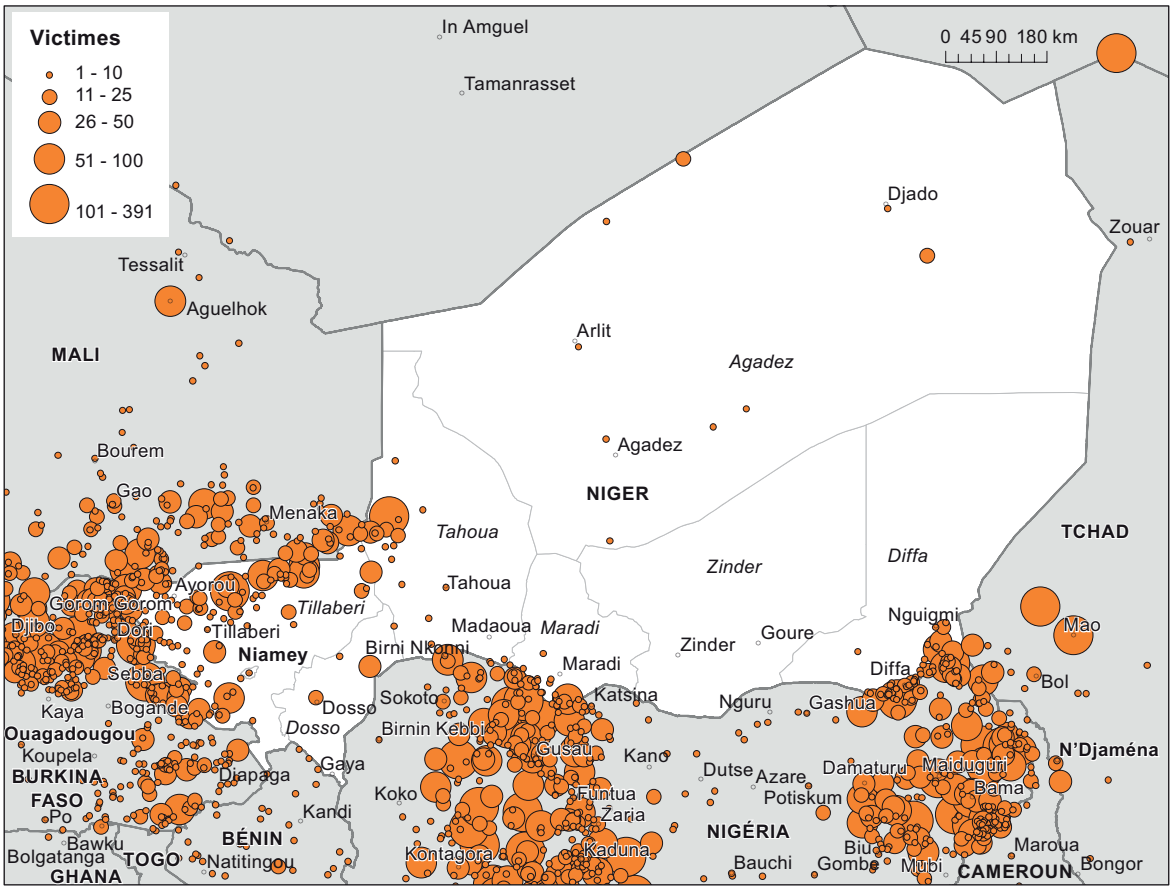
Lorsque la crise s'est étendue à travers le nord du Mali en 2012, puis au centre du pays à partir de 2015, Bamako est apparue comme une enclave relativement sûre, tant pour l'élite malienne que pour les soldats et civils étrangers, sur fond de multiplication des déploiements sécuritaires et des organisation non gouvernementales (ONG), souvent centrés sur la capitale. Les missions de sécurité étrangères les plus importantes s'étendent bien au-delà de Bamako, comme en attestent les différentes bases militaires dans le nord du pays, exploitées dans le cadre de l'opération française Barkhane (2014-22), et les nombreux sites du pays utilisés par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) depuis 2013. Cependant, au vu de l'insécurité régnant dans le pays, certaines missions ont rapatrié leurs quartiers généraux à Bamako, indépendamment du lieu de leurs opérations. C'est notamment le cas de la Force conjointe du G5 Sahel, dont le quartier général initial à Sévaré a été attaqué par des djihadistes en 2018, ce qui a entraîné sa relocalisation à Bamako, accueillie par de vives protestations.

Bamako a également été un lieu de repli pour les déplacés, l'élite politico-militaire et des personnalités importantes du nord et du centre du Mali commençant (ou continuant) à partager leur temps entre leur région d'origine et la capitale nationale. Les réunions du Comité de suivi de l'Accord d'Alger – accord de paix de 2015 visant à résoudre les causes du mécontentement dans le nord – ont par ailleurs amené les acteurs clés du conflit à passer un temps considérable à Bamako.

Source : Alexander Thurston, pour cette publication.

Carte 4.3

Décès dus à des événements violents au Niger et dans les pays voisins, 2021



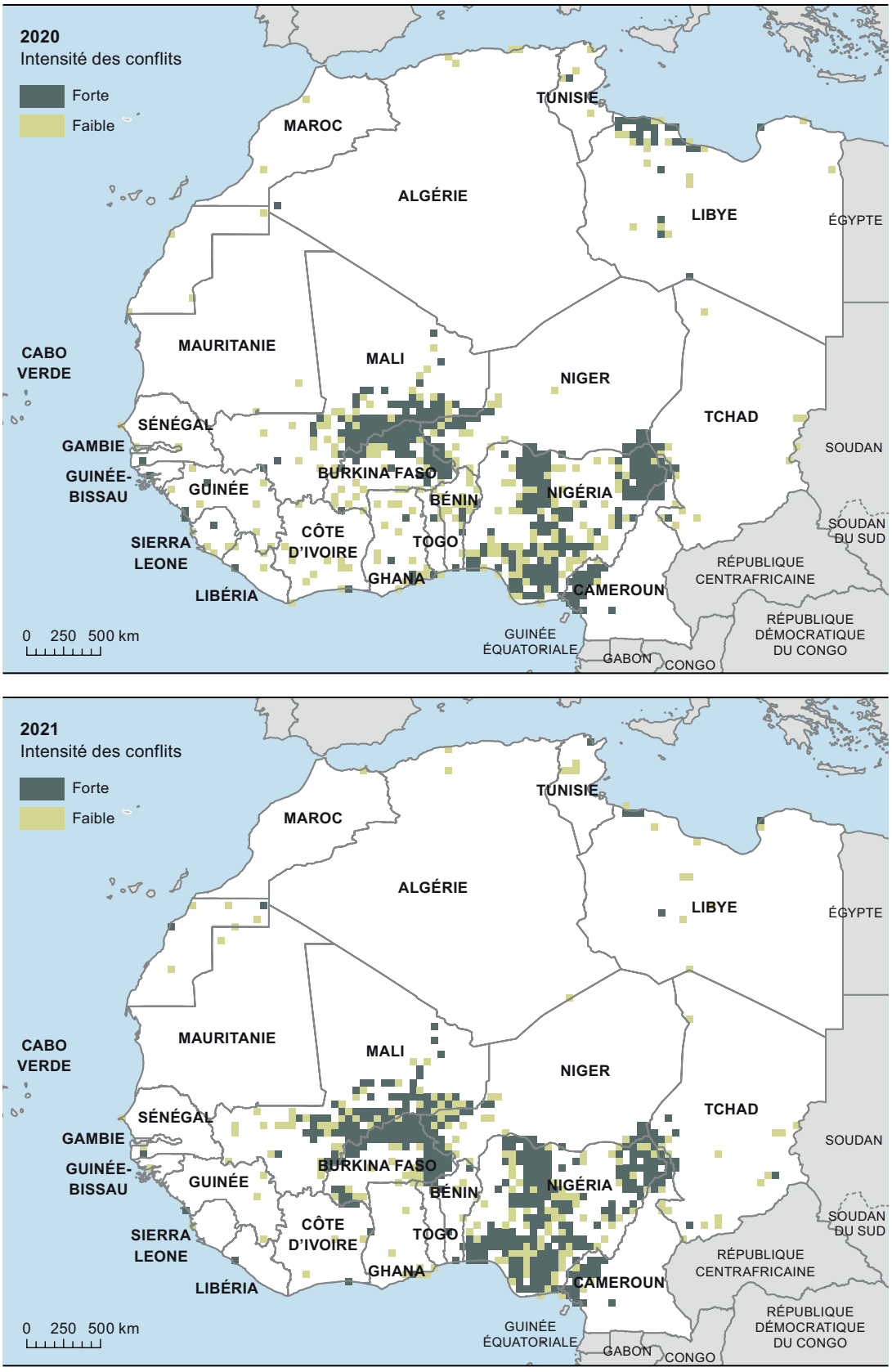
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

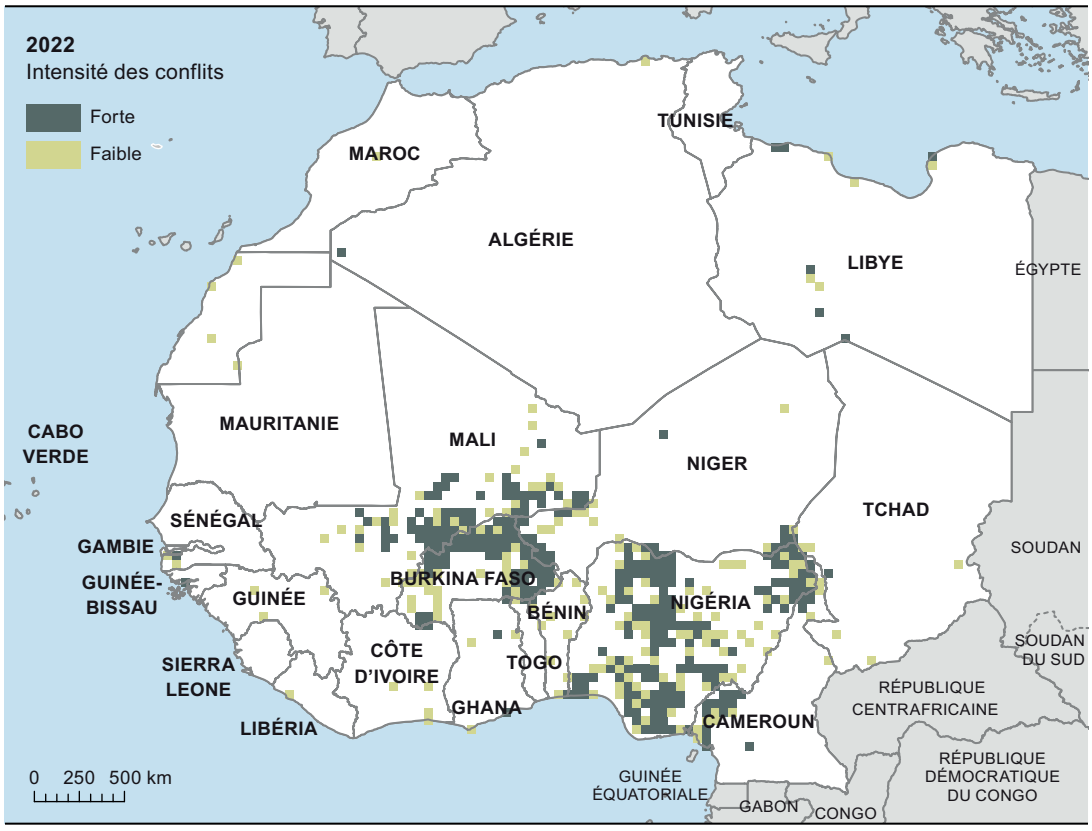
Au Cameroun, l'intensité des violences connaît un léger fléchissement par rapport au début des années 2020, en raison des déplacements de l'insurrection de Boko Haram autour du lac Tchad plutôt que d'un recul du conflit entre le gouvernement et les communautés anglophones dans la partie occidentale du pays. Au Niger, les violences sont dans l'ensemble restées constantes, l'essentiel des incidents (45 %) et des victimes (63 %) se concentrant dans la région de Tillabéri, dans le sud-ouest, à la frontière du Burkina Faso et du Mali. La région de Diffa, où sévissent Boko Haram et l'ISWAP, est le deuxième épicentre de conflits du pays, totalisant 32 % des événements violents et 19 % des victimes (Carte 4.3). Niamey, capitale du Niger, reste largement épargnée par les violences politiques. Au Tchad, les principales sources d'instabilité politique demeurent la région du Lac, près de N'Djamena, et le massif du Tibesti, à l'extrême nord du pays, où des affrontements entre mineurs ont fait plus de 300 victimes.

Tous ces pays ont connu plus de violences que ne le laisserait escompter leur poids démographique, comme l'indique un ratio événements violents et/ou victimes par habitant supérieur à 1 (Tableau 4.1). Le Nigéria, par exemple, totalise à lui seul 51 % des victimes de violences politiques, alors qu'il ne représente que 38 % de la population de la zone d'étude, soit un ratio de 1.3, attestant de la brutalité des nombreux conflits infranationaux et transnationaux qui déchirent le pays le plus peuplé d'Afrique. Sur la base de cet indicateur, les pays les plus touchés sont le Mali et le Burkina Faso, dont le ratio proche de 4 indique que l'insurrection affecte actuellement la plupart de leurs régions administratives. La Libye est le pays le plus touché d'Afrique du Nord, avec 171 événements violents et 185 victimes, soit une fraction seulement de la violence observée pendant les première et deuxième guerres civiles libyennes.

Carte 4.4

Intensité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020-22





Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

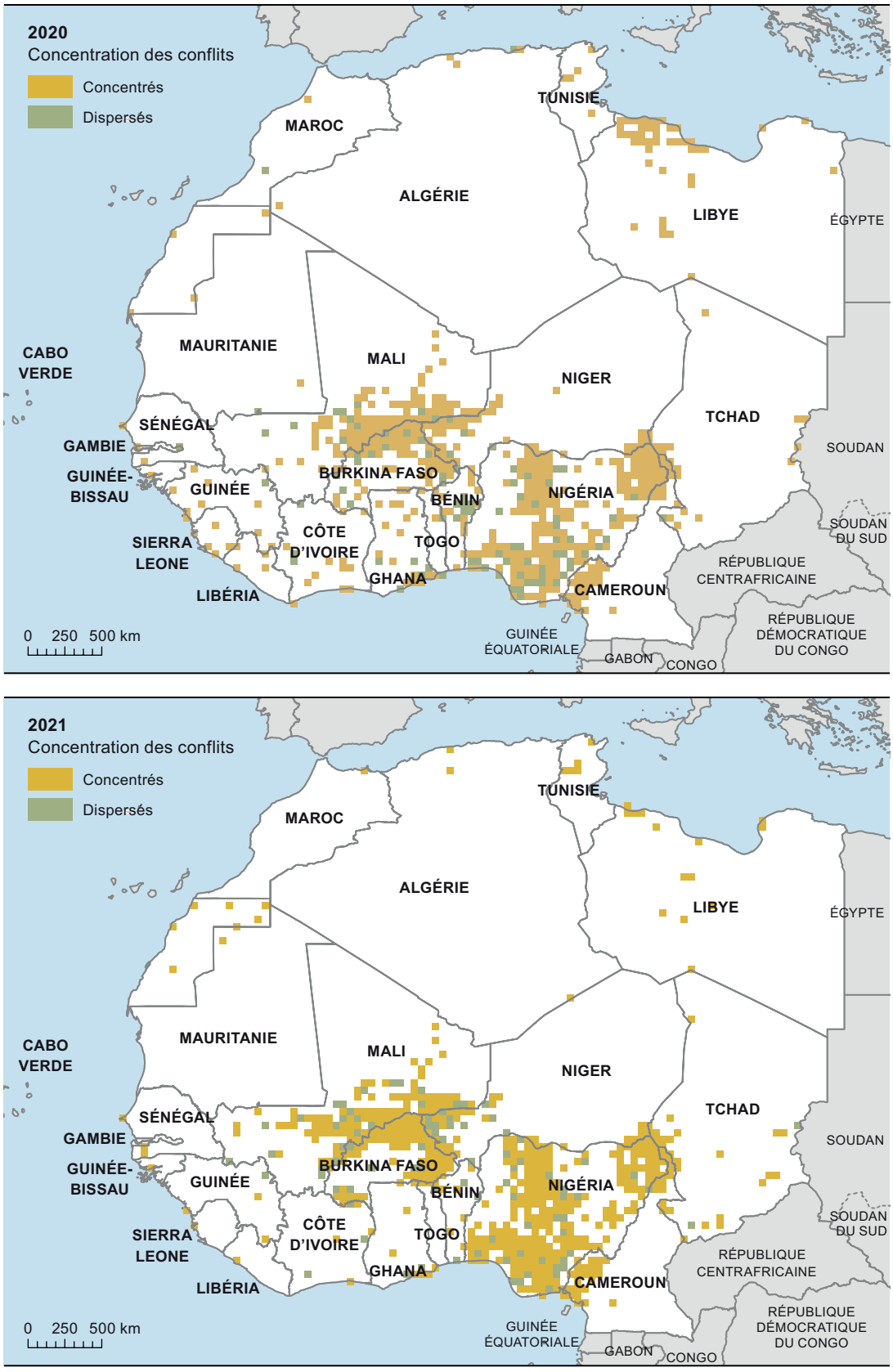
LES VIOLENCES S'INTENSIFIENT ET SE DIFFUSENT

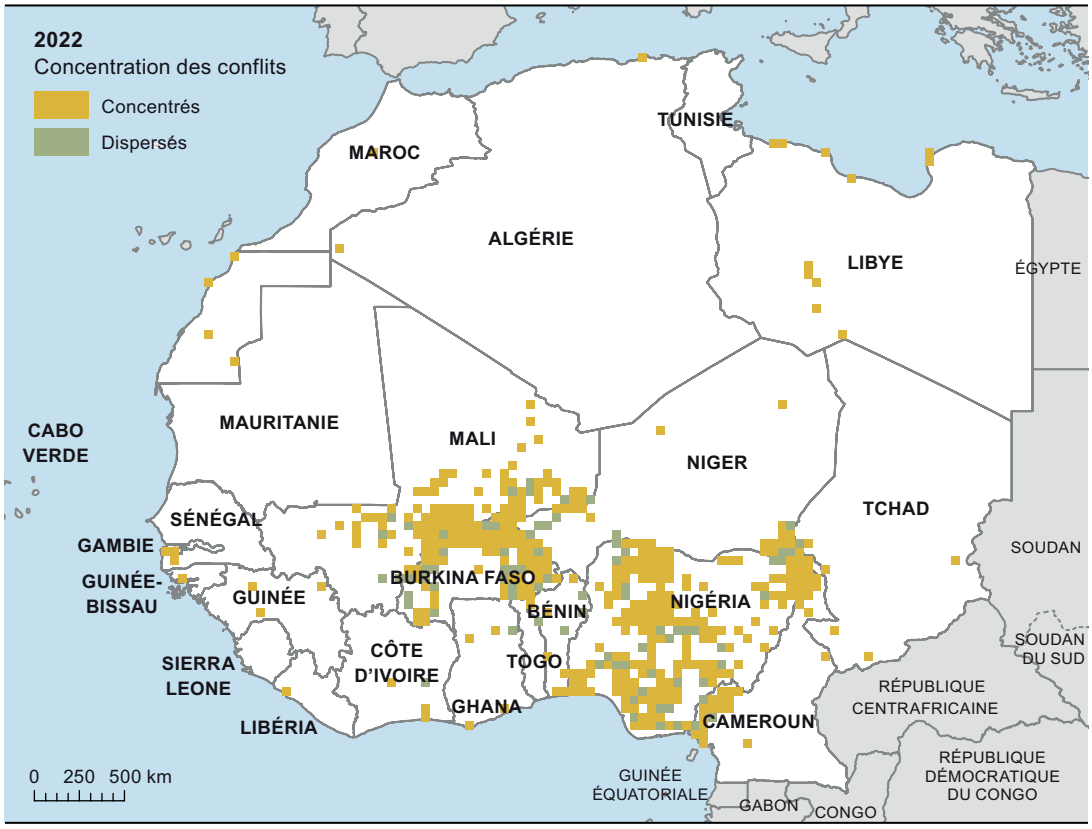
Développé pour suivre les dynamiques de violence en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 1990, le SCDi permet de suivre l'évolution rapide de la géographie des conflits armés (Walther et al., 2021[5]). Il mesure à la fois l'intensité et la concentration de la violence dans chacune des 6 540 « cellules » de 50 x 50 km d'un quadrillage spatial s'étendant de Dakar à N'Djamena et de Lagos à Alger (Chapitre 3). L'*intensité* des conflits correspond au nombre d'événements violents par cellule, tandis que leur *concentration* s'obtient en comparant la distance moyenne entre les événements violents d'une cellule avec la distance moyenne qui les séparerait si leur répartition spatiale était aléatoire. Les cellules peuvent se caractériser par une intensité de conflit forte ou faible, et une répartition spatiale des événements violents concentrée ou dispersée.

Depuis 2019, les conflits se sont intensifiés de manière générale en Afrique du Nord et de l'Ouest. Le SCDi souligne une augmentation du nombre de cellules de forte intensité dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Ce constat est manifeste dans le Sahel central, où de nombreux territoires qui connaissaient auparavant des violences de faible intensité sont désormais le théâtre de conflits de forte intensité, comme dans le delta intérieur du Niger au Mali, dans le nord du Burkina Faso et dans la région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger (Carte 4.4). L'indicateur confirme également le fusionnement de foyers de violence de forte intensité auparavant isolés, tendance inquiétante déjà soulignée dans de précédentes analyses (OCDE/CSAO, 2021[6]). Le Nigéria en est un bon exemple avec une vaste zone d'instabilité qui relie le Delta, la Middle Belt et le nord-ouest du pays. Sur la période 2021-22, 60 % du territoire nigérian (295 cellules sur 494) est touché par une forme ou une autre de violence. L'extension du conflit malien au Burkina Faso et à l'ouest du Niger entraîne également le fusionnement de plusieurs insurrections, y formant de vastes zones ininterrompues de conflit.

Carte 4.5

Concentration des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020-22





Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Ce faisceau de violence s'est aussi propagé vers le sud, gagnant le nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

Dans la plupart des zones (ou cellules) de conflit, la répartition spatiale des événements violents est concentrée. Ceux-ci se produisent dans quelques endroits localisés (Carte 4.5), par exemple autour d'une ville ou le long d'un axe de circulation majeur. Les violences sont notamment concentrées au centre du Mali et dans les périphéries burkinabè du Sahel central, dans le nord-ouest du Nigéria et autour du lac Tchad, alors qu'elles ont presque disparu en Afrique du Nord. Même si au sud du Sahara les violences restent majoritairement concentrées, la proportion de zones à forte concentration de conflits diminue depuis 2011, où elle avait atteint un pic de 95 % (Graphique 4.3). Au premier semestre 2022, 83 % des cellules se caractérisent par une concentration des violences. L'observation d'événements violents dispersés à proximité immédiate de régions à forte concentration et intensité de conflits indique une expansion géographique des conflits.

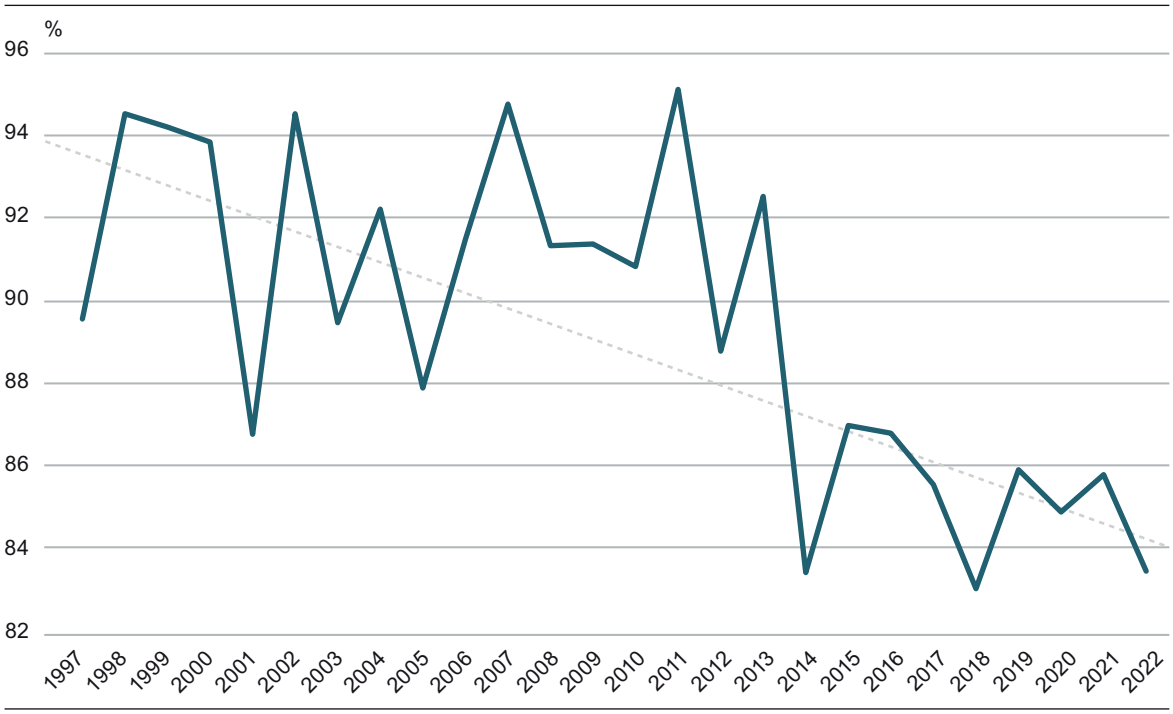
UNE GÉOGRAPHIE UNIQUE DE LA VIOLENCE

Grâce à sa combinaison de mesures d'intensité et de concentration, le SCDi établit une typologie des conflits permettant de cartographier et de comprendre l'évolution des dynamiques de violence au sein d'une cellule, d'un pays, ou encore d'une région. Quatre types de conflits se distinguent, selon que les violences s'intensifient localement, s'accélèrent, sont en transition ou s'enlisent.

- Les zones où les violences sont à la fois concentrées et de forte intensité (type 1) sont les plus préoccupantes. Cette configuration est susceptible de faire le plus grand nombre de victimes, notamment civiles. Il s'agit d'une grande partie du centre du Mali et des frontières burkinabè dans le Sahel central, de la région du lac Tchad et

Graphique 4.3

Proportion des cellules en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest où les événements violents sont concentrés, 1997-2022



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

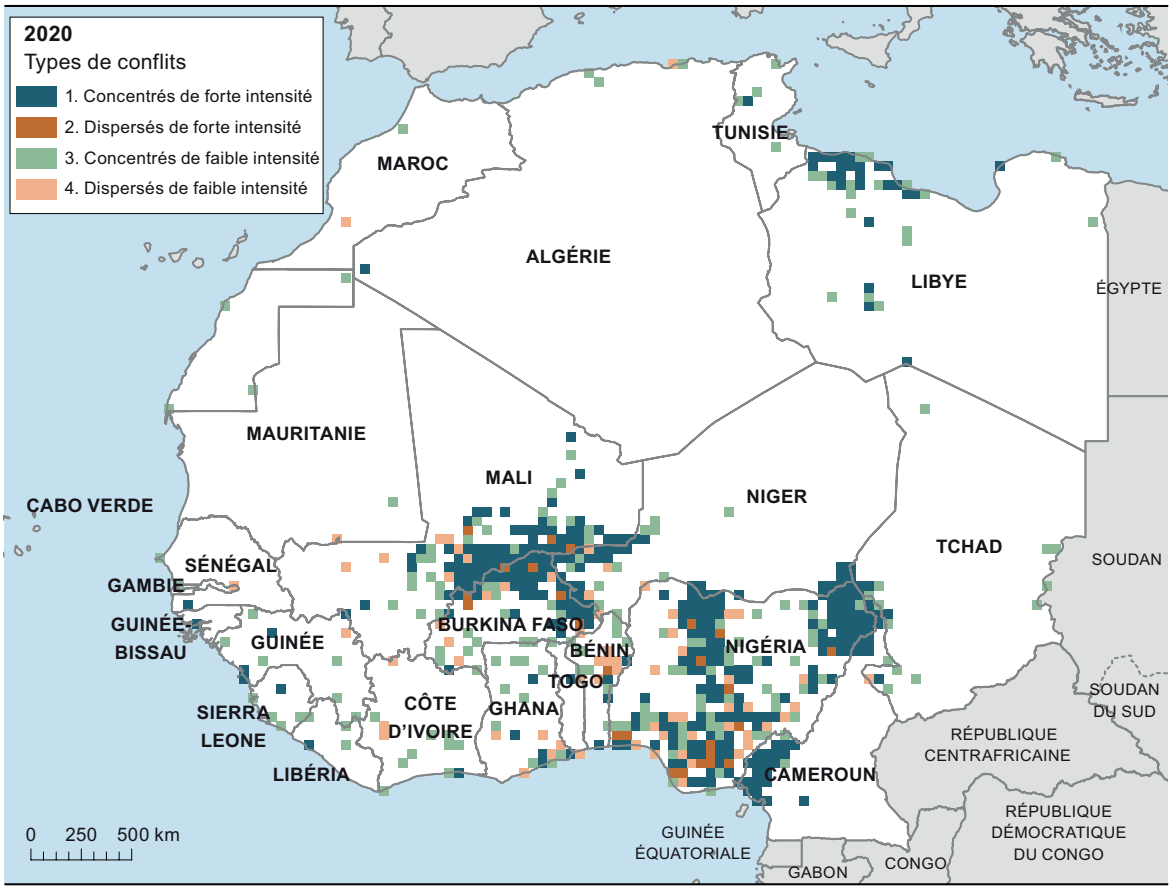
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

d'une part importante du territoire nigérian (Carte 4.6 et Carte 4.7). Le Burkina Faso est entouré d'une zone continue de violences concentrées et de forte intensité s'étendant de la zone frontalière de Bwaku au nord du Togo à la province du Houet au nord de Bobo-Dioulasso, sur plus de 1 500 km. Depuis 2020, les violences concentrées et de forte intensité reculent dans la région de Ménaka, dans l'est du Mali, et ont disparu en Libye (Carte 4.8 et Carte 4.9). Elles ont augmenté dans le sud et le nord-ouest du Nigéria, et sont restées relativement stables le long de la frontière entre le Nigéria et le Cameroun. Un nouveau foyer isolé de violence est apparu en 2021 entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

- Les zones où les violences sont dispersées et de forte intensité (type 2) se situent en général à la périphérie des principaux foyers de conflit. Les violences y sont le plus susceptibles de s'accélérer et doivent donc faire l'objet d'une surveillance accrue. En 2021, ce type de violences s'observe dans la région de Tillabéri à l'ouest du Niger, le long des frontières ouest et sud du Burkina Faso, autour du delta du Niger au Nigéria, et à l'ouest de Kano au Nord-Nigéria. Avec ses nombreux parcs et ses faibles densités de population, la zone frontalière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire présente des conditions favorables à la prolifération de ce type de violences (Carte 4.8).
- Les zones où les violences sont concentrées et de faible intensité (type 3) sont en transition : les conflits peuvent s'y intensifier ou disparaître. Les épisodes de violence y sont de courte durée, comme dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest qui ne sont pas actuellement le théâtre d'une guerre civile ou d'une insurrection, ou en marge de foyers de violence plus importants comme au Mali et au Nigéria (Carte 4.9).
- Les zones où les violences sont à la fois dispersées et de faible intensité (type 4) se situent généralement loin des principaux foyers de conflit, comme dans le nord du Bénin ou en périphérie du Liptako Gourma au Niger.

Carte 4.6

Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020



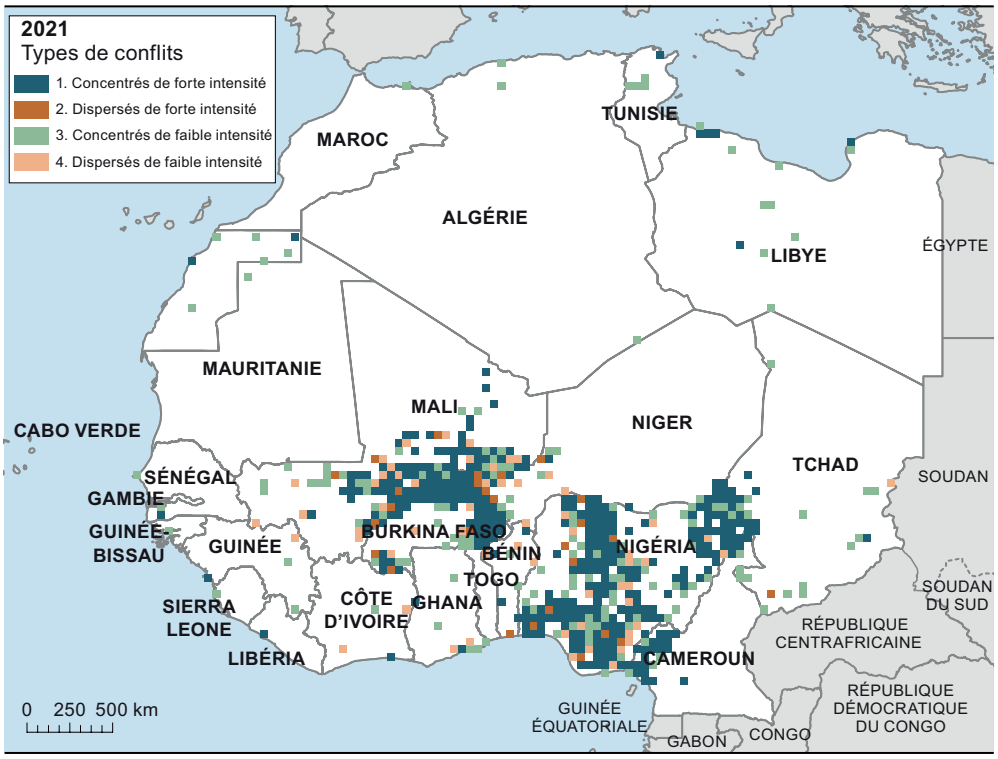
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Le SCDi confirme la forte progression de tous les types de conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest ces dix dernières années (Graphique 4.4). En 2021, 9 % de la région a connu une forme ou une autre de violence (597 cellules sur 6 540), proportion considérable alors que les zones de conflit ne représentaient que 1 % de la région lorsque l'insurrection de Boko Haram a éclaté en 2009 (80 cellules) et 3 % au début de la guerre civile malienne, en 2012 (167 cellules). Cette forte augmentation illustre la dégradation de la situation sécuritaire depuis la fin des années 2000. Les conflits concentrés et de forte intensité (type 1) sont le type de violence le plus représenté (60 %), et celui qui a connu l'augmentation la plus spectaculaire. Moins de 50 cellules de ce type sont recensées jusqu'en 2010, contre plus de 355 en 2021. Couvrant 5 % du territoire nord- et ouest-africain, ces cellules représentent 60 % des zones de conflit en 2021, contre 54 % en 2020. Les zones aux violences dispersées et de forte intensité sont relativement peu nombreuses en 2021 (type 2, 27 cellules), mais en augmentation rapide depuis le milieu des années 2010, où elles étaient quasi inexistantes. Les zones aux violences concentrées et de faible intensité (type 3, 156 cellules) ont triplé depuis 2011 (57 cellules). Enfin, celles aux conflits dispersés et de faible intensité (type 4) ont suivi une évolution similaire : presque absentes d'Afrique du Nord et de l'Ouest avant 2010, elles représentent en 2021 près de 10 % des zones de conflit (59 cellules) (Graphique 4.5).

L'analyse combinée de l'*intensité* et de la *concentration* des conflits souligne l'existence de dynamiques concomitantes d'intensification et de diffusion des violences, qui se traduisent par la formation de vastes foyers de violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, notamment.

Carte 4.7

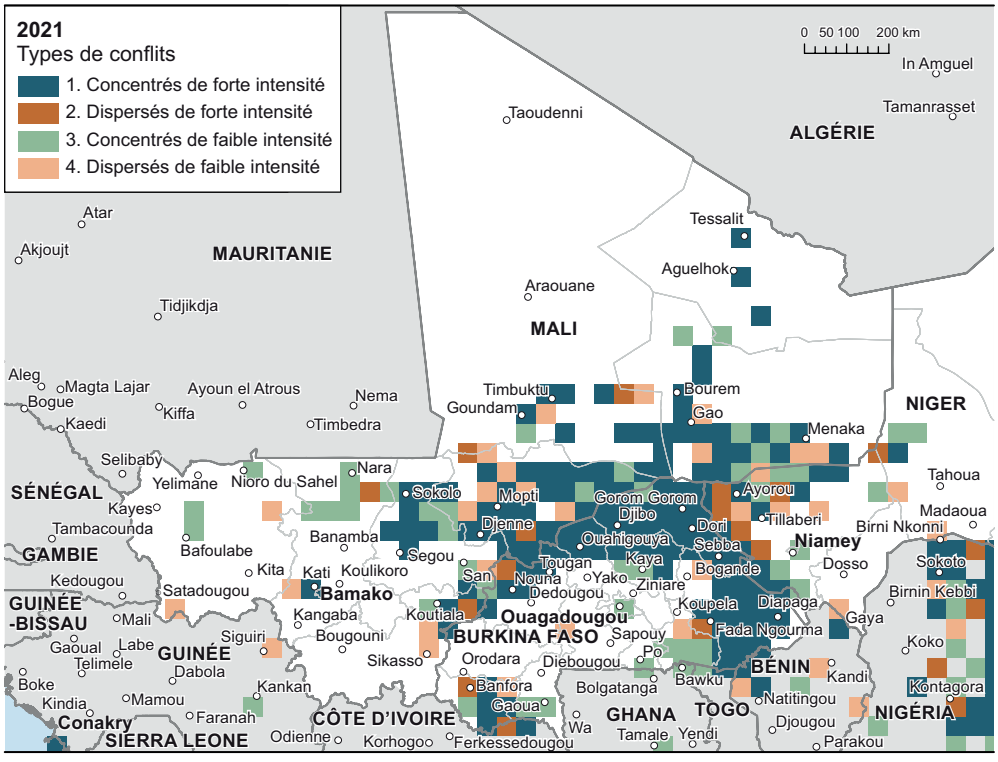
Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Carte 4.8

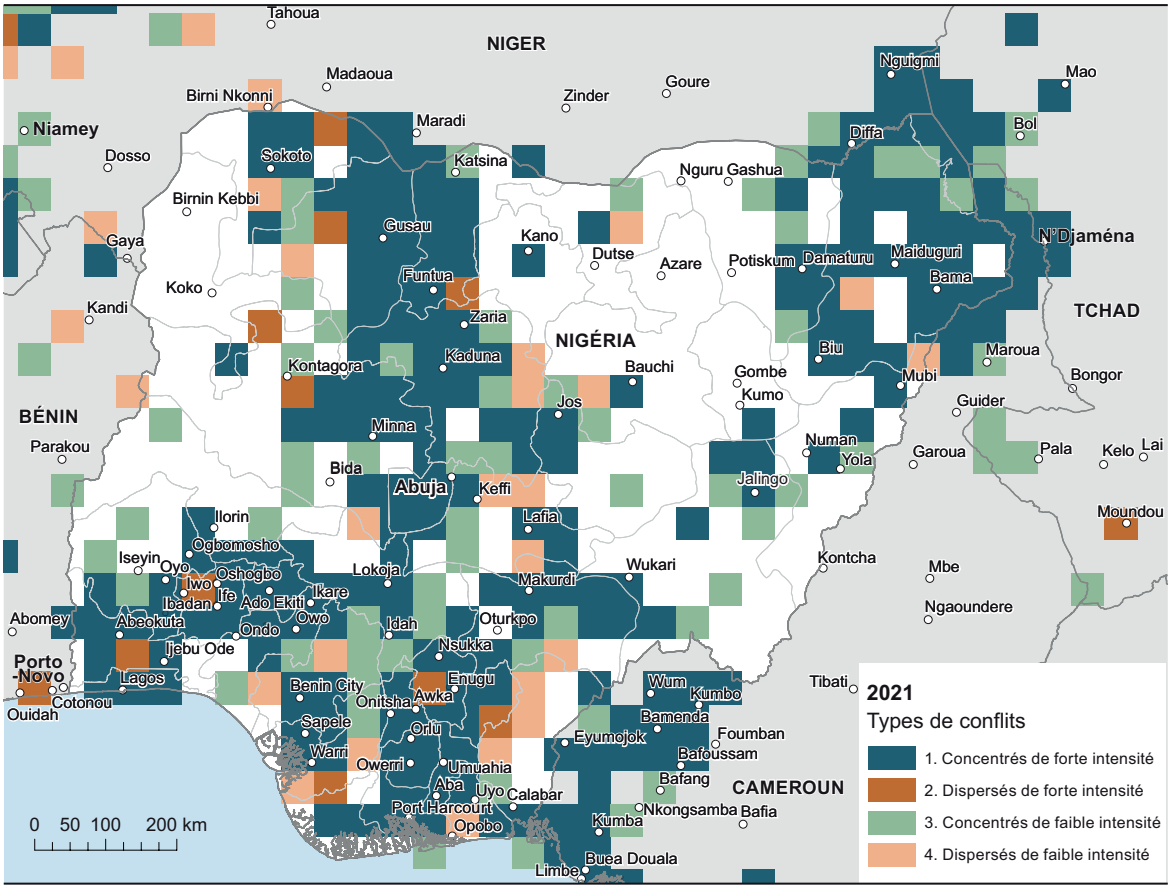
Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) au Mali et dans le Sahel central, 2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Carte 4.9

Indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi) au Nigéria et dans la région du lac Tchad, 2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

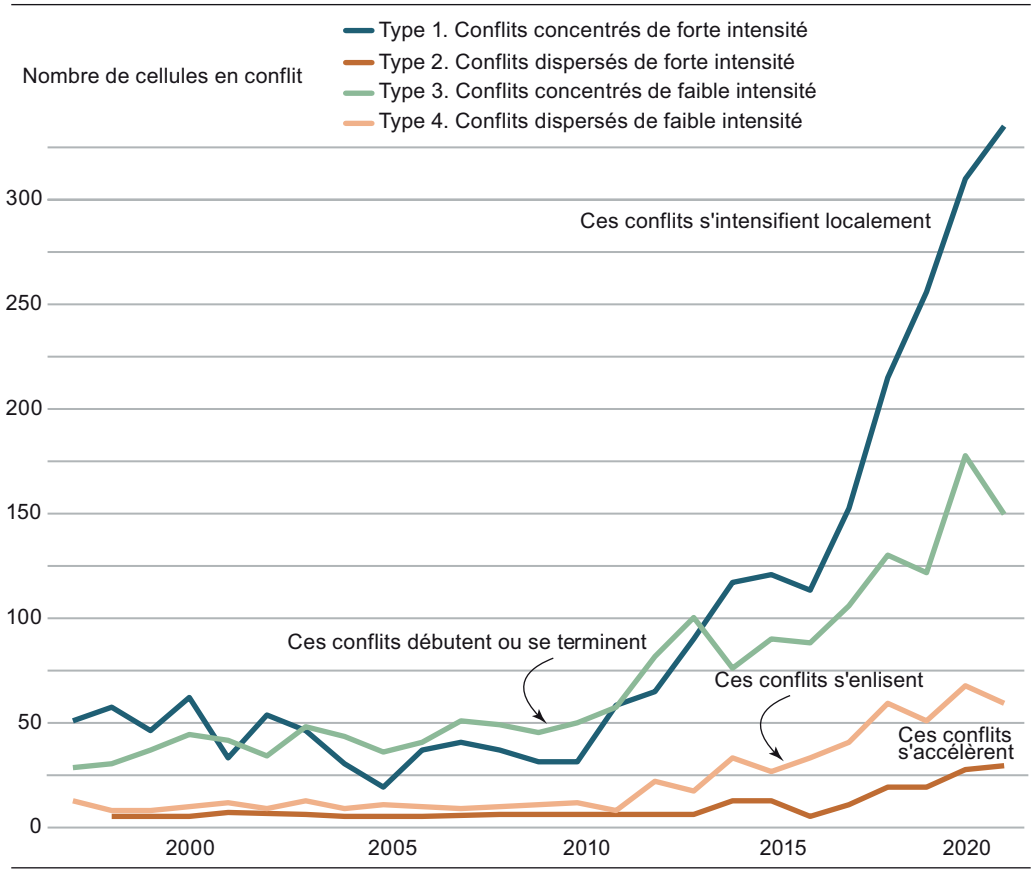
Ce fusionnement spatial de différents conflits est unique en son genre. Nulle part ailleurs dans le monde une région n'est en effet touchée par autant de formes différentes de violence qui, malgré leurs racines locales propres, convergent inexorablement. La situation la plus comparable à cet égard serait peut-être celle de la diffusion des violences en Afrique centrale et australe pendant les guerres du Congo des années 1990 et 2000. La nature des violences meurtrissant actuellement le Sahel est toutefois fondamentalement différente, et ce pour deux raisons principales.

La première raison tient au fait que la violence en Afrique de l'Ouest ne s'enracine pas dans des dynamiques d'alliances et de rivalités entre États de la région. Elle est au contraire principalement le fait d'acteurs violents non étatiques localisés, à la différence des guerres du Congo, qui résultaient en grande partie de l'implication de gouvernements de la région poursuivant leurs propres intérêts au-delà de leurs frontières et formant pour ce faire des alliances avec des acteurs non étatiques locaux. Les acteurs des conflits ouest-africains ont des motivations et des objectifs très divers, et leurs alliances ou rivalités connaissent de fréquentes fluctuations (OCDE/CSAO, 2021[6]). Cette spécificité fait de chaque foyer de conflit un enchevêtrement complexe de dynamiques résistant aux efforts de résolution, qu'ils soient initiés de l'intérieur ou de l'extérieur de la région (OCDE/CSAO, 2020[2]).

La deuxième raison réside dans la montée en puissance d'organisations extrémistes violentes transfrontalières exploitant les tensions locales à leur profit tout en utilisant les zones frontalières comme bases et zones de recrutement (OCDE/CSAO, 2022[7]). Plutôt que de prendre le contrôle d'un État ou de faire avancer leur cause

Graphique 4.4

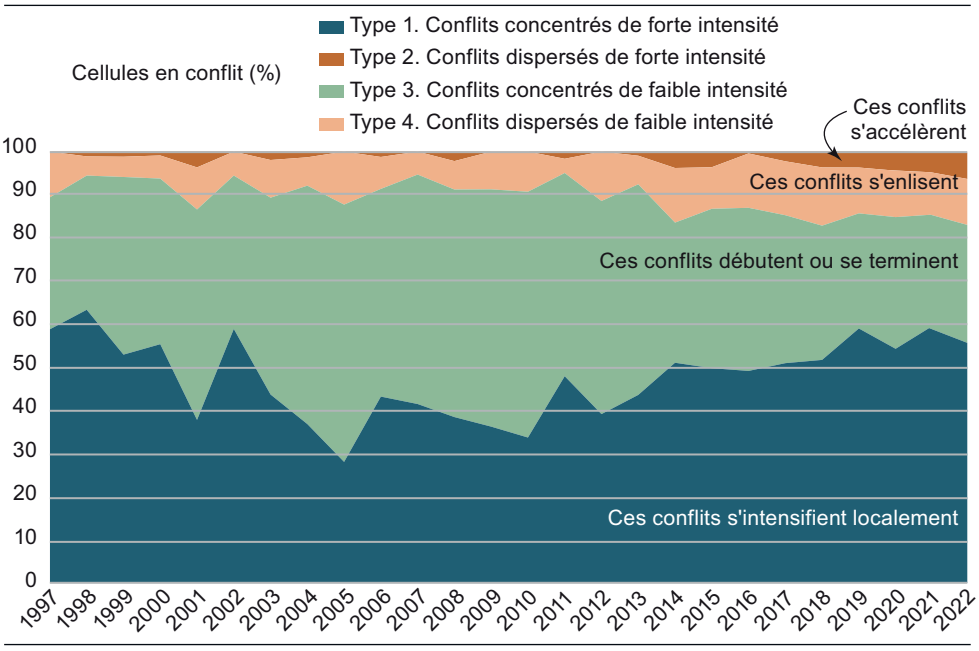
Nombre de cellules d'Afrique du Nord et de l'Ouest en conflit par type, 1997-2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

Graphique 4.5

Proportion des cellules d'Afrique du Nord et de l'Ouest en conflit, par type, 1997-2022



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[1]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

en faisant pression sur les élites nationales, ces groupes djihadistes aspirent souvent à transformer la carte politique de la région. Traversant régulièrement les frontières et opérant simultanément dans plusieurs États, ils sont indifférents aux normes territoriales conventionnelles. Les efforts visant à contrecarrer de tels groupes au sein d'un État sont déjoués par leur grande mobilité, qui leur permet de se retirer dans un État voisin et de réapparaître dès que les conditions sont plus favorables. Dans ce contexte, la violence peut continuer à se propager, formant de grands foyers transfrontaliers d'insécurité. Toute solution politique se doit donc d'être résolument régionale, et non centrée sur un seul État.

Références

ACLED (2022), *Armed Conflict Location & Event Data Project (base de données)*, https://acleddata.com. [1]

Chivvis, C. (2015), *The French War on Al Qa'ida in Africa*, Cambridge University Press, Cambridge. [8]

Diallo, F. (2022), « Mali: le GSIM annonce des 'opérations' contre Bamako », *Jeune Afrique*, 28 juillet, https://www.jeuneafrique.com. [3]

Lebovich, A. (2016), « The hotel attacks and militant realignment in the Sahara-Sahel region », *Combating Terrorism Center Sentinel*, West Point, New York, pp. 22-28. [4]

OCDE/CSAO (2022), *Frontières et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/325c4747-fr. [7]

OCDE/CSAO (2021), *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/80c03df7-fr. [6]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [2]

ONU (2021), *World Population Prospects 2019*, Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, New York. [10]

Sangaré, B. et S. Cold-Ravnkilde (2020), « Internally displaced people in Mali's capital city », Danish Institute for International Studies Policy Brief, 8 décembre. [9]

Walther, O. et al. (2021), « Introducing the Spatial Conflict Dynamics indicator of political violence », *Terrorism and Political Violence*, http://doi.org/10.1080/09546553.2021.1957846. [5]

Chapitre 5

La violence devient-elle plus urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest ?

Ce chapitre étudie la relation entre densité de population et violence en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il montre que les violences sont spatialement liées aux zones urbaines et surviennent le plus souvent dans un rayon proche de ces dernières. S'appuyant sur des données désagrégées sur les conflits dans 21 États sur une période de 22 ans, l'analyse révèle qu'un tiers des événements violents se produisent dans des zones urbaines, et près de la moitié surviennent dans un rayon de 10 km d'une ville. Ce chapitre éclaire la divergence de l'évolution des violences entre Afrique du Nord et de l'Ouest. En effet, les conflits se ruralisent en Afrique de l'Ouest sous l'effet de l'émergence des organisations djihadistes, tandis que les violences urbaines sont plus courantes dans les pays fortement urbanisés d'Afrique du Nord. La relation entre violence et distance aux zones urbaines varie fortement selon les États. Une diminution des violences à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines s'observe dans certains États en proie à des conflits majeurs, comme le Nigéria et la Libye, mais pas dans d'autres, comme le Mali. Les violences tendent enfin à se concentrer dans les petites zones urbaines de moins de 100 000 habitants, plutôt que dans celles de taille intermédiaire ou grande.

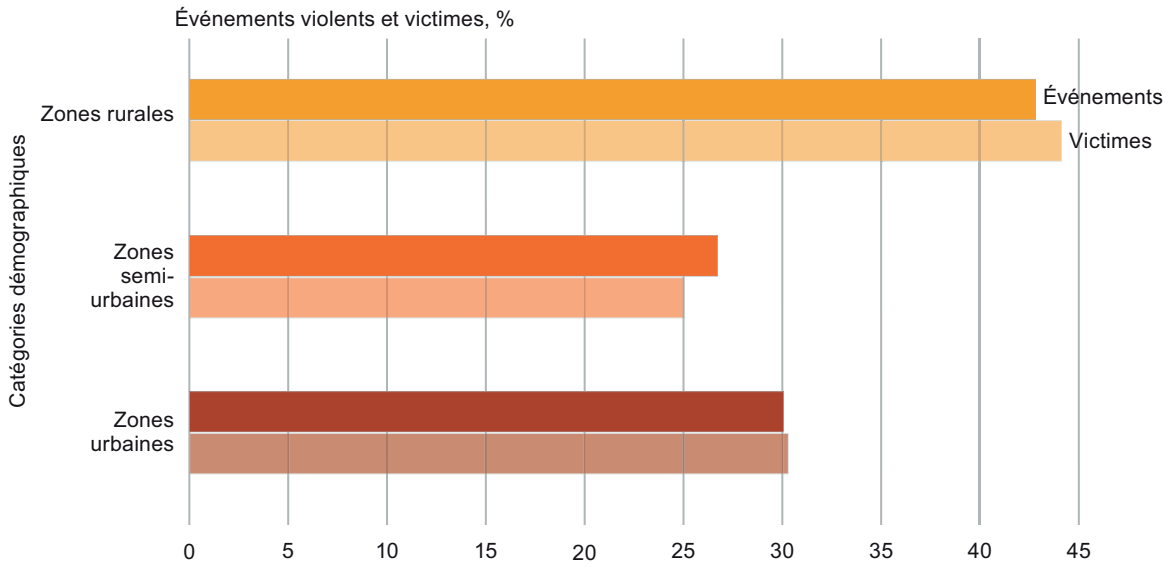
MESSAGES CLÉS

- **Les zones rurales sont plus violentes que les zones urbaines : plus de 40 % des événements violents et des victimes recensés depuis 2000 s'observent dans des zones comptant moins de 300 habitants/km².**
- **Les violences diminuent à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines. Plus des deux tiers des événements violents se produisent dans un rayon de 40 km d'une ville.**
- **Les violences sont plus fréquentes dans les agglomérations urbaines de moins de 100 000 habitants (qui totalisent 70 % des événements violents et 64 % des victimes) que dans celles de taille intermédiaire ou grande.**
- **Les violences se sont ruralisées au fil du temps malgré la croissance ininterrompue des populations urbaines.**
- **Les violences rurales sont particulièrement répandues dans le Sahel, où les insurgés djihadistes ont tendance à être à la fois attirés par les villes et à rejeter ce qu'ils considèrent comme un lieu de corruption morale.**

L'Afrique du Nord et de l'Ouest connaissent depuis 20 ans des niveaux de violence sans précédent. Une proportion importante mais non mesurée des incidents et victimes s'observent à proximité des zones urbaines. C'est pourquoi ce chapitre propose une analyse spatiale exploratoire de la relation entre violence politique et zones urbaines. Il examine si les violences sont principalement rurales ou urbaines, si leur intensité dans les villes augmente au fil du temps, et pourquoi certaines villes ou leur hinterland se sont transformés, depuis 2000, en foyers de violence. L'analyse de données désagrégées sur les conflits sur 22 ans met en évidence la diminution des violences à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines, et leur intensification dans les zones rurales, notamment en Afrique de l'Ouest. L'analyse spatiale montre également la grande inégalité de répartition des violences urbaines et rurales à travers la région, soulignant ainsi la nécessité de mieux comprendre les racines locales des conflits et les spécificités des insurrections djihadistes qui frappent un nombre de pays toujours croissant.

Graphique 5.1

Événements violents et victimes par catégories démographiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022. D'après la définition de l'ONU, les cellules de 1 500 habitants ou plus par km² sont considérées comme urbaines, celles de 300 à 1 499 habitants, comme semi-urbaines, et celles de moins de 300 habitants, comme rurales (ONU, 2020[1]).

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

LES VIOLENCES DIMINUENT AVEC LA DISTANCE AUX ZONES URBAINES

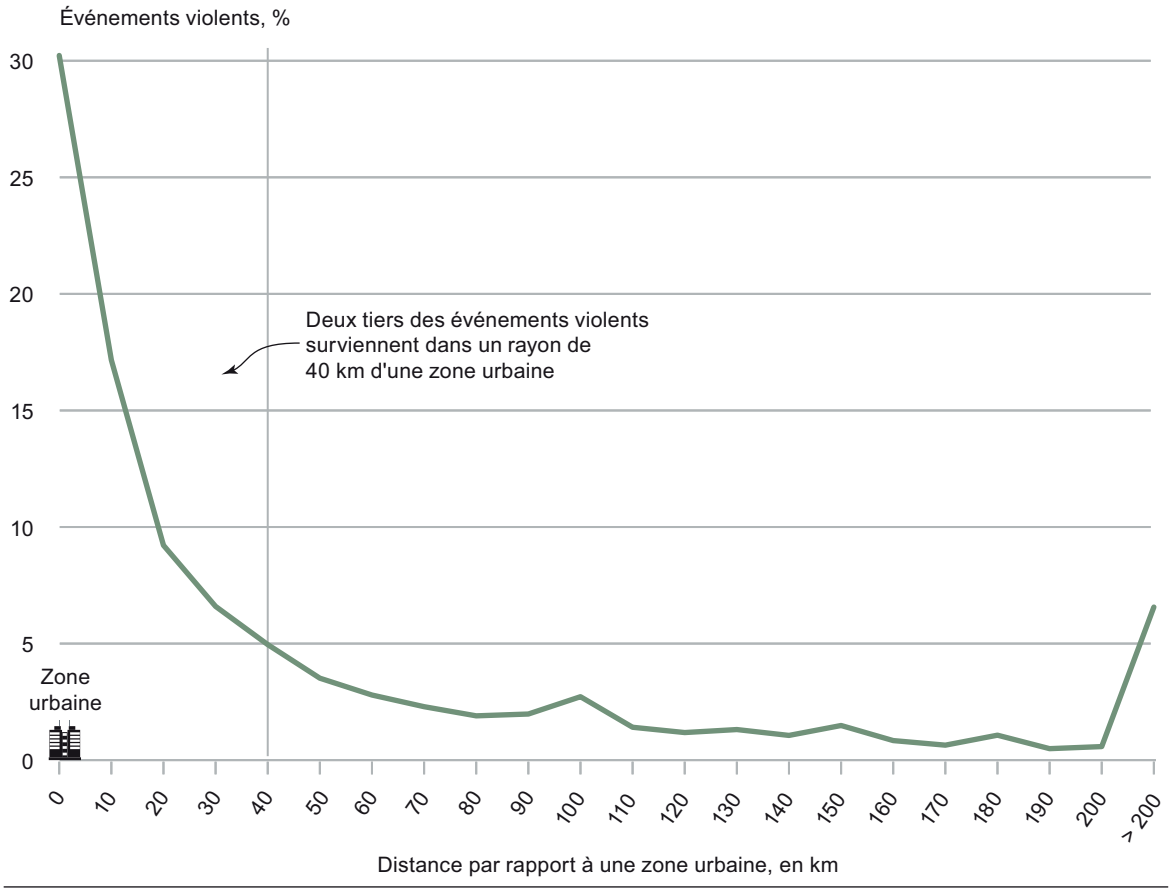
Les violences sont essentiellement rurales : 43 % des événements violents et 44 % des victimes entre 2000 et 2022 s'observent dans des zones comptant moins de 300 habitants/km² (Graphique 5.1). Les zones urbaines comptant au moins 1 500 habitants/km² totalisent 30 % des événements violents et des victimes, tandis que les zones semi-urbaines (à mi-chemin entre densités de population rurale et urbaine) enregistrent les proportions les plus faibles, avec 27 % des événements violents et 25 % des victimes. À l'échelle régionale et sur une longue période, les événements violents sont aussi meurtriers dans les zones urbaines (3.8 décès par événement) que rurales (3.9), et le sont légèrement moins dans les zones semi-urbaines (3.5).

La proportion d'événements violents et de victimes par catégories démographiques (Graphique 5.1) est homogène pour les deux principaux types de violence recensés par le projet *Armed Conflict Location & Event Data* (ACLED), à savoir les combats et les violences contre les civils. Une exception apparaît pour les explosions et violences perpétrées à distance : les zones urbaines en totalisent 30 %, pour 36 % des victimes de ce type d'événements. Il s'agit de l'écart le plus important entre la proportion d'événements violents et de victimes, tous types d'événements confondus. Ceci pourrait s'expliquer par la densité de population relativement élevée à proximité de ces événements. Les combats sont le type de violence le plus meurtrier, avec 4.6 victimes par événement depuis 2000, et près de 5 victimes dans les zones rurales. Les explosions et violences perpétrées à distance, ainsi que les violences contre les civils, tuent quant à elles en moyenne 3.2 personnes par événement, sans différence significative entre ces types d'événements.

Les violences diminuent très fortement à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines, suivant une dynamique nette de décroissance avec la distance (Graphique 5.2). Bien que la plupart des événements violents ne se produisent pas dans des zones urbaines, une écrasante majorité survient à relative proximité de celles-ci. Plus des deux tiers des événements violents (68 %) se situent dans un rayon de 40 km

Graphique 5.2

Événements violents selon la distance à une zone urbaine en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

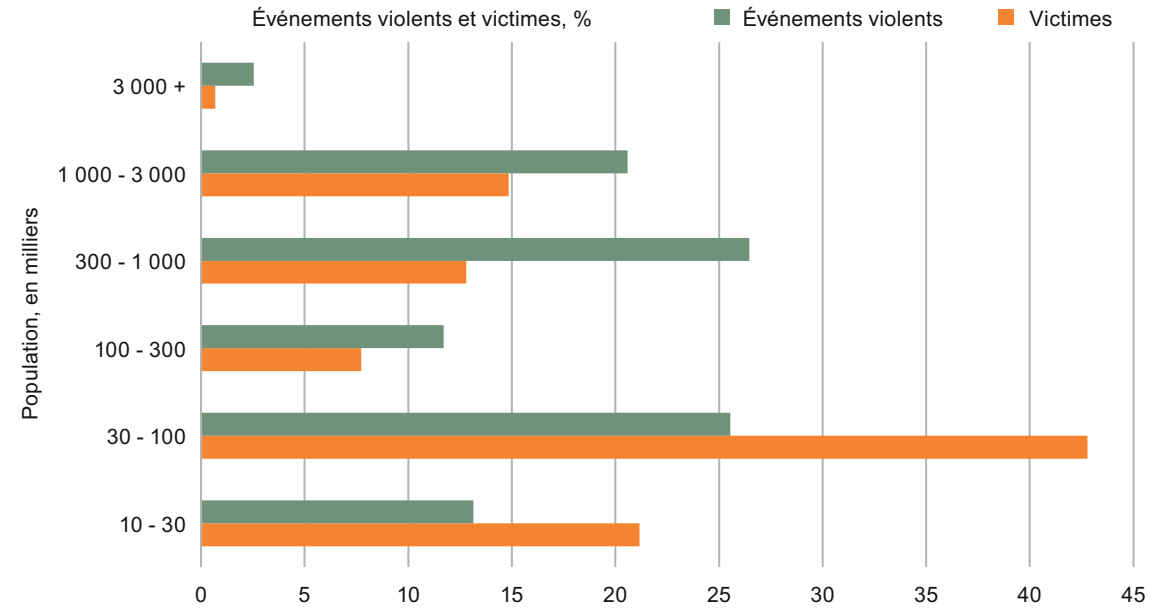
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

d'une zone urbaine, et 47 % dans un rayon de 10 km. Un pic secondaire s'observe par ailleurs à une distance d'environ 100 km d'une zone urbaine. En d'autres termes, plus on se rapproche d'un noyau urbain, plus le nombre d'événements violents est élevé, mais ces événements se produisent dans des zones classées comme rurales selon les critères de densité démographique établis par l'ONU (2020[1]). Ces dynamiques sont quasi identiques pour les proportions de victimes, et ne varient pas entre les principaux types de violence identifiés par ACLED (combats ; violences contre les civils ; et explosions et violences perpétrées à distance).

Les violences se concentrent principalement dans les petites zones urbaines. La proportion d'événements violents et de victimes varie fortement en fonction de la taille des zones urbaines. Plus de la moitié des événements violents en 2015 se sont produits dans des zones urbaines comptant entre 30 000 et 100 000 habitants (26 %) et entre 300 000 et 1 million d'habitants (27 %) (Graphique 5.3). Les victimes sont plus concentrées dans les zones urbaines de 30 000 à 100 000 habitants (43 %) que partout ailleurs. Les violences politiques sont en revanche particulièrement rares dans les grandes villes de plus de 3 millions d'habitants, qui ne totalisent que 3 % des événements violents et 1 % des victimes. Dans l'ensemble, les violences sont plus fréquentes dans les petites agglomérations urbaines de moins de 100 000 habitants que dans celles de taille intermédiaire ou grande. Près de 40 % des événements violents et 64 % des victimes sont ainsi recensés dans les petites agglomérations urbaines, qui représentent 92 % des villes et 32 % de la population du continent en 2015 (OCDE/CSAO, 2020[4]).

Graphique 5.3

Événements violents par catégories urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2015



Note : Ces résultats s'appuient sur la base de données *Africapolis*, qui délimite le périmètre de chaque agglomération urbaine et calcule sa population. Les estimations de population d'*Africapolis* en Afrique du Nord et de l'Ouest ne sont disponibles que pour 2015 (Chapitre 3). La mise à jour 2020 sera disponible en 2023.

Source : Auteurs, à partir des données d'ACLED (2022[2]) et d'OCDE/CSAO (2020[4]). Les données d'ACLED et d'*Africapolis* sont accessibles au public.

Les données agrégées indiquent que l'urbanisation rapide de la région ne rime pas nécessairement avec l'augmentation des conflits urbains. Ce constat surprenant tient d'abord au fait que l'Afrique du Nord et de l'Ouest est une vaste région avec plusieurs pays aux niveaux de conflit élevés mais d'urbanisation encore faibles, comme le Mali et le Niger, et d'autres présentant à la fois des niveaux d'urbanisation et de conflit élevés, comme le Nigéria et la Libye. L'hétérogénéité du processus d'urbanisation à l'échelle régionale minimise l'importance de certaines zones urbaines. En outre, le rapport étudie les conflits sur 22 ans, période relativement longue au cours de laquelle des conflits ont pris fin (au Libéria et en Sierra Leone, par exemple), d'autres sont apparus ou se sont étendus (au Mali et au Burkina Faso, notamment), ou se sont pérennisés (au Nigéria, par exemple).

Compte tenu de l'étendue relative de la région et de la longueur de la période étudiée, il est nécessaire d'approfondir ces premiers résultats, et ce, de deux manières interdépendantes. Les données sur les conflits fournies par ACLED sont désagrégées sur le plan temporel et spatial afin de déterminer si certaines années et certains contextes nationaux spécifiques sont respectivement associés à des dynamiques annuelles ou locales divergeant de celles observées à l'échelon global.

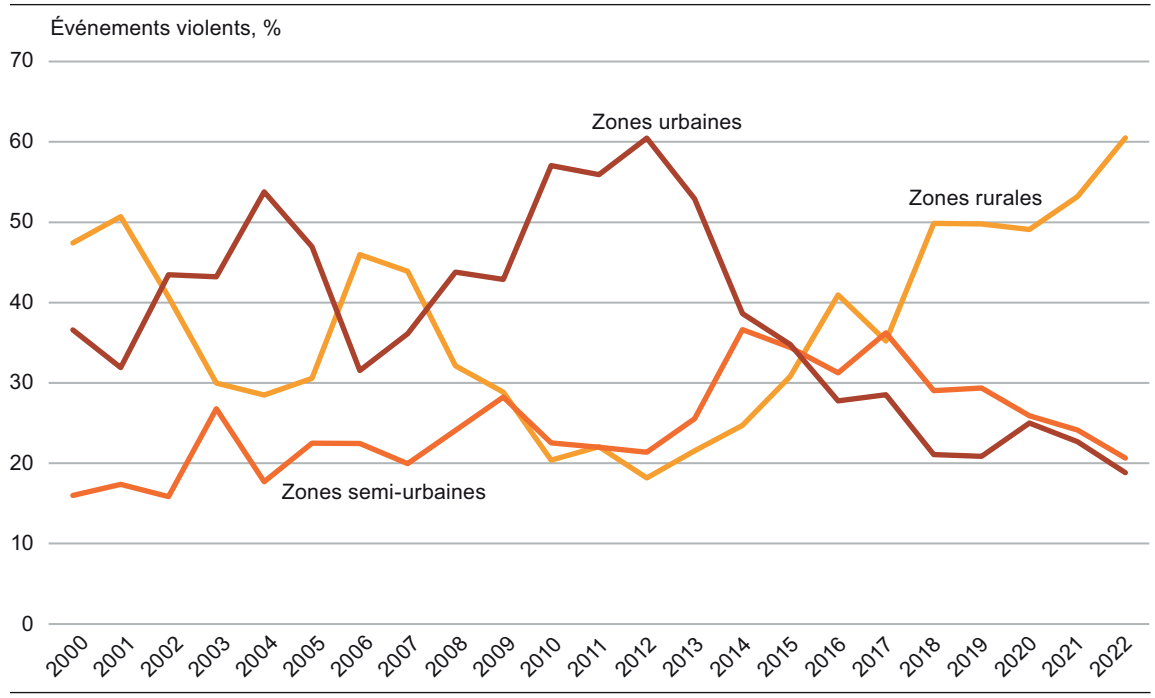
LES VIOLENCES SE RURALISENT

Les violences se sont largement ruralisées au fil du temps malgré la croissance ininterrompue des populations urbaines. L'analyse met en évidence d'importantes variations de la relation entre événements violents et zones urbaines au gré des différents épisodes de conflit, dont certains présentent une composante rurale évidente (Graphique 5.4).

Deux pics de violence urbaine apparaissent, en 2004 et en 2012. Le premier est dû à la première guerre civile ivoirienne, qui a fait de nombreuses victimes dans les villes de Korhogo, Bouaké

Graphique 5.4

Événements violents par catégories démographiques en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-22

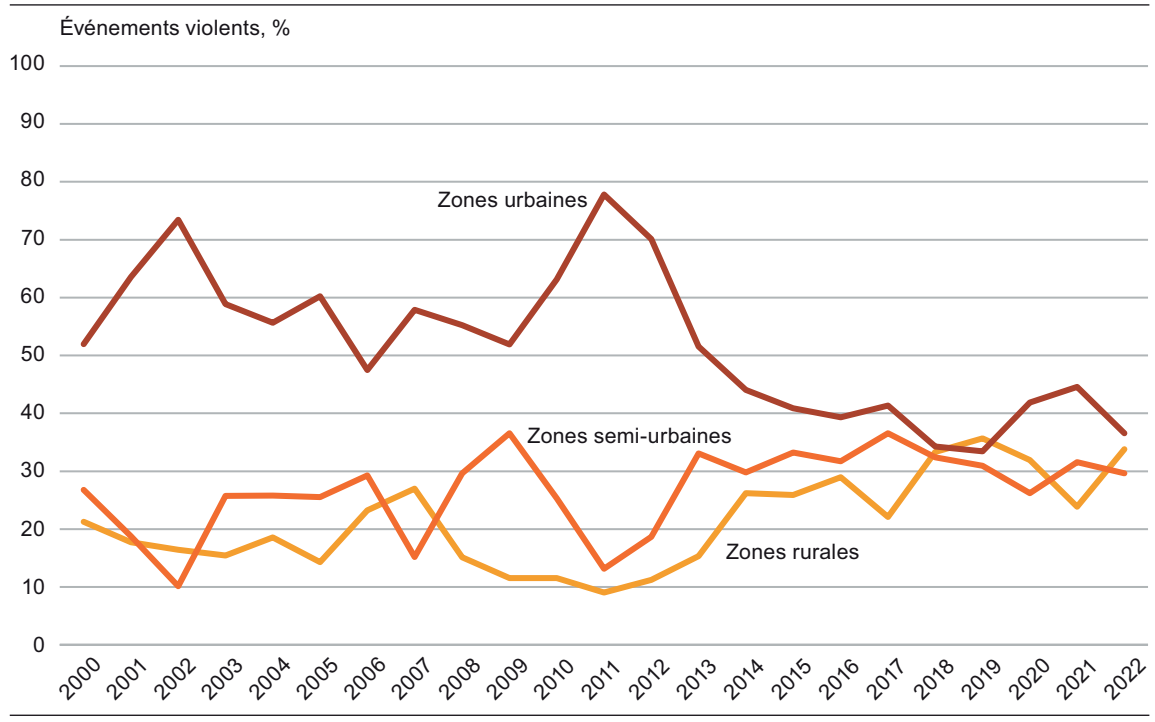


Note : Ce graphique présente une synthèse de la relation entre les événements violents et les catégories de degré d'urbanisation établies par l'ONU sur la période 2000-22 pour les trois types de violence recensés par ACLED : combats ; violences contre les civils ; et explosions et violences perpétrées à distance. Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2])et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

Graphique 5.5

Événements violents par catégories démographiques au Nigéria, 2000-22

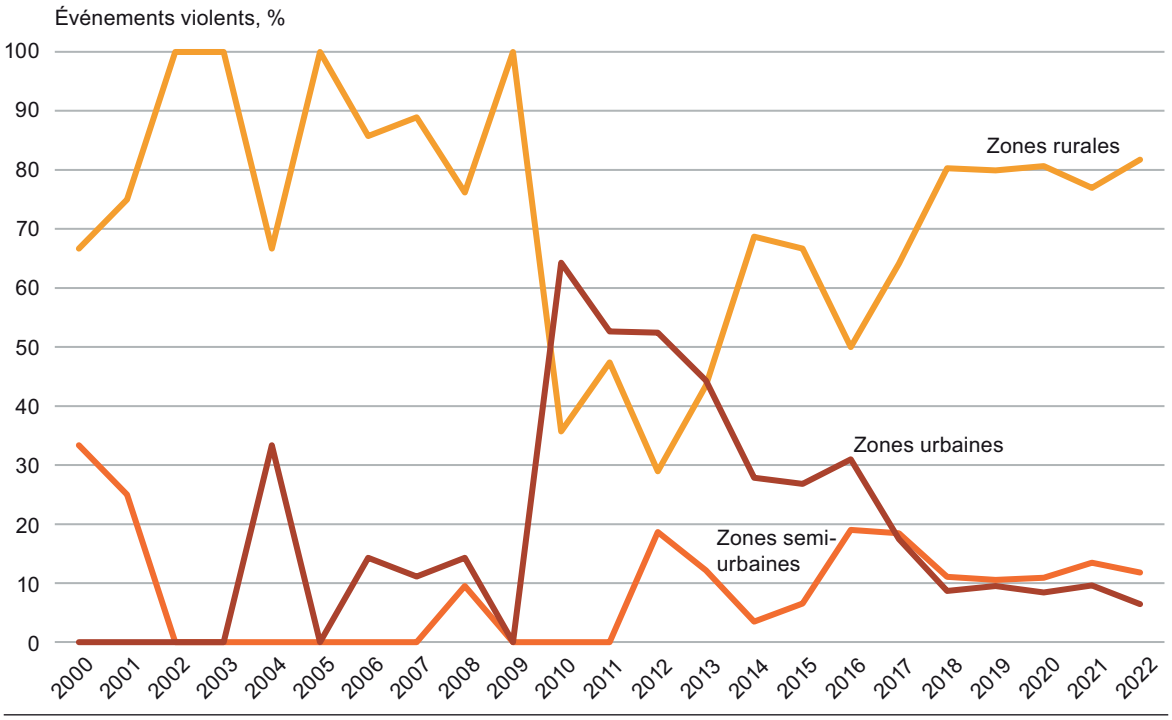


Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

Graphique 5.6

Événements violents par catégories démographiques au Mali, 2000-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

et Abidjan, ainsi qu'aux violences religieuses dans les villes nigérianes de Yelwa et Kano, qui entraînent la mort d'environ 1 700 personnes en mai 2004.

Le second pic correspond au début de la guerre civile malienne en 2012, au cours de laquelle une coalition de rebelles sécessionnistes et de groupes djihadistes a pris le contrôle des villes clés du nord du pays. Pourtant, malgré ces pics, les zones urbaines n'ont été le théâtre principal des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest que durant une dizaine d'années depuis 2000. En effet, les violences urbaines ont atteint leur niveau maximal en 2012, elles représentaient alors 60 % des événements violents de la région, avant de diminuer fortement pour atteindre leur niveau le plus faible en 2022, avec un peu moins de 20 % des événements violents. Le milieu rural est le deuxième théâtre de conflit le plus fréquent, avec la plus grande proportion de violences depuis 10 ans. En 2021, les zones rurales totalisent 53 % des événements violents et 56 % des victimes. Les zones semi-urbaines n'ont été le théâtre de conflit majoritaire qu'en 2017 (et encore, de justesse). Ces dynamiques valent pour chacun des types de violence à l'étude, ainsi que pour les victimes.

La variabilité temporelle des violences urbaines est également liée aux fluctuations géographiques des conflits. Au Nigéria, les violences urbaines sont la catégorie prédominante depuis 2000. La proportion d'événements violents dans les zones rurales y augmente lentement depuis début 2010, soit l'émergence de l'insurrection de Boko Haram autour du lac Tchad (Graphique 5.5). Les violences rurales prédominent en revanche au Mali, à l'exception de trois années, de 2011 à 2013, au paroxysme de la dernière rébellion touareg (Graphique 5.6). L'importance des espaces ruraux ou urbains pour les belligérants fluctuerait donc au gré des variations d'intensité des conflits, aussi faut-il tenir compte de la variabilité de ces dynamiques régionales dans le temps, mais aussi dans l'espace.

LA VIOLENCE URBAINE VARIE SELON LES ÉTATS ET LES SOUS-RÉGIONS

Plus courantes en Afrique du Nord qu'en Afrique de l'Ouest, les violences urbaines voient leur part diminuer dans les deux zones. Afin de déterminer le caractère principalement rural ou urbain des violences politiques, les données sont ventilées en deux sous-régions : l'Afrique du Nord (Libye, Tunisie, Algérie et Maroc) et de l'Ouest (États restants). L'évolution de la proportion des violences urbaines dans le temps y est examinée. Les taux d'urbanisation généralement plus élevés en Afrique du Nord (70 % en 2021 selon les Nations unies) qu'en Afrique de l'Ouest (48 %) pourraient laisser présager une plus grande urbanisation des violences au nord du Sahara.

Les violences urbaines sont effectivement plus fréquentes, dans l'ensemble, en Afrique du Nord ces 20 dernières années (Graphique 5.7). Les chiffres des deux sous-régions se suivent de près entre 2003 et 2009, puis entre 2013 et 2018. Cette dernière période est particulièrement parlante, des conflits majeurs s'y déroulant simultanément dans les deux espaces : les guerres civiles libyennes (2011, 2014-20) débutent deux ans après l'insurrection de Boko Haram en 2009, et un an avant le conflit malien (2012-). Les conflits de chaque sous-région présentent un niveau d'urbanisation similaire, les événements violents affectant une plus grande part de zones urbaines en Afrique de l'Ouest entre 2010 et 2012. Les taux d'urbanisation des sous-régions sont différents, pourtant le degré d'urbanisation des conflits y est similaire entre 2010 et 2012.

La relation entre violences et distance aux zones urbaines varie considérablement entre les États. L'analyse des distances séparant les événements violents des zones urbaines dans les 21 États (Graphique 5.8) fait apparaître une forte hétérogénéité. Plusieurs États présentent une diminution nette des événements violents à mesure que l'on s'éloigne des zones urbaines, dont de nombreux ayant connu des conflits majeurs ces 22 dernières années, comme l'Algérie, le Cameroun, la Libye, le Nigéria et la Tunisie. Cette dynamique s'observe également, bien que dans une moindre mesure, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Ghana. Dans quelques autres États, avec ou sans épisodes de conflit, aucune relation significative ne s'observe entre la violence et la distance aux zones urbaines. Les dynamiques malienne, burkinabé et nigérienne indiquent que les conflits et leurs imbrications sont en grande partie ruraux. Toutefois, la majeure partie des événements s'y sont produits dans un rayon de 90 à 100 km de la zone urbaine la plus proche.

La section suivante étudie la géographie de la violence urbaine en cartographiant les violences et leurs relations avec les zones urbaines dans trois des zones les plus touchées d'Afrique du Nord et de l'Ouest : le Sahel central, la région du lac Tchad et la Libye. L'analyse se concentre sur certains lieux comptabilisant un nombre élevé de victimes depuis 2000 : Djibo, Gao et Kidal dans le Sahel central ; Gwoza, Maiduguri et la forêt de Sambisa autour du lac Tchad ; et Benghazi, Syrte et Tripoli en Libye. Ces études de cas confirment que les violences urbaines sont, pour la majeure partie, survenues depuis le début des années 2010, et que le nombre de victimes recensées dans les zones urbaines de la région du lac Tchad et en Libye a toujours été supérieur à celui observé dans le Sahel central, où les principaux pics correspondent aux soulèvements d'organisations extrémistes violentes et aux contre-offensives militaires.

LES CONFLITS SE RURALISENT DANS LE SAHEL CENTRAL

De toutes les zones en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, le Sahel central est celle où les violences sont le plus susceptible de se produire dans les zones rurales. Le Sahel central est confronté à une myriade de groupes armés, dont les activités principales se déroulent dans les hinterland ruraux. Seuls 23 % (1 050 sur 4 732) des événements violents en 2020 et 2021 s'y sont produits dans un rayon de 40 km d'une zone urbaine. Le fait que les violences touchent

Graphique 5.7

Événements violents dans les zones urbaines par sous-région, 2000-22



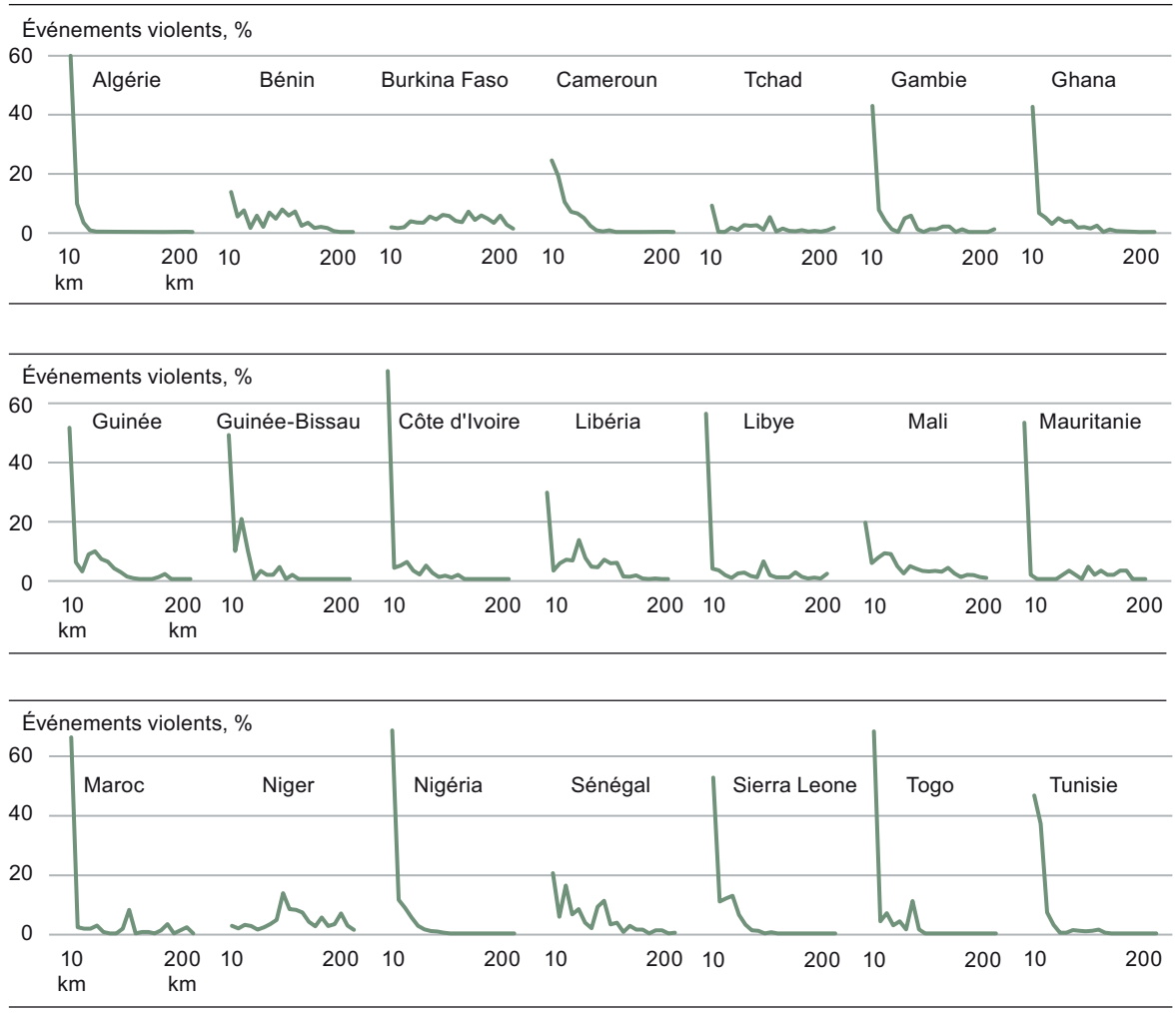
Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

principalement les zones rurales ne signifie pas pour autant que les zones urbaines et leur périphérie immédiate restent à l'abri des événements violents. En effet, des concentrations d'événements violents sont observées autour de nombreuses zones urbaines (Carte 5.1). Le chapelet d'agglomérations urbaines s'étendant entre Mopti au Mali, et Ouahigouya au Burkina Faso, enregistre par exemple 440 événements dans un rayon de 40 km sur la période 2020-21.

Graphique 5.8

Événements violents selon la distance aux zones urbaines par État, 2000-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

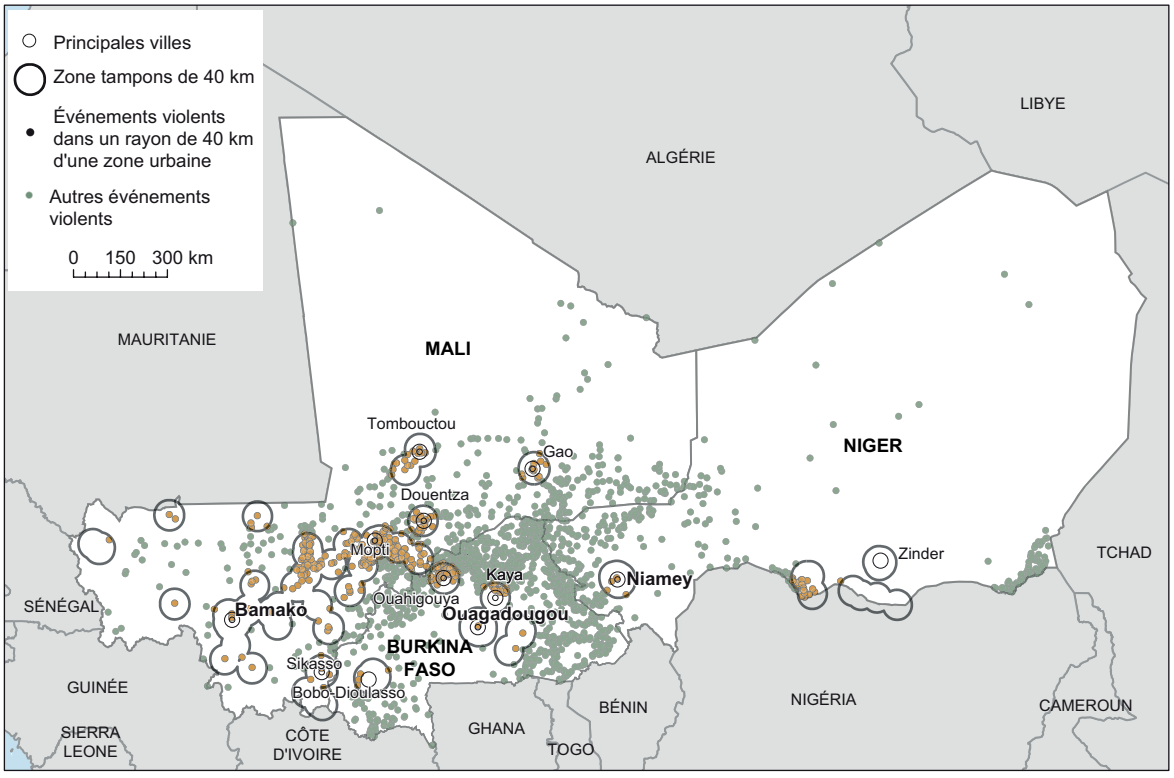
Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

Des concentrations d'événements plus restreintes s'observent près de Maradi, au Niger, et de Douentza, Gao et Niono, au Mali. Malgré la récente intensification des violences, on n'observe pas de concentrations d'événements violents à proximité des capitales nationales (Encadré 4.1). Pour autant qu'il existe des signes d'urbanisation des conflits dans un contexte par ailleurs essentiellement rural, celle-ci est associée à des villes plus petites et peut-être plus marginales, dont plusieurs à proximité de frontières.

Les villes sahariennes et sahéliennes, telles que Kidal, Gao et Tombouctou, jouent un rôle stratégique dans le début des insurrections qui sont apparues dans le nord du Mali et se sont propagées aux pays voisins ces dix dernières années. Dans une région aussi peu peuplée, la prise d'un territoire est inutile en raison de l'impossibilité d'y tenir garnison. Ce principe fut formulé il y a déjà plus d'un siècle par T.E. Lawrence (1920[5]), pour qui la guerre dans le désert s'apparente à une guerre navale : les insurgés y sont mobiles, omniprésents, indépendants des bases militaires et relativement indifférents aux contraintes de leur environnement. Cela vaut pour nombre de forces irrégulières. Ce qui fait toutefois la particularité des insurgés sahariens, c'est qu'ils ont, comme les marins, développé une conception de l'espace dans laquelle les zones stratégiques, les directions fixes et les ressources localisées ont moins d'importance que les allégeances

Carte 5.1

Événements violents et zones urbaines dans le Sahel central, 2020-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

tribales, les réseaux de villes et le contrôle des routes (Walther, 2015[6]). Dans le Sahara-Sahel, le contrôle des mouvements s'est de tout temps avéré le moyen le plus efficace de vaincre les forces régulières et de contrôler les populations locales, ce qui explique qu'une si grande part des activités violentes observées lors de la première phase de la guerre civile malienne se sont produites dans ou autour des zones urbaines, ainsi que le long des corridors commerciaux stratégiques (Retaillé et Walther, 2013[7]).

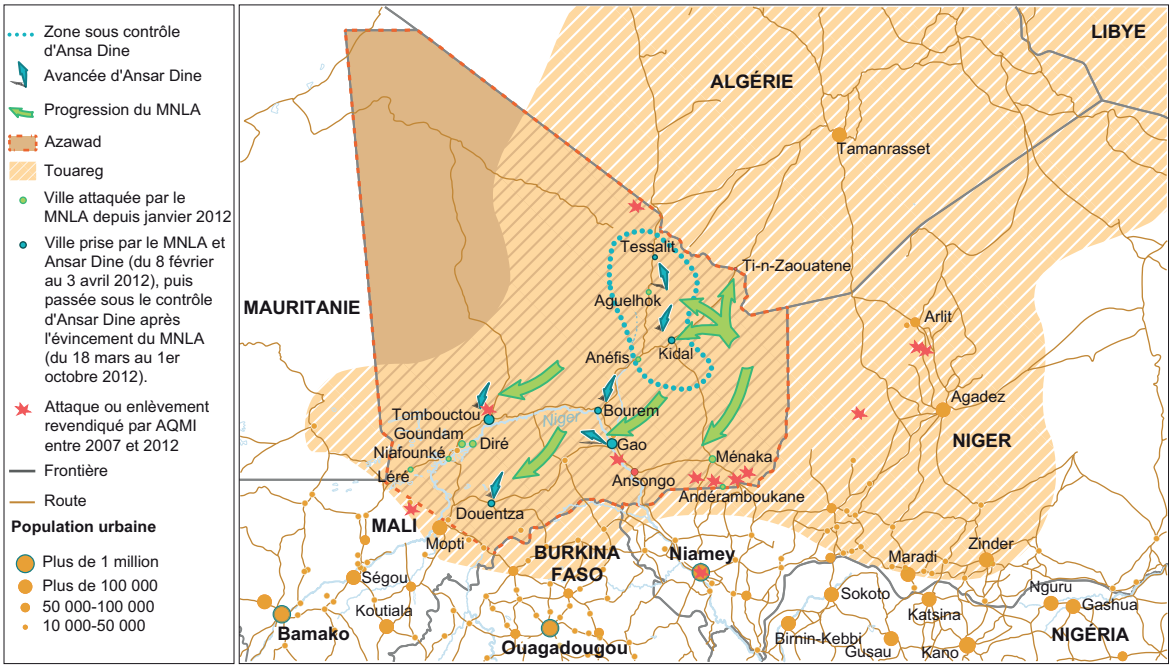
Kidal : la centralité politique de la marge

Kidal est l'une des villes les plus importantes du cœur de la confédération touareg des Kel Adagh, à l'extrême nord-est du Mali. Malgré sa petite taille (31 800 habitants en 2015), elle est le point de départ de quatre rébellions majeures au Mali en 1963-64, 1990-96, 2006-09, puis 2012-13. La première d'entre elles prend fin avec une répression brutale de l'armée malienne sur Kidal, tandis que les trois autres s'achèvent chacune par des accords de paix, qui ne permettent finalement pas de prévenir une reprise du conflit.

Pendant la rébellion de 2012, Kidal est d'abord sous contrôle du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), mouvance séparatiste sous le contrôle des Touaregs, avant de passer aux mains d'une coalition djihadiste regroupant Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar Dine (les Défenseurs de la foi), qui devient alors la faction dominante de la ville (Carte 5.2). En janvier 2013, l'armée française et ses alliés lancent l'Opération Serval afin de contrer l'avancée des djihadistes vers le sud et de les chasser des villes du nord. Les modalités de reprise de Kidal aux djihadistes ont longuement fait polémique. Le 28 janvier 2013, le MNLA et un groupe de dissidents de haut niveau d'Ansar Dine, se faisant appeler Mouvement islamique de l'Azawad (rebaptisé plus tard Haut conseil pour l'unité de l'Azawad [HCUA]), annoncent avoir pris le contrôle de Kidal. Le 30 janvier, les forces françaises prennent l'aéroport de

Carte 5.2

État initial du conflit malien, 2012



Source : OCDE/CSAO (2014[8]).

Kidal ; les autorités maliennes se plaignent publiquement de ne pas avoir été informées ou incluses. Les troupes tchadiennes entrent dans la ville le 5 février, faisant de Kidal la dernière grande ville du nord du Mali à tomber sous la coupe de l'opération Serval.

Le MNLA et le HCUA partagent ensuite formellement le contrôle de Kidal avec les forces gouvernementales maliennes dans le cadre d'une entente tendue. En mai 2014, la visite à Kidal du Premier ministre de l'époque, Moussa Mara, déclenche des combats directs entre le MNLA et les forces maliennes, remportés par le MNLA. La même année, le MNLA, le HCUA et une partie du Mouvement arabe de l'Azawad forment une coalition baptisée Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), qui devient l'un des trois signataires de l'Accord d'Alger de 2015, avec le gouvernement malien et la Plateforme, coalition de milices anti-rebelles. La CMA consolide son contrôle politique et militaire sur Kidal, et sur une grande partie de la région environnante, affrontant la principale composante de la Plateforme, le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA).

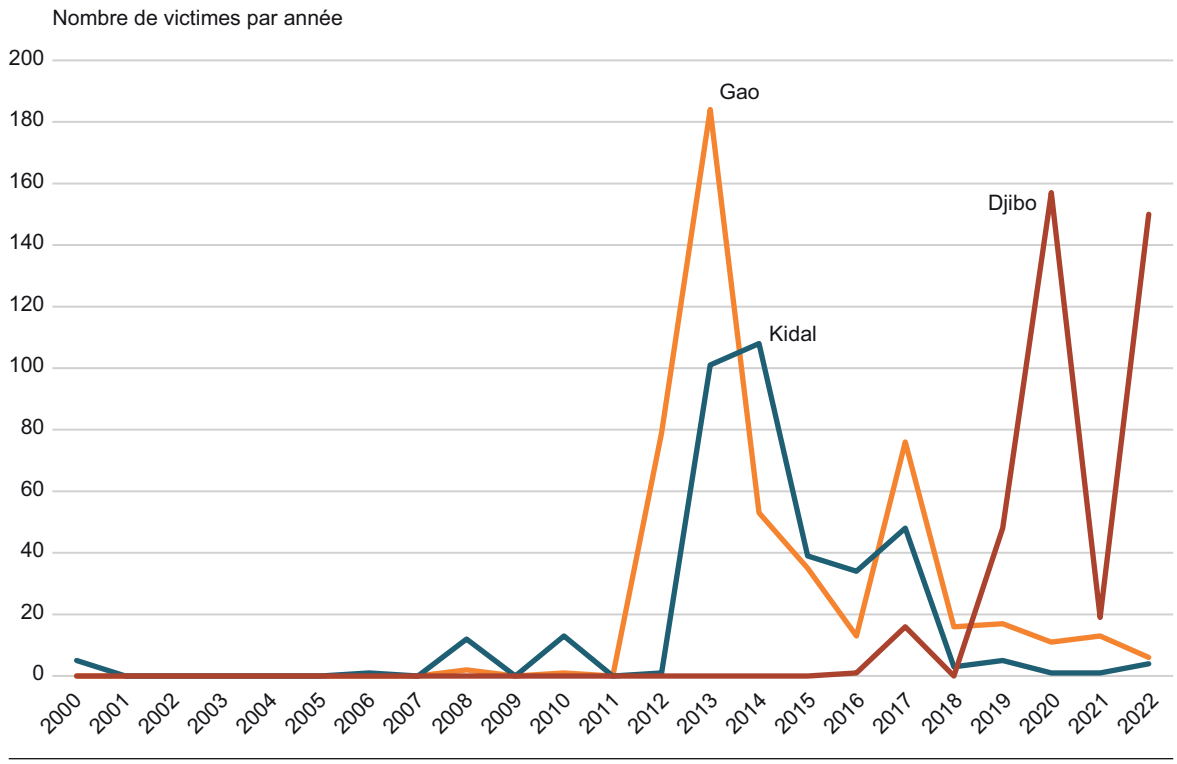
Malgré sa centralité politique dans le conflit malien, la ville de Kidal reste relativement épargnée par les violences avec 372 victimes entre 1997 et 2021. Les pics de violence de 2013 (101 morts) et 2014 (108) reflètent les turbulences de l'Opération Serval et de ses suites immédiates, ainsi que les violences des affrontements de mai 2014 et des efforts globaux de la CMA pour consolider son contrôle sur la ville. Les violences ultérieures impliquant la CMA touchent les environs de Kidal plutôt que son cœur. Les affrontements de juillet 2017 entre la CMA et le GATIA concernent bien le contrôle de Kidal, mais les combats se déroulent à une cinquantaine de kilomètres au sud-est. Outre la paix relative que la CMA apporte à Kidal, il s'agit également de la ville natale du principal chef djihadiste malien, Iyad ag Ghali, à la tête du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) (lié à Al-Qaïda) depuis sa création en 2017. Malgré les nombreuses attaques du JNIM dans la région de Kidal, le groupe cible ses attaques sur le centre du Mali et le nord du Burkina Faso.

Gao : épicentre et cible des violences djihadistes

Avec une population estimée à 105 900 habitants en 2015, Gao se positionne comme un important

Graphique 5.9

Victimes dans le Sahel central par ville, 2000-22



Note : Les données de 2022 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements recensés jusqu'au 30 juin.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

centre politique et culturel du nord-est du Mali. La ville subit de plein fouet les rébellions du nord du Mali de 1990, 2006, puis 2012. Cette année-là, elle tombe d'abord aux mains du MNLA, puis de la coalition djihadiste qui s'empare du nord du Mali. Le MUJAO prend alors le contrôle de Gao. Le MNLA, comme les djihadistes, font subir aux habitants de la ville de graves violations des droits humains. Il est notamment vraisemblable que le MNLA, sous domination touareg, ait voulu commettre de plus graves exactions à Gao, ville multiethnique où coexistent Songhaïs, Arabes, Touaregs, Peuls et autres, qu'à Kidal, dominée par les Touaregs. Le MUJAO et les djihadistes perpètrent à Gao de cruels châtiments corporels, suivant l'interprétation djihadiste de la loi islamique, notamment des amputations et des passages à tabac (HRW, 2012[9])

Les violences qui s'abattent sur Gao en 2012 font le lit de tensions intercommunautaires durables une fois la ville libérée du MUJAO et des djihadistes en 2013 (Graphique 5.9). Les tensions ethniques s'embrasent ainsi lors d'incidents, tels que les affrontements intercommunautaires de 2020, où des Arabes sont lynchés par des Songhaïs les accusant de vol. Ce tableau complexe est aggravé par l'activité généralisée présumée de réseaux de trafic de drogue dominés par les Arabes dans la région de Gao depuis le milieu des années 2000. La presse en vient même à rebaptiser un quartier de la ville « Cocaïne bougou » (Dreazen, 2013[10]). Tarkint, ville de la région de Gao, est également le théâtre, en 2009, de l'affaire « Air Cocaïne », dans laquelle un chargement de drogue est découvert dans un avion et divers hommes d'affaires et responsables locaux sont impliqués (Tinti, 2020[11]). Plus récemment, des hommes politiques clés basés à Gao, comme Mohamed Ould Mataly, sont accusés de participation à des activités de trafic de drogue et de sabotage politique, et placés sous sanctions des Nations Unies (ONU, 2019[12]).

Gao reste, même après sa libération, la cible de violences djihadistes. En février et mars 2013, la résistance djihadiste contre la présence militaire française et malienne se fait ainsi plus rude à Gao qu'à Kidal et Tombouctou. En février 2013, Gao est le théâtre de ce qui est qualifié de premier attentat-suicide du Mali. C'est également là qu'a lieu, en janvier 2017, l'attentat-suicide le plus meurtrier de tout le conflit malien, visant une patrouille mixte de la CMA, de la Plateforme et de l'armée malienne. À plusieurs reprises, Gao est ciblée par les djihadistes, en partie parce qu'ils y voient le carrefour de diverses initiatives sécuritaires dans le nord du Mali (Traoré, 2017[13]). Gao accueille ainsi le quartier général malien de la mission antiterroriste française pour le Sahel – l'Opération Barkhane – et en est la dernière base remise aux forces maliennes en 2021-22. Elle est également le quartier général oriental de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Ces dernières années, les activités violentes se sont largement déplacées des régions sahariennes vers le Sahel, et plus au sud encore. Kidal est l'une des régions les moins touchées du Mali, avec moins de 70 victimes recensées de janvier 2021 à juin 2022, contre plus de 2 100 pour la région de Mopti et 906 pour celle de Gao (Chapitre 4). Avec la progression des groupes armés vers le sud, le Burkina Faso est désormais le pays le plus violent d'Afrique de l'Ouest après le Nigéria, totalisant plus de 4 500 victimes de janvier 2021 à juin 2022, d'après les données d'ACLED. Les villes burkinabè voisines du Mali, telles que Djibo, Dori et Ouahigouya, sont ainsi devenues de nouveaux foyers de violence dans la région.

Djibo : point de départ d'une insurrection plus vaste

Djibo est la capitale de la province du Soum, l'une des quatre provinces de la région du Sahel, dans la partie la plus septentrionale du pays. La ville se situe à environ 210 km au nord de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, et à moins de 70 km de la frontière avec le Mali. Le Soum est limitrophe de certaines des zones les plus meurtries du centre du Mali, plongé dans la crise depuis 2015 (Carte 5.3).

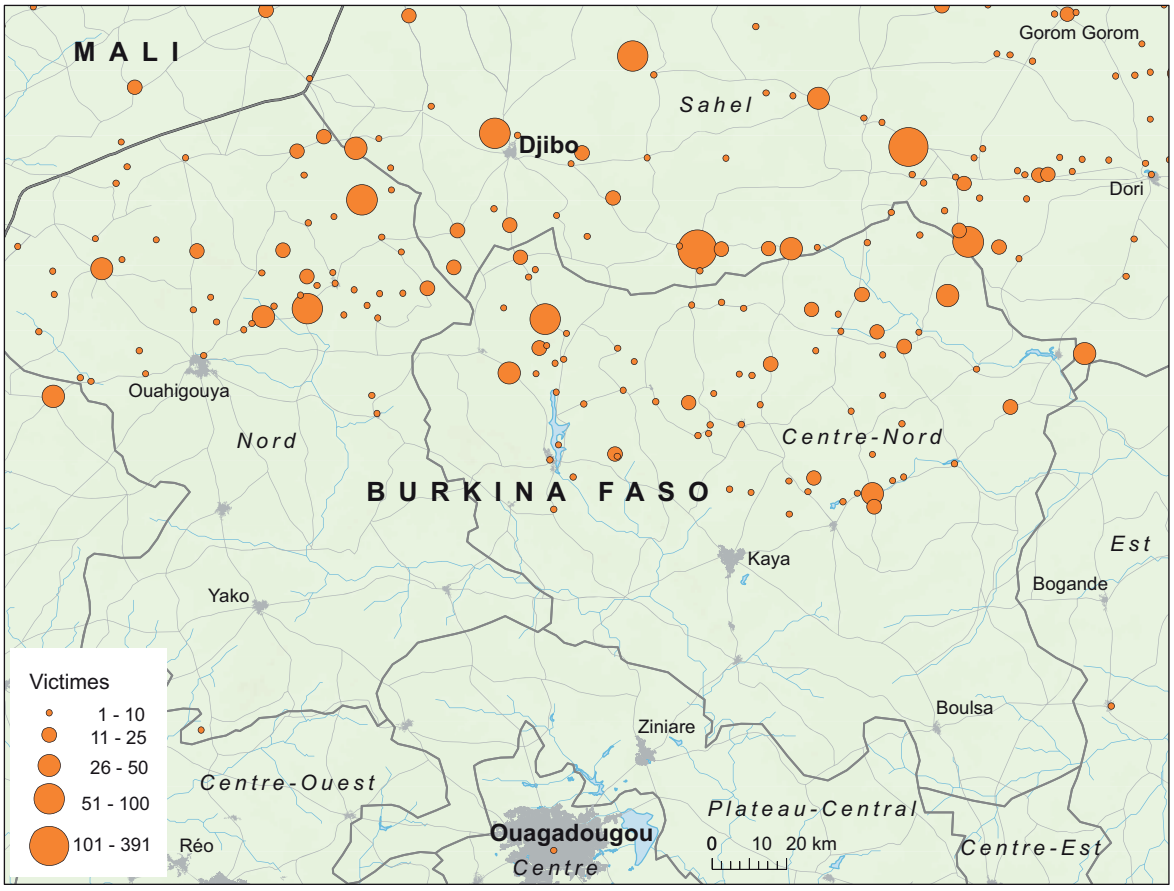
Au Burkina Faso, la province du Soum est devenue le point de départ d'une insurrection plus vaste, initialement menée par le groupe djihadiste burkinabè Ansaroul Islam. Son fondateur, Ibrahim Dicko, né dans un village du Soum, centre ses activités à Djibo dans les années 2000 et 2010 : il y dirige les prières du vendredi dans une mosquée, prêche régulièrement sur deux stations de radio basées dans la ville, épouse la fille d'un éminent imam local et y fonde l'association islamique al-Irchad (de l'arabe *irshad*, « orientation »). La multiplication des contacts de Dicko avec des militants basés au Mali entraîne sa radicalisation, ainsi que celle d'une partie des partisans d'al-Irchad, ce qui nuit à son acceptation locale à Djibo (Thurston, 2020[14]). Ansaroul Islam mène sa première attaque d'envergure en décembre 2016 contre un avant-poste militaire à Nassoumbou, ville du Soum située à 35 km au nord de Djibo. D'abord sous la direction de Dicko, puis sous celle de son frère Jafar, Ansaroul Islam entretient des liens étroits avec le JNIM au Mali.

Djibo connaît des niveaux de violence relativement faibles, avec un total de 241 victimes sur la période 1997-2021, le pic s'observant en 2020, avec 157 victimes. La ville est toutefois profondément affectée par la crise du Soum et au-delà. Dès le début de l'insurrection, l'insuffisance des infrastructures, les rivalités au sein de l'élite locale et la négligence des gouvernements centraux burkinabè successifs se conjuguent pour accentuer sa vulnérabilité et son isolement (ICG, 2017[15]). Les environs de la ville connaissent une escalade de la violence, non seulement de la part des djihadistes, mais aussi des forces de sécurité et des milices d'auto-défense Koglweogo. En 2019-20, des habitants auraient découvert 180 corps dans des fosses communes aux alentours de Djibo, meurtres dont les forces de sécurité seraient les principaux suspects (HRW, 2020[16]). Les civils se retrouvent pris au piège de ces violences plurielles, chaque acteur en conflit les accusant de collaborer avec son ennemi (Koné, 2020[17]).

L'escalade de la crise au Burkina Faso et sa propagation au nord puis à l'est du pays entraînent des déplacements massifs à partir de 2019. Le nombre de déplacés internes passe de 87 000 en janvier 2019 à plus de 1.9 million

Carte 5.3

Victimes à Djibo et dans le nord du Burkina Faso, 2021



Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

au 30 avril 2022, dont plus de 574 000 dans la région du Sahel (UNOCHA, 2022[18]). De nombreux déplacés affluent à Djibo, dont la population atteint plus de 200 000 habitants au premier trimestre 2022 (Solidarités International, 2022[19]), contre 38 300 en 2015, selon *Africapolis*. À cette époque, Djibo accueille 17 % des déplacés internes du Burkina Faso. Parallèlement, les violences endémiques entraînent la fermeture de nombreux centres de santé et écoles de la ville, surtout à partir de 2018.

À partir de 2020, les djihadistes bloquent Djibo, et assassinent le maire adjoint et le grand imam lorsqu'ils tentent de quitter la ville ; d'autres zones du nord sont également bloquées (Koné, 2020[17]). Ces blocus semblent destinés à renforcer le contrôle sur les principaux axes de transport, à priver l'État d'un centre administratif majeur dans le nord, et à s'inscrire dans une dynamique plus globale d'intimidation et de gouvernance djihadiste. Au cours des années suivantes, la ville se retrouve coupée à plusieurs reprises de ses environs par les djihadistes. Du fait de son importance stratégique, Djibo est également le théâtre d'efforts complexes de négociation de trêves avec les djihadistes par les autorités locales, et même nationales. Fin 2020, le gouvernement du président de l'époque, Roch Kaboré, aurait ainsi négocié une trêve près de Djibo avec le JNIM (et, vraisemblablement, Ansaroul Islam) dans le but de permettre la tenue des élections nationales cette année-là. Si ces pourparlers atteignent, semble-t-il, cet objectif limité (Mednick, 2021[20]), ils s'avèrent toutefois fragiles et temporaires, comme en témoigne la reprise ultérieure du blocus de Djibo.

LES VIOLENCES S'INTENSIFIENT DANS LA RÉGION DU LAC TCHAD

La région du lac Tchad totalise le plus grand nombre d'événements violents et de victimes depuis la fin des années 2000 en Afrique de l'Ouest. Deux fois plus de personnes sont tuées dans les zones les plus touchées du bassin du lac Tchad (Adamawa, Borno, Diffa, Extrême-Nord et Yobe) que dans l'ensemble du Mali et du Burkina Faso de janvier 2012 à juin 2022. Les quatre États bordant le lac sont le théâtre de l'une des insurrections les plus violentes qu'ait jamais connue l'Afrique de l'Ouest, menée par Boko Haram et son groupe dissident, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (*Islamic State West Africa Province* [ISWAP]) (Carte 5.4).

Ces groupes entretiennent une relation plutôt conflictuelle avec les villes. Au début des années 2000, les premiers membres de la secte Boko Haram sont de jeunes radicaux de la mosquée Alhaji Muhammadu Ndimi de Maiduguri (Agbiboa, 2022[21]). Déclarant la ville corrompue, une faction de partisans de la ligne dure tente d'établir une sorte de commune ou de camp d'entraînement près du village de Kanama, dans l'État voisin de Yobe, mais ce soulèvement éphémère contre les autorités est écrasé fin 2003 (Thurston, 2017[22]). Les survivants regagnent Maiduguri et y établissent leur propre mosquée près de la gare (Chapitre 2). En 2009, Boko Haram lance une série de soulèvements spectaculaires à Maiduguri, Bauchi, Borno, Gombe, Yobe, Kano et Katsina. Le groupe finit par être expulsé des zones urbaines et gagne du terrain dans les zones rurales. En 2015, l'armée nigériane et ses alliés régionaux mènent une série d'offensives majeures contre Boko Haram qui, perdant une grande partie de ses gains territoriaux, se replie dans des zones rurales reculées, comme les îles du lac Tchad ou les monts Mandara au Cameroun. Ces dernières années, la stratégie du gouvernement nigérian consistant à déplacer ses troupes (et certains civils) dans des camps fortifiés encourage Boko Haram et l'ISWAP à étendre leurs activités dans les zones rurales et le long des principaux axes de transport (Graphique 5.10).

Maiduguri : la ville la plus violente d'Afrique de l'Ouest

Ville la plus peuplée de l'extrême nord-est du Nigéria, avec une population estimée en 2015 à 1 012 100 habitants, Maiduguri est la capitale du Borno, deuxième plus grand État du pays. Compte tenu de l'étendue de cet État et des distances séparant Maiduguri des autres grandes métropoles du Nigéria, la ville constitue un nœud économique clé reliant le Nigéria, le Niger, le Cameroun et le Tchad.

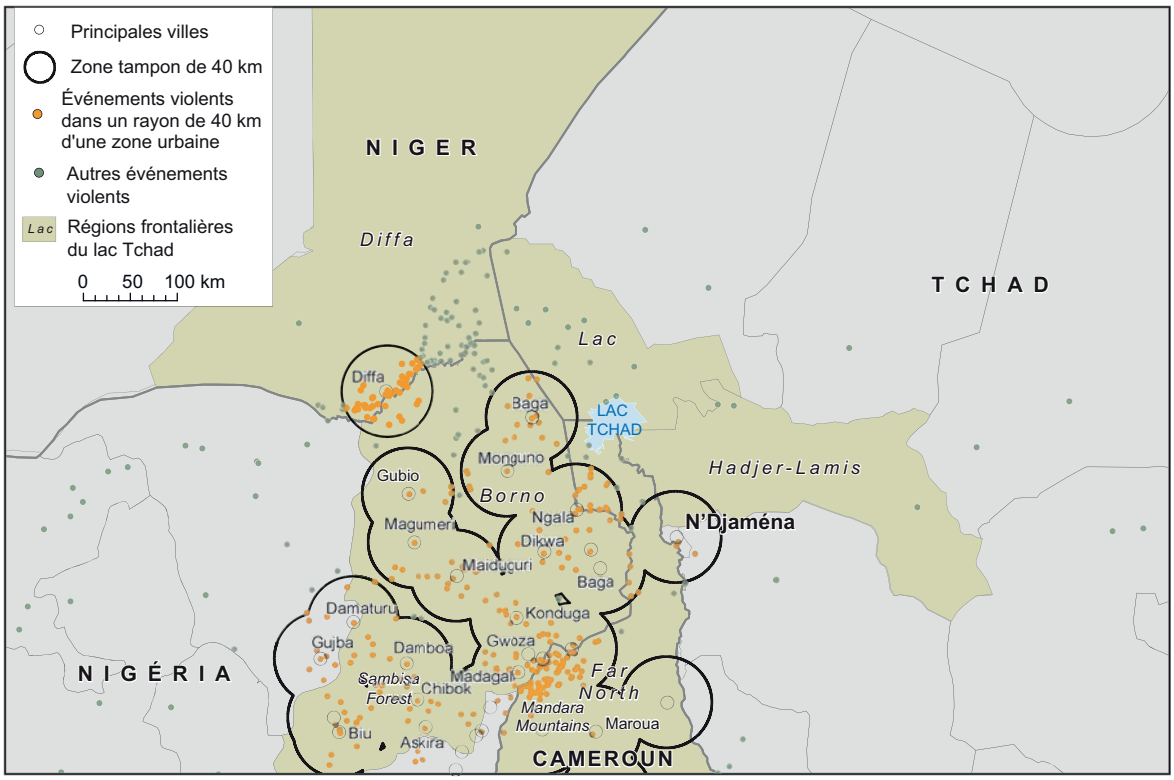
Agglomération urbaine la plus violente d'Afrique de l'Ouest (avec 5 483 victimes sur la période 1997-2021), Maiduguri joue un rôle central dans le conflit avec Boko Haram. Il est généralement admis que c'est là que naît le groupe, entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, sous le leadership charismatique du prédicateur Mohamed Yusuf (1970-2009), lui-même venu à Maiduguri depuis l'État de Yobe (Bukarti, 2020[23]). Au cours des années 2000, Yusuf conquiert de nombreux adeptes à Maiduguri et au-delà. Il considère la ville comme sa base et y établit tout un réseau de mosquées et de centres. La ville est l'épicentre du violent soulèvement de masse de Boko Haram en 2009, au cours duquel Yusuf est tué. Ce soulèvement s'avère le tournant le plus décisif de l'histoire du groupe qui, de mouvement dissident anti-système avec quelques éléments violents, devient dès lors une véritable insurrection.

Après la réapparition de Boko Haram en 2010, sous la direction du bras droit de Yusuf, Abubakar Shekau, Maiduguri constitue d'abord la cible la plus fréquente des violences du groupe. Boko Haram y organise ainsi des assassinats, des attentats à la bombe et d'autres attaques, notamment l'assassinat d'un candidat clé au poste de gouverneur en janvier 2011 et l'attaque d'un bar à bière en juin 2011. Cette même année, le déploiement d'une nouvelle Force d'intervention conjointe (MNJTF) contribue largement à l'escalade de la violence à Maiduguri, cette Force se voyant accusée de violations systématiques des droits humains et de punitions collectives (Amnesty International, 2011[24]).

En juin 2013, la création de la Force d'intervention civile conjointe (*Civilian Joint Task Force* [CJTF]), force d'auto-défense soutenue par le gouvernement, modifie une nouvelle fois les dynamiques. La CJTF recrute des milliers de volontaires, faisant de Maiduguri son centre

Carte 5.4

Événements violents et zones urbaines dans la région du lac Tchad, 2020-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

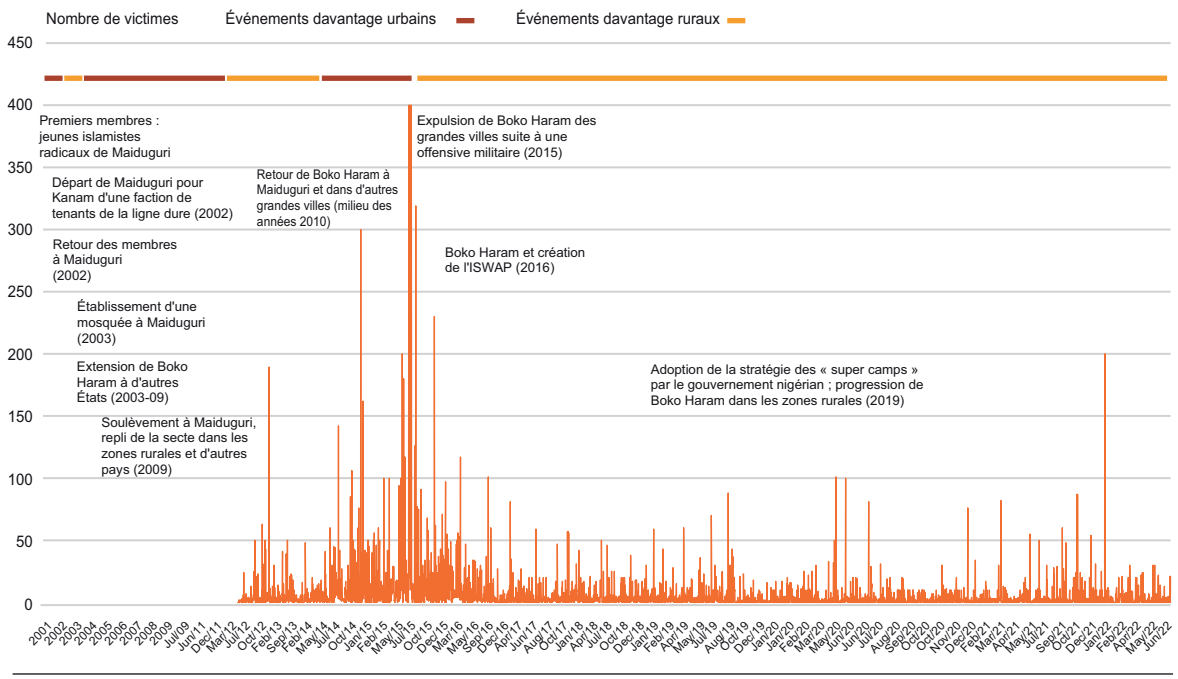
de gravité et étendant sa forte présence dans le reste du nord du Nigéria. Les connaissances locales de ses membres permettent d'éradiquer les cellules de Boko Haram à Maiduguri, mais la Force est accusée de pratiquer une justice sommaire et d'infliger des traitements cruels aux membres présumés de Boko Haram, dont un grand nombre ne bénéficie d'aucune procédure régulière (Agbiboa, 2022[21]). Ces abus deviennent ensuite autant de nouveaux déclencheurs de représailles de la part de Boko Haram, qui mène en mars 2014 une attaque particulièrement violente contre la caserne de Giwa, une prison militaire située à Maiduguri.

Si la présence physique de Boko Haram à Maiduguri semble s'affaiblir à partir de 2013-14, avec la formation de la CJTF, le groupe continue néanmoins à prendre la ville pour cible à plusieurs reprises. Deux pics de violence s'y observent ainsi pendant la crise traversée par Boko Haram : le premier en 2009 et le second en 2015. Celui de 2009 correspond au soulèvement de masse de Boko Haram (818 morts, même si certaines estimations avancent un bilan bien plus élevé). En 2010, les violences sont en revanche faibles à Maiduguri (40 victimes), à l'heure où Boko Haram se rétablit, mais reprennent ensuite leur progression chaque année jusqu'au nouveau pic de 2015 (1 177 victimes). Ces morts se comptent en grande partie parmi les membres de Boko Haram et les civils accusés de soutenir le groupe ; l'armée nigériane aurait par exemple tué environ 600 personnes en représailles après l'attaque de la caserne de Giwa en 2014.

En 2014-15, Boko Haram forme un « proto-État » dans le nord-est du Nigéria, encerclant partiellement Maiduguri. Bien que le groupe ne prenne jamais le contrôle de la ville, il y mène de nombreuses attaques durant et après cette période. Les plus tristement célèbres, sans toujours être toutefois les plus meurtrières, sont les attentats-suicides souvent perpétrés par des femmes et des jeunes filles kamikazes soumises à des degrés divers de coercition et de manipulation (Warner et Matfess, 2017[25]). Plus récemment, la ville est aussi la cible d'une série d'attaques

Graphique 5.10

Victimes lors d'événements impliquant Boko Haram et l'ISWAP, 2001-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

à la roquette. Ses environs sont le théâtre de graves violences, à l'instar du massacre de novembre 2020, qui fait environ 110 morts parmi des travailleurs agricoles du village de Koshobe, près de Maiduguri.

Maiduguri connaît également un afflux massif de déplacés pendant la crise de Boko Haram, la sécurité relative de la ville et son infrastructure humanitaire plus dense offrant un certain répit à ceux fuyant les attaques de Boko Haram et de l'ISWAP dans les villes plus petites et les campagnes. En avril 2022, on compte plus de 1.6 million de déplacés internes dans l'État de Borno (OIM, 2022[26]). Les autorités nigérianes cherchent toutefois de manière constante et souvent controversée à encourager leur rapatriement (ainsi que celui des réfugiés), notamment dans le cadre de plans contestés, annoncés en 2020, visant le rapatriement d'environ 1.8 million de personnes des camps de Maiduguri, avec une vague de fermetures de camps fin 2021 (HRW, 2021[27]). En avril 2022, plus de 1.8 million de personnes sont rapatriées dans l'État de Borno (OIM, 2022[26]), malgré les dangers les attendant souvent dans leurs villes et villages d'origine.

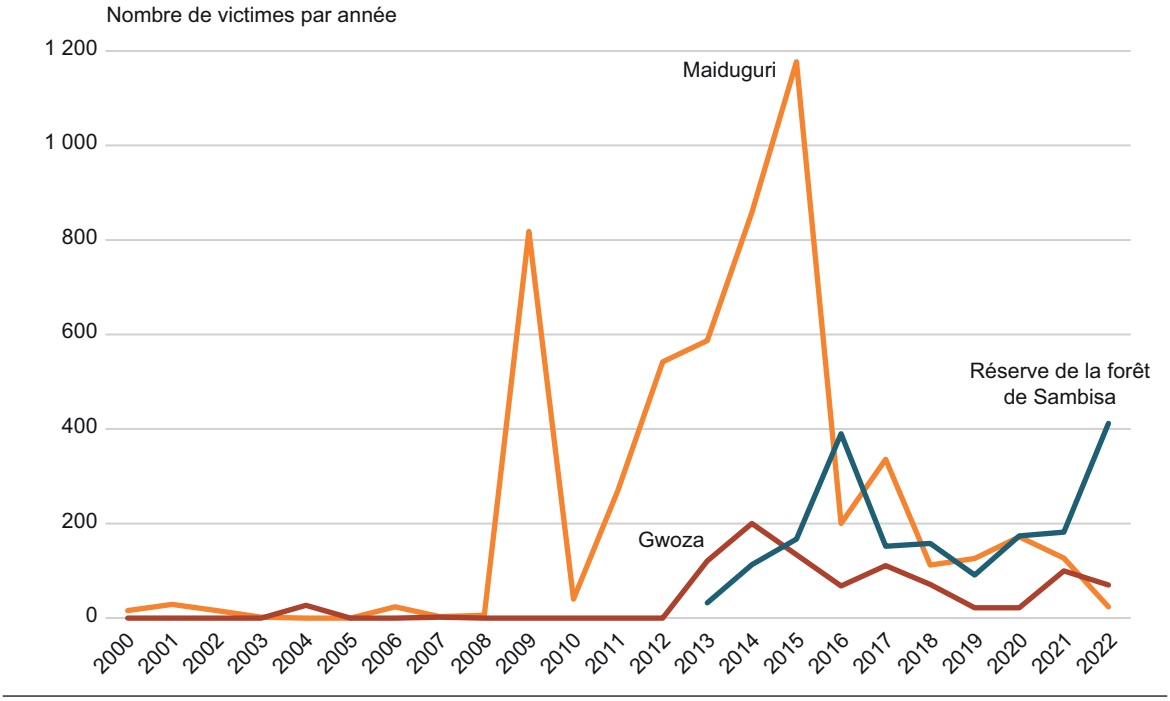
Gwoza : point névralgique de l'insurrection de Boko Haram

Gwoza est le centre administratif d'une zone de gouvernement local (*Local Government Area* [LGA]) du même nom, dans l'État de Borno, à l'extrême nord-est du Nigéria. En 2015, sa population est estimée à 69 600 habitants. La ville se situe au pied des monts Mandara, qui s'élèvent le long de la frontière entre le Nigéria et le Cameroun ; la géographie accidentée des alentours de Gwoza y complexifie les opérations de contre-insurrection et l'accès humanitaire.

La ville constitue un point névralgique du conflit avec Boko Haram. Source de recrues pour le groupe, ses membres et combattants tentent de s'y replier après les revers subis dans d'autres zones du nord-est en 2003. Durant la période de formation de Boko Haram, au début des années 2000, une section ou faction du groupe – surnommée les « talibans nigérians » par les médias – est impliquée dans des violences dans les États de Yobe et Borno en 2003-04, notamment les attaques menées en septembre 2004 contre les postes de police de Gwoza et Bama. Après la répression de Boko Haram à Maiduguri par

Graphique 5.11

Victimes dans la région du lac Tchad, 2000-22



Note : Les données de 2022 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements recensés jusqu'au 30 juin.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

l'armée à partir de 2011, et par la CJTF soutenue par le gouvernement à compter de 2013, certains membres du groupe fuient à nouveau vers la région de Gwoza, se repliant notamment dans la forêt de Sambisa toute proche. Les attaques de Boko Haram se multiplient alors contre les écoles et les habitants de Gwoza, et, plus généralement, du sud de l'État de Borno, région comptant une importante population chrétienne. Si Boko Haram s'en prend aux populations civiles dans leur ensemble et tue fréquemment des musulmans qu'il qualifie d'apostats, certaines des violences qu'il perpètre dans l'État de Borno, et notamment à Gwoza, se démarquent néanmoins par leur caractère spécifiquement anti-chrétien.

Les violences perpétrées dans les environs de Gwoza en 2013-14, et dans le centre-sud de l'État de Borno durant cette même période, préparent le terrain des conquêtes territoriales menées ouvertement par Boko Haram à partir de l'été 2014. Le groupe s'empare alors de différentes villes, comme Damboa en juillet 2014, en partie pour priver la CJTF de ses bases. D'août 2014 à mars 2015, Gwoza devient de fait le siège du « proto-État » de Boko Haram. C'est l'une des dernières villes aux mains du groupe à tomber dans la campagne multinationale menée contre lui, bien que certaines zones des alentours de Gwoza restent sous contrôle de Boko Haram, même après la libération officielle de la ville (HRW, 2016[28]).

Dans l'ensemble, les années 2013-15 sont une période d'importantes violences à Gwoza, avec 121 victimes en 2013, 200 en 2014 et 134 en 2015 (Graphique 5.11). Les environs de la ville connaissent des niveaux de violence encore plus élevés, et plusieurs villages du LGA sont le théâtre de certains des pires massacres de tout le conflit. Entre 2011 et 2021, ACLED recense ainsi près de 1 700 victimes dans un rayon de 20 km de Gwoza, et près de 8 500 dans un rayon de 50 km. La ville de Pulka, à environ 18 km au nord de Gwoza et au sein de son LGA paie un lourd tribut à cette crise (UNOCHA, 2020[29]).

L'occupation destructrice et sans merci de Gwoza par Boko Haram a de graves répercussions

à long terme pour les habitants et les rapatriés, la ville se retrouvant « rasée » à 70 % par les forces d'occupation (Caux, 2016[30]). Après 2015, Gwoza et sa région font face à des problèmes de sécurité alimentaire graves et persistants. Jusqu'au moment de la rédaction de ce rapport, en 2022, une grande partie du LGA de Gwoza est classée comme « difficile à atteindre », et les rares données dont disposent les groupes humanitaires indiquent que l'on meurt de faim à Gwoza et dans d'autres LGA voisines, une fois épuisées les stratégies de recherche de nourriture dans la nature (REACH, 2020[31]). Depuis la période de soudure de 2022 (juin-septembre), le niveau le plus sévère d'insécurité alimentaire dans l'État de Borno s'observe dans les LGA de l'extrême nord, classées au niveau 4 (« urgence ») sur une échelle largement utilisée en comprenant cinq. Gwoza et une grande partie du reste de l'État se situent quant à elles au niveau 3 (« crise ») (FEWS Net, 2022[32]).

Après sa reconquête par l'armée nigériane en 2015, Gwoza devient l'une des « villes de garnison » de l'armée, avec un « super camp », dans le cadre d'une stratégie mise en œuvre à partir de 2017 dans le nord-est, notamment dans l'État de Borno (Carsten et Lanre, 2017[33]), dans le but de défendre les villes stratégiques contre Boko Haram et l'ISWAP. L'inconvénient de cette stratégie est qu'elle implique de céder les zones rurales aux militants, tendance qui se confirme dans les environs de Gwoza, où elle provoque d'importantes perturbations des activités agricoles (Ugoh, 2021[34]). La présence de soldats nigérians n'est en outre pas sans risque pour les habitants, avec notamment des cas de violences sexuelles commises par les soldats. De plus, certaines de ces « villes de garnison » tombent aux mains de l'ISWAP, à l'instar de Dikwa en mars 2021.

La forêt de Sambisa : un sanctuaire tenace

Ancienne réserve de chasse de l'époque coloniale, la forêt de Sambisa fait partie du parc national du bassin du Tchad, au Nigéria. Avec sa végétation dense d'arbustes épineux, elle s'étend sur une bande de 518 km^2 dans le centre-sud de l'État de Borno. Elle devient partie intégrante du conflit avec Boko Haram à partir de 2013 environ, quand le groupe, fuyant la campagne menée contre lui à Maiduguri par l'armée et les forces d'autodéfense, cherche refuge dans les zones rurales et les villes de taille intermédiaire du nord-est du Nigéria (Marama, 2014[35]). Le sanctuaire que représente la forêt de Sambisa donne à Boko Haram la liberté et la capacité d'infliger des violences de masse dans une bande du centre-sud de l'État Borno. Certaines des attaques les plus tristement célèbres du groupe ont ainsi lieu dans les environs de Sambisa, notamment l'enlèvement, en avril 2014, de 276 filles à la *Government Girls Secondary School* de Chibok, dont un grand nombre seront ensuite détenues par Boko Haram dans la forêt.

Certaines des agglomérations urbaines des environs de la forêt de Sambisa comptent parmi les zones les plus violentes d'Afrique du Nord et de l'Ouest sur la période 1997-2021, notamment Damboa (1 490 victimes), Konduga (1 122) et Gwoza (891). De ce sanctuaire, Boko Haram parvient à conquérir temporairement, en 2014-15, certaines villes en lisière de forêt, notamment Damboa, Gwoza et Bama. Le proto-État mis en place par le groupe s'étend néanmoins bien au-delà de ce périmètre. Le pic de violence observé en 2014 aux alentours de Sambisa reflète les conquêtes territoriales de Boko Haram et la violence quasi aveugle que le groupe fait régner à l'apogée de sa puissance.

La forêt de Sambisa est en outre la cible de campagnes aériennes et terrestres récurrentes de la part de l'armée nigériane, notamment en 2015, dans le cadre de la lutte conjointe du Nigéria, du Tchad et du Niger pour démanteler le proto-État de Boko Haram. En décembre 2016, en partie pour honorer ses promesses de campagne de 2015, le président nigérian, Muhammadu Buhari, annonce la destruction du dernier camp de Boko Haram dans la forêt de Sambisa. Celle-ci reste néanmoins le principal bastion du groupe, notamment de la faction d'Abubakar Shekau (Encadré 5.1).

Les autorités nigérianes et les forces d'autodéfense poursuivent leur lutte contre Boko Haram dans la forêt de Sambisa, et pas uniquement

Encadré 5.1

Luttes internes au sein de l'insurrection de Boko Haram

Chef de Boko Haram de 2009 à 2016, Shekau voit son autorité profondément contestée en 2015-16, dans ce qui deviendra par la suite une scission durable. Le conflit au sein du groupe concerne l'autoritarisme de Shekau et son recours excessif à la violence, à la fois contre les personnes extérieures et les dissidents internes. Ce conflit se greffe à des désaccords internes sur la manière de gérer la relation du groupe avec l'État islamique, auquel Boko Haram prête allégeance en mars 2015, malgré une certaine réticence de la part de Shekau. Les pertes territoriales subies par Boko Haram début 2015, et les conditions désespérées dans lesquelles le groupe se retrouve en 2015-16, lors de son repli dans la forêt de Sambisa, accentuent ces tensions internes.

En août 2016, Boko Haram se divise. L'État islamique transfère alors son patronage à une faction officiellement dirigée par Abou Moussab al-Barnaoui, fils présumé du fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf. Prenant le nom d'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), cette faction dissidente rallie à ses rangs la plupart des combattants de Boko Haram et concentre ses opérations dans le nord de l'État de Borno et le bassin du lac Tchad. La faction de Shekau poursuit son combat sous le nom de *Jama'at Ahl al-Sunna li-l-Da'wa wa-l-Jihad* (JAS). Cette scission laisse la forêt de Sambisa et certaines parties du sud et de l'est de l'État de Borno à la merci de la faction de Shekau. Durant la période 2016-21, il est toutefois difficile de savoir à qui attribuer la responsabilité des différentes attaques entre l'ISWAP ou le Boko Haram/JAS de Shekau.

En mai 2021, une offensive de l'ISWAP sur la forêt de Sambisa entraîne la mort de Shekau et l'exode des combattants de Boko Haram/JAS, qui se tournent alors vers les programmes de reddition de l'armée nigériane. Le fait que l'ISWAP, et non l'armée, soit à l'origine de la mort de Shekau témoigne des difficultés persistantes du Nigéria à freiner les activités de Boko Haram, notamment dans la forêt de Sambisa. En 2022, Boko Haram/JAS continue d'ailleurs d'exister.

Source : Alexander Thurston, pour cette publication.

depuis les airs. En 2019, le nouveau gouverneur de l'État de Borno, Babagana Zulum, soutient ainsi une initiative visant à mobiliser jusqu'à 10 000 chasseurs traditionnels pour traquer Boko Haram dans ses caches les plus reculées (Umar, 2019[36]). Les activités de Boko Haram dans et autour de la forêt de Sambisa s'en trouvent, semble-t-il, perturbées, les chasseurs tuant des combattants du groupe et s'emparant de leurs approvisionnements.

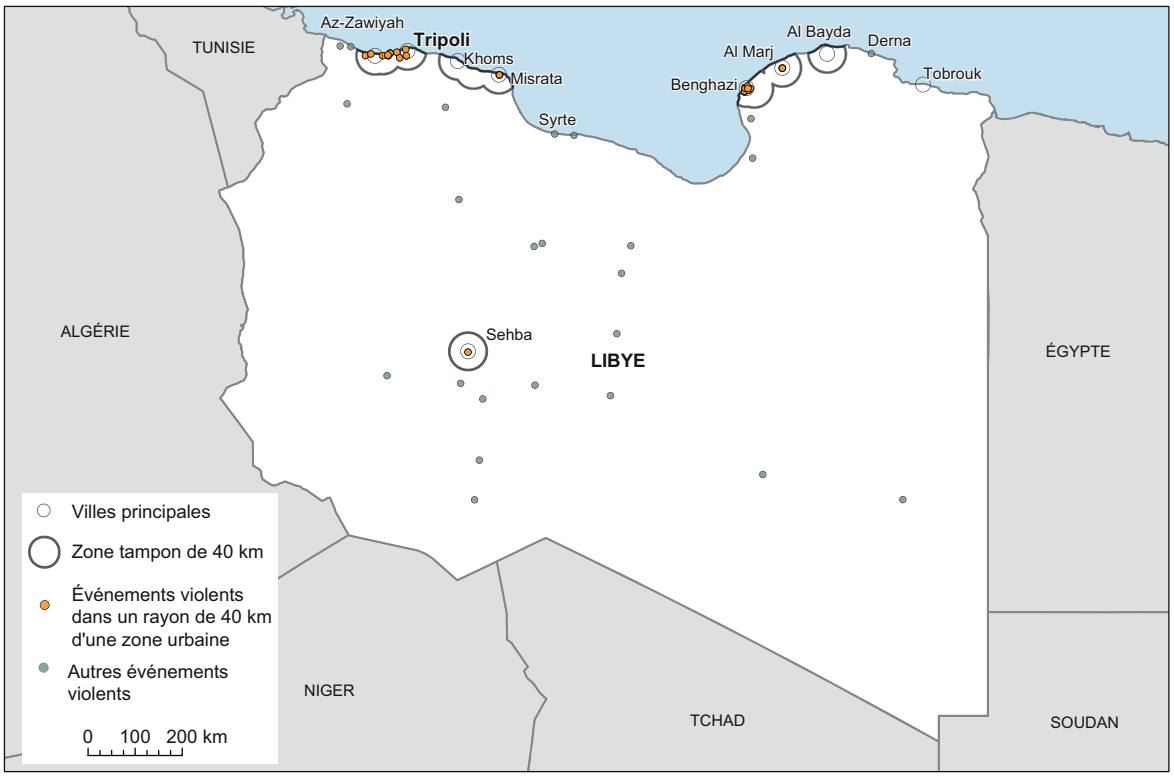
LES VIOLENCES URBAINES DIMINUENT EN LIBYE

La Libye connaît plus d'une décennie d'instabilité politique depuis le début des protestations populaires, en février 2011, contre le régime de Mouammar Kadhafi (au pouvoir de 1969 à 2011). La première guerre civile libyenne s'achève après neuf mois de combats intenses entre le gouvernement et différentes forces rebelles. Ce premier conflit est marqué par l'intervention militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui finit par mener, dans le cadre de l'Opération Unified Protector, une campagne de bombardements afin de détruire les forces gouvernementales et de faire respecter la zone d'exclusion aérienne décrétée par les Nations Unies.

La première guerre civile libyenne est suivie d'un second conflit, qui débute en mai 2014 avec le lancement de l'Opération Dignité par Khalifa Haftar, officier militaire à la retraite. Les tensions s'accentuent cette même année, avec des élections parlementaires contestées en juin, qui divisent la classe politique du pays en deux

Carte 5.5

Événements violents et zones urbaines en Libye, 2020-22



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2022.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]) et *WorldPop* (2022[3]). Les données d'ACLED et de *WorldPop* sont accessibles au public.

gouvernements rivaux. Le premier, reconnu à l'international, est la Chambre des représentants. Basé à Tobrouk et sous l'égide de Haftar, il prendra ensuite le nom d'Armée nationale libyenne (*Libyan National Army* [LNA]) ou encore de Forces armées arabes libyennes (FAAL). Le second est le gouvernement de salut national, soutenu par une coalition de milices anti-Haftar baptisée Opération Dawn.

Après une longue campagne militaire essentiellement ciblée sur les zones urbaines, la deuxième guerre civile libyenne prend fin avec la signature d'un cessez-le-feu permanent entre la LNA et le gouvernement d'accord national (*Government of National Accord* [GNA]) en octobre 2020, et la formation d'un gouvernement d'unité nationale (*Government of National Unity* [GNU]) en mars 2021. Contrairement au Sahel central et à la région du lac Tchad, où les violences connaissent une double dynamique de ruralisation et d'intensification, les événements violents atteignent un niveau historiquement bas ces dernières années en Libye et restent urbains (Carte 5.5).

Tripoli : lieu de contestation locale et nationale

Tripoli est la ville la plus peuplée de Libye, avec une population estimée à 2 millions d'habitants en 2015. C'est l'agglomération urbaine la plus violente d'Afrique du Nord et de l'Ouest, avec un total de 6 045 victimes sur la période 1997-2021, pratiquement toutes recensées depuis le début de la première guerre civile libyenne, selon ACLED. Ces violences attestent du poids politique de Tripoli dans le contexte de grave fragmentation caractérisant la Libye post-Kadhafi. La ville est ainsi le théâtre de contestations locales entre diverses milices, mais aussi nationales entre différentes grandes factions.

Les trois pics de violence observés à Tripoli sont liés à des épisodes de bouleversements à l'échelle nationale. Le premier correspond ainsi à la révolution de 2011, qui déclenche une vague d'intenses violences dans la ville et sa périphérie (2 035 victimes), les loyalistes de Kadhafi tentant de conserver le contrôle de la capitale face aux

révolutionnaires. Les rebelles soutenus par l'OTAN finissent par reprendre la ville au régime de Kadhafi en août. Le deuxième pic correspond à la guerre civile de 2014 (857 victimes à Tripoli), au cours de laquelle d'intenses combats ont lieu dans l'agglomération en juillet et août 2014 entre les milices affiliées à l'Opération Dawn et leurs rivaux. Durant cette période, des affrontements pour la prise de l'aéroport international de Tripoli opposent les milices de l'Opération Dawn à celles de la ville de Zintan, qui en avaient jusqu'alors le contrôle. Les affrontements autour de l'aéroport finissent par s'étendre à des quartiers civils densément peuplés, où les bombardements, l'utilisation de mines terrestres et les combats de rue font de nombreuses victimes (ONU, 2014[37]).

Enfin, le troisième pic de violence à Tripoli a lieu lors de la campagne infructueuse menée par Haftar en 2019-20 pour s'emparer de la ville (1 173 victimes en 2019, 725 en 2020). Opposant la LNA de Haftar aux forces du GNA soutenu par les Nations Unies, cette campagne fait également intervenir toute une série d'acteurs extérieurs apportant leur concours aux différentes parties du conflit ; l'intervention de la République de Türkiye s'avère finalement décisive pour repousser les forces de Haftar (Pack et Pusztai, 2020[38]). En mars 2021, le GNA est dissous et remplacé par le GNU, structure reconnue à l'international visant à unifier le GNA et la Chambre des représentants basée à Tobrouk. Les compromis sous-tendant le GNU volent toutefois en éclats après l'annonce en novembre 2021 par le Premier ministre par intérim, Abdel Hamid Dbeibah, de son intention de se présenter aux élections présidentielles de 2022. La fracture entre Tripoli et Tobrouk refait alors surface, la Chambre des représentants cherchant dans un premier temps à évincer Dbeibah en février 2022, puis à créer (ou rétablir) son propre gouvernement parallèle (Mcdowall, 2022[39]). Le conflit entre Dbeibah et Fathi Bachagha, pressenti par le Parlement pour le remplacer au poste de Premier ministre, provoque des affrontements à Tripoli à partir de mars 2022.

Sur fond de contestation nationale, Tripoli se révèle aussi un lieu d'action clé des milices locales. Les premières autorités libyennes post-révolutionnaires s'attachent à réguler les nombreuses milices formées pendant et après la révolution. Cependant, la décision de rétribuer et de légitimer certaines d'entre elles encourage, involontairement, la milicisation de la politique dans de nombreuses villes, dont Tripoli. Les initiatives mixtes gouvernement-milices, telles que la *Libya Shield Force* ou les Comités de sécurité suprême, ne parviennent pas à offrir au pays un cadre sécuritaire cohérent (Wehrey et Cole, 2013[40]). Dans la capitale, la fusion de quelques groupes entraîne la diminution du nombre de milices majeures au fil du temps, qui se porte à quatre en 2018, avec la Brigade des révolutionnaires de Tripoli, la Brigade des martyrs d'Abou Salim, la Brigade Nawasi et la Force Rada.

Ces milices incarnent un faisceau d'intérêts individuels, idéologiques, géographiques et politiques. Toutes parviennent à un certain degré de compromis avec le GNA soutenu par les Nations Unies après sa formation en 2016 (Eaton et al., 2020[41]). La Force Rada d'Abderraouf Kara, d'obédience salafiste, développe ainsi des affiliations avec le ministère de l'Intérieur du GNA en 2018, puis avec son Conseil présidentiel en 2020. Les relations entre milices sont toutefois instables : en juin 2022, des affrontements éclatent par exemple à Tripoli entre la Brigade Nawasi et l'Autorité de soutien à la stabilité (qui succède à la Brigade des martyrs d'Abou Salim), sur fond de soutien de la première à Bachagha et de la seconde à Dbeibah. Les rivalités nationales ont des répercussions particulièrement meurtrières pour les habitants de Tripoli, où toutes les principales milices commettent des violations des droits humains (Amnesty International, 2021[42]).

Benghazi : épicentre initial de la révolution de 2011

Deuxième ville la plus peuplée de Libye, avec une population estimée à 594 300 habitants en 2015, Benghazi est le cœur politique de l'est de la Libye. Cette région, aussi connue sous le nom de Cyrénaïque, est la base politique de la monarchie libyenne de 1951 à 1969. Sous le colonel Kadhafi, Benghazi et la Cyrénaïque se trouvent néanmoins marginalisées et réprimées. C'est en partie à cause de ces griefs de longue date que Benghazi devient l'épicentre initial de la révolution de 2011, qui débute en février, dans

l'effervescence du printemps arabe. La crainte d'un massacre des protestataires de Benghazi par Kadhafi constitue la justification principale de l'intervention de l'OTAN en Libye à partir de mars. Les frappes aériennes françaises, britanniques et américaines permettent de repousser l'offensive de Kadhafi contre Benghazi ce mois-là (Abbas, 2011[43]). Le contrôle de Benghazi donne ensuite aux rebelles la possibilité de gagner du terrain, de s'allier à d'autres villes insurgées et, avec le soutien continu de l'OTAN, de prendre Tripoli et de renverser Kadhafi. C'est à Benghazi que se forme le Conseil national de transition (CNT), qui devient en 2011-12 le gouvernement intérimaire de la Libye.

Benghazi est la troisième agglomération urbaine la plus violente de cette étude, avec un total de 3 842 victimes sur la période 1997-2021, selon les données d'ACLED. La ville reste un théâtre important de violences tout au long des différentes phases de la guerre civile libyenne. Dans le contexte de la milicisation de la Libye post-Kadhafi, Benghazi compte dans un premier temps de nombreuses milices, dont une branche du groupe Ansar al-Charia (défenseurs de la loi islamique), proche des djihadistes. Une figure singulière, vaguement affiliée à Ansar al-Charia, Ahmed Abou Khattala, de la Brigade Abou Obeida Ibn Al-Jarah, joue d'ailleurs un rôle de premier plan dans les violences de 2012, au cours desquelles quatre Américains trouvent la mort au consulat américain de Benghazi (Département de la Justice des États-Unis, 2018[44]). Durant les premières années suivant la révolution de 2011, Benghazi est en outre le théâtre de vagues d'assassinats, sur fond de luttes troubles pour le pouvoir. Ces meurtres visent souvent des militants de la société civile et des personnalités des médias. Plusieurs des victimes les plus visibles en sont des femmes (HRW, 2014[45]), comme l'avocate et militante des droits humains, Salwa Bugaighis, abattue le jour des élections, le 25 juin 2014.

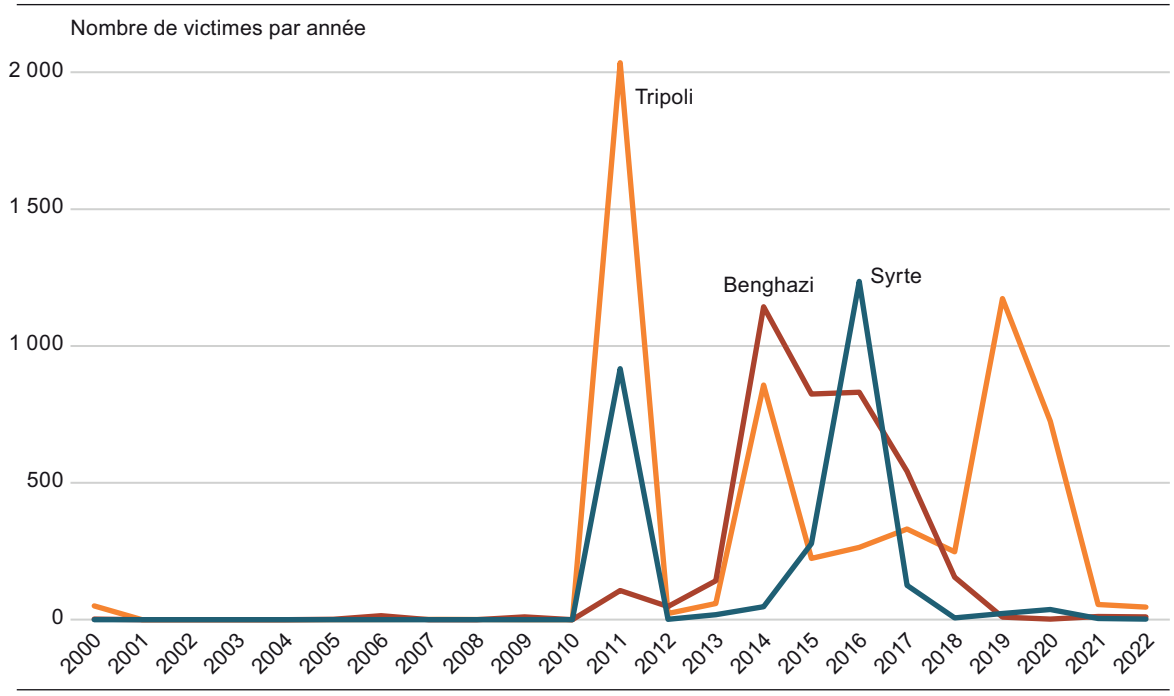
En mai 2014, l'officier libyen à la retraite Khalifa Haftar lance l'Opération Dignité, à visée antiterroriste, mais non dénuée d'objectifs politiques. Haftar, originaire de la ville d'Ajdabiya, dans l'est de la Libye, fait de cette région sa base. En 2015, le gouvernement libyen de l'est – la Chambre des représentants – nomme Haftar à la tête de la LNA. Celui-ci reçoit, à différentes reprises, le soutien de puissances étrangères telles que les Émirats arabes unis, l'Égypte, la Russie, la France et les États-Unis.

Après le lancement de l'Opération Dignité, Haftar cherche à consolider son contrôle sur Benghazi, qui occupe une place centrale dans son giron de l'est libyen. Il se heurte alors aux milices islamistes et djihadistes, en particulier au Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi (*Shura Council of Benghazi Revolutionaries* [SCBR]), coalition regroupant Ansar al-Charia ainsi que d'autres groupes rebelles et islamistes plus conventionnels. Ces affrontements font de 2014 l'année la plus violente à Benghazi, avec 1 143 victimes. Les trois années suivantes sont également très meurtrières, avec respectivement 824 victimes en 2015, 831 en 2016 et 542 en 2017, selon ACLED (Graphique 5.12). Les combats pour le contrôle de quartiers spécifiques de la ville, comme celui de Ganfouda, sont souvent longs et acharnés, avec de lourdes pertes dans les deux camps et un recours important aux frappes aériennes du côté de la LNA. En juillet 2017, Haftar annonce la « libération de Benghazi », qui lui permet alors de se concentrer sur la conquête d'autres villes de l'est de la Libye, comme Derna, puis de préparer sa tentative (infructueuse) de prise de Tripoli en 2019-20.

Au cours de leur campagne pour le contrôle de Benghazi et d'autres villes de l'est de la Libye, les forces de Haftar commettent des violations massives des droits humains. En 2017 et 2018, la Cour pénale internationale émet ainsi des mandats d'arrêt contre l'un des principaux lieutenants de Haftar, Mahmoud al-Werfalli, après la découverte de preuves d'exécutions sommaires que lui et ses forces ont commises à Benghazi et ailleurs. Ces poursuites sont toutefois abandonnées à la mort d'al-Werfalli, en 2021. Certains observateurs extérieurs accuseront le régime de Haftar d'avoir fait de Benghazi « une ville à moitié en ruines, minée par la corruption, où les agents de sécurité traquent les journalistes étrangers, les habitants vivent dans la peur des arrestations arbitraires et les milices pro-gouvernementales n'obéissent à aucune autorité » (Kirkpatrick, 2020[46]). Des manifestations anti-Haftar ont régulièrement lieu à Benghazi et ailleurs, par exemple en septembre 2020.

Graphique 5.12

Victimes en Libye par zone urbaine, 2000-22



Note : Les données de 2022 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements recensés jusqu'au 30 juin.

Source : Auteurs, à partir des données ACLED (2022[2]). Les données d'ACLED sont accessibles au public.

La coalition de Haftar, constituée de diverses factions (loyalistes, anciens révolutionnaires, sécessionnistes de l'est, tribus et salafistes) connaît elle-même des épisodes de désunion (Eaton, 2021[47]).

Syrte : plus ancien bastion urbain de l'État islamique

Située sur la côte méditerranéenne de la Libye, Syrte est une ville de taille intermédiaire, dont la population est estimée à 59 100 habitants en 2015. C'est la ville natale du colonel Kadhafi et son dernier bastion pendant la révolution de 2011. En octobre de cette même année, alors qu'il tente de fuir la ville, il y est capturé et assassiné par une milice de combattants de la ville de Misrata, bastion révolutionnaire clé. Les milices de Misrata sont accusées de graves violations des droits humains à Syrte, notamment d'exécutions extra-judiciaires, visant non seulement Kadhafi et ses combattants mais aussi, plus globalement, toute personne soupçonnée d'être l'un de ses partisans (HRW, 2012[48]). Les habitants de Syrte accusent en outre les nouvelles autorités libyennes d'y bloquer les efforts de compensation et de reconstruction au lendemain de la révolution (Westcott, 2018[49]).

La cruauté des révolutionnaires à l'égard des supposés partisans de Kadhafi attise les ressentiments. Dans ce contexte de défiance, des combattants de l'État islamique commencent à circuler à Syrte à partir de 2014. En 2015-16, la ville tombe officiellement aux mains de la branche libyenne de l'État islamique (IS-L) et s'avère le bastion urbain le plus durable du groupe, notamment après l'expulsion de ses combattants de la ville de Derna en 2015 par des milices et djihadistes rivaux. À Syrte, l'IS-L profite du fait que la ville échappe aux zones de contrôle émergentes des deux principaux gouvernements rivaux du pays pour réunir une coalition de djihadistes, d'anciens loyalistes de Kadhafi et de tribus, tout en infligeant de graves violences et violations des droits humains à ses habitants, notamment l'exécution sommaire d'espions et d'apostats présumés, ainsi qu'un système plus vaste d'intimidation, de pillage, d'accaparement des produits de base et d'entrave à l'éducation et à d'autres aspects du quotidien (HRW, 2016[50]).

En mai 2016, le GNA libyen de l'époque, basé à Tripoli, lance l'Opération Bunyan Marsous (« structure solide »), dans l'objectif de défendre Misrata contre les incursions de l'IS-L et d'écraser le groupe à Syrte, à l'aide des combattants des milices de Misrata (Wehrey, 2016[51]). Les États-Unis effectuent environ 495 frappes aériennes (par avions ou drones) sur Syrte en soutien à cette campagne (Bergen et Sims, 2018[52]). Couronnée de succès avec la reprise de Syrte à l'IS-L en décembre 2016 par les forces du GNA, l'opération met toutefois aussi en évidence les rivalités entre le GNA et les forces de Haftar, les deux factions se disputant la mission anti-djihadiste.

Les violences infligées par l'IS-L, l'Opération Bunyan Marsous et les frappes aériennes font de 2016 l'année la plus violente à Syrte (avec un total de 1 236 victimes, soit un bilan encore plus lourd que les 917 victimes recensées lors de la révolution de 2011) et contribuent à en faire la cinquième agglomération urbaine la plus violente de cette étude (avec 2 691 victimes sur la période 1997-2021). Deux tiers de ses habitants fuient les abus de l'IS-L et les violences des opérations menées contre le groupe. Au moins 19 000 familles sont déplacées entre juin 2015 et décembre 2016 (Zargoun, 2016[53]). À l'issue de cette campagne, Syrte est une ville « totalement détruite » (Westcott, 2018[49]). Sur le plan politique et militaire, le GNA laisse Syrte mal gouvernée par des milices rivales, telles que la Force de protection, composée de combattants de Misrata, et la Brigade 604, à base tribale et à tendance salafiste. Après sa défaite à Syrte, l'IS-L mène quelques attaques dans les zones voisines. Les forces de Haftar prennent les djihadistes pour cible et concentrent leurs efforts dans des zones plus reculées du sud de la Libye, où l'IS-L et les djihadistes rivaux d'Al-Qaïda sont visés à plusieurs reprises par des frappes aériennes américaines (Salyk-Virk, 2020[54]).

Depuis la chute de l'IS-L à Syrte, la ville joue à plusieurs reprises un rôle majeur sur la scène politique et militaire libyenne. Dans le cadre de la campagne de Haftar visant à conquérir Tripoli, la LNA prend Syrte pour cible à partir de septembre 2019. En janvier 2020, la LNA annonce sa prise de contrôle de Syrte lors d'une offensive « éclair ». Les forces de Haftar délogent la Force de protection de Syrte, alliée au GNA, qui abandonne la ville sans réelle résistance. Elles obtiennent également la défection de la Brigade 604 et d'autres factions clés basées à Syrte (Al-Hawari, 2021[55]). Pour l'année 2020, la ville enregistre ainsi un bilan humain relativement faible (37 victimes). Alors que le GNA s'efforce d'avancer vers l'est et de repousser la LNA de Haftar, Syrte devient une monnaie d'échange dans les négociations sur un cessez-le-feu, en partie du fait de son emplacement stratégique à proximité de champs et de terminaux pétroliers clés dans le « croissant pétrolier » de la Libye. L'accord conclu en octobre 2020 comprend finalement une disposition prévoyant la réouverture d'une autoroute côtière reliant Tripoli et Benghazi, via Misrata et Syrte (ONU, 2020[56]). En mars 2022, alors que les efforts de formation d'un gouvernement d'unité nationale échouent, l'un des deux premiers ministres rivaux du pays, Fathi Bachagha, base son gouvernement à Syrte après avoir été empêché de prendre le contrôle de Tripoli.

LES INSURRECTIONS DJIHADISTES ET LES VILLES

Cette étude met en évidence une forte variation de la relation entre villes et violences politiques selon les États d'Afrique du Nord et de l'Ouest, et en leur sein. Ainsi, tandis qu'à l'échelon régional, la plupart des événements violents tendent à se produire à proximité des zones urbaines, dans certains États, tels que le Burkina Faso, le Mali et le Niger, le niveau de ruralisation des conflits est en revanche bien plus élevé. L'observation de dynamiques similaires dans ces trois pays n'a toutefois rien de surprenant, tous étant actuellement confrontés à des insurrections djihadistes majeures et interconnectées.

Depuis leur apparition dans la région dans les années 2000, les organisations djihadistes entretiennent une relation assez singulière avec les villes. Certains de ces groupes sont ainsi urbains à leurs débuts, notamment Boko Haram, dont l'épicentre est Maiduguri jusqu'en 2009, mais aussi Ansaroul Islam, au Burkina Faso,

dont le fondateur Ibrahim Dicko utilisait initialement Djibo comme base. D'autres encore, comme AQMI, cherchent au contraire délibérément au cours des années 2000 des caches dans des zones reculées, attaquant des avant-postes militaires et enlevant des Occidentaux, entre autres cibles. Les djihadistes invoquent en outre parfois des motifs moraux pour justifier leur préférence pour les campagnes, condamnant les villes pour leurs vices présumés, la corruption financière et morale de leurs élites, ainsi que la visibilité des valeurs occidentales qui y prévalent dans la mode, la culture, l'éducation et la politique. D'aucuns décrient enfin les villes de la région comme autant de bastions du sécularisme.

Toutefois, lorsque l'occasion se présente, les organisations djihadistes peuvent chercher à s'implanter dans les villes, à l'instar d'AQMI et de ses alliés lors de la crise de 2012 dans le nord du Mali. Dans certains cas, ces mouvements s'attachent à réformer totalement le paysage physique et moral des villes, en détruisant par exemple les édifices religieux d'ordres plus anciens, comme l'illustre la démolition des mausolées de Tombouctou par Ansar Dine et ses alliés en 2012. Les attaques terroristes contre les capitales et autres grandes villes peuvent, quant à elles, présenter une précieuse valeur de propagande pour les djihadistes, leur permettant d'attirer temporairement l'attention des gouvernements nationaux et de faire la une des médias nationaux, voire internationaux. Certains groupes djihadistes fluctuent ainsi entre l'urbain et le rural, au gré des opportunités et des niveaux de répression.

Ces fluctuations reflètent, dans une certaine mesure, les dynamiques plus globales de la relation entre les mouvements réformistes islamiques et les villes. L'islam est souvent considéré comme une religion fondamentalement urbaine, étant donné son berceau citadin, à La Mecque et Médine, et la constellation de villes (Damas, Koufa, Fostat) qui ancrent le califat à ses origines. En Afrique du Nord-Ouest, l'islamisation est également un phénomène fortement urbain, commerçants et érudits se regroupant dans des villes allant de Fès, dans l'actuel Maroc, aux cités-États haoussa, dans l'actuel Nigéria (Last, 2013[57]). Dans certaines zones rurales d'Afrique de l'Ouest, l'islamisation de masse n'intervient qu'au XX^{e} siècle, en partie suite aux conséquences imprévues du colonialisme et à l'augmentation concomitante de la circulation des personnes et des idées due, entre autres facteurs, au travail forcé, aux migrations et au service militaire (Peterson, 2011[58]).

D'un autre côté, l'attrait spirituel des zones rurales et d'une interaction plus limitée avec le monde est fort dès les premières heures de l'Islam, comme l'illustrent déjà les retraites du prophète Mahomet dans la grotte de Hira, lieu de sa révélation prophétique, puis le retrait de la vie sociale de ses compagnons ascètes, comme Abu Dhar al-Ghifari. En Afrique du Nord-Ouest, de grandes figures spirituelles et des réformateurs cherchent aussi parfois des lieux de retraite dans des zones désertiques et rurales, à l'instar de Mohammed bin Ali Al-Sanoussi à Al-Jaghboub (actuelle Libye), et d'Ousman dan Fodio à Gudu (actuel nord du Nigéria), point de départ de son djihad en 1804. L'idée d'une émigration religieuse (*hijra*) d'une ville corrompue vers une autre destination (urbaine ou rurale) est un concept fondateur de l'islam, que les réformateurs utilisent à maintes reprises afin de lier leur propre parcours à celui du prophète Mahomet et de sa *hijra* de La Mecque à Médine en 622. Les djihadistes, eux aussi, s'approprient cette sémantique, dépeignant leur propre retrait de la société comme une forme de *hijra*.

En Afrique du Nord-Ouest, les mouvements réformistes coloniaux et post-coloniaux, qui ont un impact majeur sur la religiosité musulmane à travers le continent (Loimeier, 2016[59]), entretiennent également une relation complexe avec les villes et les campagnes. Dans la région, le réformisme islamique présente dans l'ensemble une orientation urbaine, du wahhabisme du Mali et de la Guinée de la fin de la période coloniale, dont le réseau englobe des villes comme Ségou, Bamako et Kankan, au mouvement Izala du nord du Nigéria et du sud du Niger, dont les centres comprennent Jos, Kano et Maradi (Grégoire, 1993[60] ; Kane, 2003[61] ; Ben Amara, 2020[62]). Les villes sont en outre reliées entre elles par des routes commerciales, facilitant ainsi la propagation des mouvements réformistes.

Outre les opportunités qu'elles offrent en matière de recrutement de masse, ainsi que de financement grâce à leur élite marchande, les villes constituent aussi pour les mouvements

réformistes des laboratoires où définir et diffuser de nouvelles normes sociales, interdictions et codes vestimentaires, en particulier pour les femmes (Masquelier, 2009[63]). La nature cosmopolite des villes donne par ailleurs aux réformistes la possibilité de recruter dans différentes ethnies et de profiter des clivages générationnels qui prédisposent parfois les jeunes à remettre en cause un certain traditionalisme. Les villes offrent, d'autre part, aux réformistes une tribune où faire la démonstration de leur pertinence politique et sociale via des mobilisations et des manifestations, comme lors des protestations contre la révision du Code de la famille au Mali en 2009-12. Le mouvement en faveur de la charia dans le nord du Nigéria, en partie impulsé par l'activisme réformiste, présente également un caractère fortement urbain.

Au vu de l'importance des villes dans la diffusion et la vie de la religion, la ruralisation actuelle des conflits dans le Sahel ne semble pouvoir être que temporaire. Si les mouvements réformistes ou djihadistes souhaitent atteindre leur objectif de réforme profonde des sociétés sahéliennes, ils ne peuvent se contenter de recruter parmi les populations rurales. En outre, l'affaiblissement des États sahéliens et d'autres États d'Afrique de l'Ouest pourrait multiplier les possibilités pour les djihadistes de repartir à la conquête des zones urbaines. L'évolution des tactiques djihadistes s'observe d'ailleurs déjà dans les blocus qu'ils ont imposés ces dernières années autour de Djibo et d'autres villes sahéliennes ; ils y développent des approches leur permettant de mettre de grandes villes sous pression extrême, sans toutefois prétendre ouvertement à leur contrôle. À l'avenir, il faut donc s'attendre à une intensification des conflits pour le contrôle des villes.

PERSPECTIVES

Ce rapport éclaire la variation de l'importance des villes et des zones urbaines tout au long de la durée des conflits. L'étude de la composante urbaine s'avère donc essentielle pour une compréhension plus approfondie du cycle de vie global des conflits (Chapitre 2). Les conflits de la région tendent à être plus géographiquement diffus et moins intenses lors de leur phase initiale, plus intenses et concentrés lors de leur phase intermédiaire, puis à nouveau plus diffus et moins intenses lors de leur phase finale, selon la théorie du cycle de vie spatial des conflits. Questionner la manière dont différents types de mouvements politiques suivent ces différentes phases permettrait de mesurer l'importance des régions urbaines à la théorie générale des conflits.

L'étude de l'activité djihadiste dans la région suggère que certains types de mouvements et de groupes affichent des relations, des motivations et des objectifs spécifiques à destination des zones urbaines, qui peuvent se traduire par des dynamiques de violence différentes sur le plan spatial. L'ambivalence de Boko Haram vis-à-vis des milieux urbains entraîne, par exemple, une prolifération de violences plus diffuses, bien qu'encore assez intenses, dans les zones rurales et semi-urbaines. À l'inverse, les premières phases de la révolte du MNLA au Mali donnent lieu à des épisodes d'attaques concentrés et intenses contre de grandes villes, reflétant son objectif de contrôle de sites clés du pouvoir politique et économique. Des dynamiques similaires s'observent tout au long des guerres civiles libyennes.

Il faudrait poursuivre ces travaux pour appréhender toute la complexité du rôle des villes et des zones urbaines dans le cycle de vie des conflits. L'identification des différents types de groupes non étatiques violents impliqués et de leurs motivations pourrait constituer une première étape. On ignore toujours, par exemple, si les rebelles sécessionnistes et les groupes djihadistes partagent les mêmes objectifs stratégiques lorsqu'ils décident d'attaquer une ville. Dans l'ensemble, les zones urbaines resteront vraisemblablement des lieux stratégiques à conquérir ou contrôler dans le cadre d'un épisode violent donné, dont l'importance variera toutefois en fonction de la période, du lieu et du conflit.

Note

1 Cette section et le reste du chapitre s'appuient sur un texte initial du Dr Alexander Thurston.

Références

Abbas, M. (2011), « Remains of Gaddafi's Force Smoulders [sic] Near Benghazi », Reuters, 20 mars, https://www.reuters.com/article/ozatp-libya-east-devastation-20110320-idAFJOE72J08C20110320. [43]

ACLED (2022), *Armed Conflict Location & Event Data Project (base de données)*, https://acleddata.com. [2]

Agbiboa, D. (2022), *Mobility, Mobilization, and Counter/Insurgency: The Routes of Terror in an African Context*, University of Michigan Press, Ann Arbor, http://doi.org/10.3998/mpub.11472497. [21]

Al-Hawari, O. (2021), « How Sirte Became a Hotbed of the Libyan Conflict », *Middle East Directions*, No. 5, https://data.europa.eu/doi/10.2870/177834. [55]

Amnesty International (2021), « Libye : Dix ans après le soulèvement, des membres de milices violentes échappent toujours à la justice et sont même récompensés », 17 février, https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/02/libya-ten-years-after-uprising-abusive-militias-evade-justice-and-instead-reap-rewards-2/. [42]

Amnesty International (2011), « Nigeria: Unlawful Killings by the Joint Military Task Force in Maiduguri Must Stop », 14 juillet, https://www.amnesty.org/fr/documents/afr44/013/2011/fr/. [24]

Ben Amara, R. (2020), *The Izala Movement in Nigeria: Genesis, Fragmentation and Revival*, Göttingen University Press, Göttingen, Germany, http://dx.doi.org/10.17875/gup2020-1329. [62]

Bergen, P. et A. Sims (2018), « Airstrikes and Civilian Casualties in Libya Since the 2011 NATO Intervention », New America, 20 juin, https://www.newamerica.org/international-security/reports/airstrikes-and-civilian-casualties-libya. [52]

Bukarti, A. (2020), « The Origins of Boko Haram – And Why It Matters », Hudson Institute Current Trends in Islamist Ideology, 13 janvier, https://www.hudson.org/national-security-defense/the-origins-of-boko-haram-and-why-it-matters. [23]

Carsten, P. et O. Lanre (2017), « Nigeria Puts Fortress Towns at Heart of New Boko Haram Strategy », Reuters, 1er décembre, https://www.reuters.com. [33]

Caux, H. (2016), « Fear and Shortages as Boko Haram Displaced Return to Ruins », Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 23 septembre, https://www.unhcr.org/fr-fr/news/stories/2016/9/57e93991a/crainte-penuries-personnes-deracinees-boko-haram-retour-maisons-ruines.html?query=boko%20haram. [30]

CSIS (2022), « Massacres, Executions, and Falsified Graves: The Wagner Group's Mounting Humanitarian Cost in Mali », Center for Strategic and International Studies, Washington, D.C., 11 mai, https://www.csis.org/analysis/massacres-executions-and-falsified-graves-wagner-groups-mounting-humanitarian-cost-mali. [64]

Département de la Justice des États-Unis (2018), « Ahmed Abu Khatallah Sentenced to 22 Years in Prison for September 2012 Attack in Benghazi, Libya », 27 juin, https://www.justice.gov/. [44]

Dreazen, Y. (2013), « Welcome to Cocainebougou », *Foreign Policy*, 27 mars, https://foreignpolicy.com/2013/03/27/welcome-to-cocainebougou/. [10]

Eaton, T. (2021), « The Libyan Arab Armed Forces », Chatham House, 2 juin, https://smartthinking.org.uk/. [47]

Eaton, T. et al. (2020), « The Development of Libyan Armed Groups Since 2014: Community Dynamics and Economic Interests », Chatham House, mars. [41]

FEWS Net (2022), « Nigeria: Key Message Update », mai, Famine Early Warning Systems Network, https://fews.net/fr/west-africa/nigeria/key-message-update/may-2022. [32]

Grégoire, E. (1993), « Islam and identity of merchants in Maradi (Niger) », dans Brenner, L. (dir. pub.), *Muslim Identity and Social Change in Sub-Saharan Africa*, Indiana University Press, Bloomington, pp. 106-115. [60]

HRW (2021), « Nigeria: Halt Closure of Displaced People's Camps », Human Rights Watch, 21 décembre, https://www.hrw.org/news/2021/12/21/nigeria-halt-closure-displaced-peoples-camps. [27]

HRW (2020), « Burkina Faso: Residents' Accounts Point to Mass Executions », Human Rights Watch, 8 juillet, https://www.hrw.org/news/2020/07/08/burkina-faso-residents-accounts-point-mass-executions. [16]

HRW (2016), « 'They Set the Classrooms on Fire': Attacks on Education in Northeast Nigeria », Human Rights Watch, 11 avril, https://www.hrw.org/report/2016/04/11/they-set-classrooms-fire/attacks-education-northeast-nigeria. [28]

HRW (2016), « 'We Feel We Are Cursed': Life Under ISIS in Sirte, Libya », Human Rights Watch, 18 mai, https://www.hrw.org/report/2016/05/18/we-feel-we-are-cursed/life-under-isis-sirte-libya. [50]

HRW (2014), « Libya: Assassinations May Be Crimes Against Humanity », Human Rights Watch, 23 septembre, https://www.hrw.org/news/2014/09/23/libya-assassinations-may-be-crimes-against-humanity. [45]

HRW (2012), « Death of a Dictator: Bloody Vengeance in Sirte », Human Rights Watch, 17 octobre, https://www.hrw.org/report/2012/10/16/death-dictator/bloody-vengeance-sirte. [48]

HRW (2012), « Mali: Islamist Armed Groups Spread Fear in North », Human Rights Watch, 25 septembre, https://www.hrw.org. [9]

ICG (2017), « The Social Roots of Jihadist Violence in Burkina Faso's North », International Crisis Group, 12 octobre, https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/burkina-faso/254-social-roots-jihadist-violence-burkina-fasos-north. [15]

ISS (2020), « Nigeria's Super Camps Leave Civilians Exposed to Terrorists », Institute for Security Studies, 30 novembre, https://issafrica.org/iss-today/nigerias-super-camps-leave-civilians-exposed-to-terrorists. [65]

Kane, O. (2003), *Muslim Modernity in Postcolonial Nigeria: A Study of the Society for the Removal of Innovation and Reinstatement of Tradition*, Brill, Leiden, https://doi.org/10.1163/9789047401551. [61]

Kirkpatrick, D. (2020), « A Police State With an Islamist Twist: Inside Hifter's Libya », *New York Times*, 14 avril, https://www.nytimes.com/2020/02/20/world/middleeast/libya-hifter-benghazi.html. [46]

Koné, A. (2020), *« Burkina Faso: ces villes du nord sous embargo djihadiste »*, Sahelien, 9 juin, https://sahelien.com/burkina-faso-ces-villes-du-nord-sous-embargo-djihadiste/. [17]

Last, M. (2013), « Contradictions in Creating a Jihadi Capital: Sokoto in the Nineteenth Century and Its Legacy », *African Studies Review*, vol. 56/2, pp. 1-20, https://www.jstor.org/stable/43904924. [57]

Lawrence, T. (1920), « The evolution of a revolt », *Army Quarterly and Defense Journal*, October. [5]

Loimeier, R. (2016), *Islamic Reform in Twentieth-Century Africa*, Edinburgh University Press, Edinburgh, http://www.jstor.org/stable/10.3366/j.ctt1g050r6. [59]

Marama, N. (2014), « Inside Boko Haram's Hideout: The Story of Sambisa Forest », *Vanguard*, 27 avril, https://www.vanguardngr.com/2014/04/inside-boko-harams-hideout-story-sambisa-forest/. [35]

Masquelier, A. (2009), *Women and Islamic Revival in a West African Town*, Indiana University Press, Bloomington, Indiana. [63]

Mcdowall, A. (2022), « Libya's Dbeibah: The Ambitious Politician Who Promised Not to Be », Reuters, 10 février, https://www.reuters.com/world/africa/libyas-dbeibah-ambitious-politician-who-promised-not-be-2022-02-10/. [39]

Mednick, S. (2021), « Burkina Faso's Secret Peace Talks and Fragile Jihadist Ceasefire », The New Humanitarian, 11 mars, https://www.thenewhumanitarian.org/2021/03/11/exclusive-burkina-faso-s-secret-peace-talks-and-fragile-jihadist-ceasefire. [20]

OCDE/CSAO (2022), *Frontières et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/325c4747-fr. [67]

OCDE/CSAO (2020), *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/b6bccb81-en. [4]

OCDE/CSAO (2014), *Un atlas du Sahara-Sahel: Géographie, économie et insécurité*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264222335-fr. [8]

OIM (2022), « Displacement Tracking Matrix (DTM) Lake Chad Basin – Monthly Dashboard #43 », Organisation internationale pour les migrations, 30 avril, https://reliefweb.int/report/nigeria/regional-displacement-tracking-matrix-dtm-lake-chad-basin-crisis-monthly-dashboard-48-30-septembre-2022. [26]

ONU (2020), « Agreement for a Complete and Permanent Ceasefire in Libya », Mission d'appui des Nations Unies en Libye, traduction non officielle, signé le 23 octobre, https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/ceasefire_agreement_between_libyan_parties_english.pdf. [56]

ONU (2020), *Exécution du Programme mondial de recensements de la population et des logements de 2020 et méthode de délimitation des villes et des zones urbaines et rurales à des fins de comparaison internationale : Rapport du Secrétaire général*, Commission de statistique des Nations Unies, New York. [1]

ONU (2019), « Mohamed Ould Mataly », Liste des sanctions en vertu de la résolution 2374 (2017), Conseil de sécurité des Nations Unies, 10 juillet, https://press.un.org/fr/2019/sc13878.doc.htm. [12]

ONU (2014), « Overview of Violations of International Human Rights and Humanitarian Law During the Ongoing Violence in Libya », Mission d'appui des Nations Unies en Libye, 4 septembre. [37]

Pack, J. et W. Pusztai (2020), « Turning the Tide: How Turkey Won the War for Tripoli », Middle East Institute Policy Paper, 10 novembre, https://www.mei.edu/publications/turning-tide-how-turkey-won-war-tripoli. [38]

Peterson, B. (2011), *Islamization from Below: The Making of Muslim Communities in Rural French Sudan, 1880-1960*, Yale University Press, New Haven, Connecticut. [58]

REACH (2020), « Food Security and Livelihoods in Hard-to-reach Areas of Borno State, Nigeria », août-septembre 2020, https://reliefweb.int/report/nigeria/food-security-and-livelihoods-hard-reach-areas-borno-state-nigeria-august-september. [31]

Retaillé, D. et O. Walther (2013), « Conceptualizing the Mobility of Space through the Malian Conflict », *Annales de Géographie*, vol. 694/6, pp. 595-618. [7]

Salyk-Virk, M. (2020), « Airstrikes, Proxy Warfare, and Civilian Casualties in Libya », New America, May,, https://www.newamerica.org/international-security/reports/airstrikes-proxy-warfare-and-civilian-casualties-libya/key-findings/. [54]

Solidarités International (2022), « Burkina Faso: The Town of Djibo Under Blockade », 15 avril, https://www.solidarites.org/fr/en-direct-du-terrain/burkina-faso-la-ville-de-djibo-sous-blocus/. [19]

Thurston, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*, Cambridge University Press, Cambridge. [14]

Thurston, A. (2017), *Boko Haram: The History of an African Jihadist Movement*, Princeton University Press, Princeton. [22]

Tinti, P. (2020), « Drug Trafficking in Northern Mali: A Tenuous Criminal Equilibrium », *enact*, (Enhancing Africa's Response to Organized Crime), Issue 14, septembre, Union européenne, https://enactafrica.org/research/research-papers/drug-trafficking-in-northern-mali-a-tenous-criminal-equilibrium. [11]

Traoré, K. (2017), « Gao, capitale de la gestion de la crise malienne », VOA, 12 juillet, https://www.voaafrique.com/. [13]

Ugoh, S. (2021), « Civilian Protection Snapshot: Gwoza, Nigeria », Center for Civilians in Conflict, décembre, Union européenne, https://civiliansinconflict.org/. [34]

Umar, H. (2019), « Thousands of Nigerian Hunters Prepare to Chase Boko Haram », Associated Press, 11 octobre, https://apnews.com/article/dc47d0f5d1aa41e9a4077526b386195b. [36]

UNOCHA (2022), « Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso », Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 30 avril, https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-pdi-au-burkina-faso. [18]

UNOCHA (2020), « Fact Sheet: Pulka, Gwoza Local Government Area – Borno State, North-east Nigeria », Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2 juin, https://www.humanitarianresponse.info/fr/op%C3%A9rations/nigeria/document/nigeria-north-east-pulka-town-gwoza-local-government-area-factsheet. [29]

Walther, O. (2015), « Eating soup with a knife: Confronting warfare in the Sahara », *OECD Observer*, No. 303. [6]

Walther, O., M. Tenikue et M. Trémolières (2019), « Economic performance, gender and social networks in West African food systems », *World Development*, vol. 124, p. 104650. [66]

Warner, J. et H. Matfess (2017), « Exploding Stereotypes: The Unexpected Operational and Demographic Characteristics of Boko Haram's Suicide Bombers », Combating Terrorism Center, 9 août, https://ctc.usma.edu/report-exploding-stereotypes-the-unexpected-operational-and-demographic-characteristics-of-boko-harams-suicide-bombers/. [25]

Wehrey, F. (2016), « Libyans Are Winning the Battle Against the Islamic State », *Foreign Policy*, 30 juin, https://carnegieendowment.org/2016/06/30/libyans-are-winning-battle-against-islamic-state-pub-63983. [51]

Wehrey, F. et P. Cole (2013), « Building Libya's Security Sector », Carnegie Endowment, 6 août, https://carnegieendowment.org/2013/08/06/building-libya-s-security-sector-pub-52603. [40]

Westcott, T. (2018), « In Libya, a City Once Run by Islamic State Struggles to Start Again », The New Humanitarian, 21 août, https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2018/08/21/libya-Sirte-islamic-state-struggles-rebuild. [49]

WorldPop (2022), *WorldPop (base des données)*, University of Southampton, https://www.worldpop.org. [3]

Zargoun, T. (2016), « Libyans Twice Uprooted by War Call for Urgent Help », Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 8 décembre, https://www.unhcr.org/news/latest/2016/12/5847c6434/libyans-twice-uprooted-war-call-urgent-help.html. [53]

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest

L'Afrique du Nord et de l'Ouest connaissent une urbanisation rapide. Alors que villes et zones urbaines ont toujours été le théâtre de conflits de par leur rôle politique et économique, nombre de mouvements séparatistes, insurrections et rébellions restent associés aux zones rurales. La croissance urbaine s'accompagne-t-elle d'une augmentation de la violence dans les villes ou les conflits demeurent-ils essentiellement ruraux ? Conjuguant une approche régionale et locale, ce rapport analyse et cartographie l'évolution de la répartition spatiale des conflits entre zones rurales et urbaines en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 1990. Une analyse plus qualitative de dix villes permet de mieux comprendre les ressorts locaux de ces violences. Alors que ces dernières augmentent en Afrique de l'Ouest, cet ouvrage offre aux décideurs publics, experts et chercheurs de solides bases d'élaboration de politiques de sécurité et développement plus territorialisées.

IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-61357-7
PDF ISBN 978-92-64-41841-7

9 789264 613577